ROGER LAMBELIN

1921

LE RÈGNE D'ISRAËL

CHEZ LES ANGLO-SAXONS



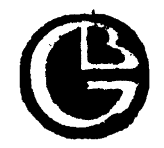
ROGER LAMBELIN

LE PÉRIL JUIF

LE RÈGNE D'ISRAEL

CHEZ

LES ANGLO-SAXONS



PARIS
BERNARD GRASSET
ÉDITEUR
61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61

MCMXXI

LE RÈGNE D'ISRAEL

CHEZ

LES ANGLO-SAXONS

DU MÊME AUTEUR

La Sicile, *Notes et Souvenirs* (Desclée et de Brouwer.)

Fils de Chouan, roman contemporain (Plon-Nourrit).

Notre marine marchande (Challamel).

Un cœur d'homme, roman (Nouvelle Librairie Nationale).

A

CHARLES MAURRAS

APÔTRE

du

Nationalisme intégral

en témoignage de haute estime

et de cordial dévouement

CE LIVRE

où sont exposés

divers aspects

de

L'IMPÉRIALISME

de la Race Internationale

EST DÉDIÉ

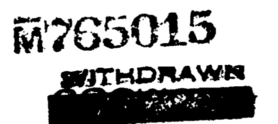


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

Les Anglo-Saxons champions d'Israël.

CHAPITRE IV

Les « Protocols » des Sages d'Israël.

CHAPITRE V

Les Résistances en Angleterre.

CHAPITRE VI

Les Résistances aux États-Unis.

CHAPITRE VII

L'idée sioniste. — Les Anglais à Jérusalem.

CHAPITRE VIII

La Palestine juive.

CHAPITRE IX

La Société des Nations, organe anglo-saxon d'Israël.

AVANT-PROPOS

Il y a plus qu'un péril juif :
Un règne juif.
Charles MAURRAS.
(*Action française* du 4 Octobre 1920.)

Il y a trente-cinq ans paraissait La France juive. *A l'exemple d'Hippolyte Taine, historien de la « Conquête jacobine », Édouard Drumont avait voulu faire l'exposé de la « Conquête juive ».*

Sans doute le grand écrivain n'apporta pas, dans ses œuvres, la même sérénité, dans ses recherches la même critique scrupuleuse des textes et documents, que l'auteur des Origines de la France contemporaine. *La fougue de son*

tempérament, l'ardeur de ses indignations généreuses l'entraînait parfois un peu au delà des frontières des vérités contrôlées ; ses sympathies et ses antipathies personnelles transparaissaient aussi dans ses jugements et une tendance marquée aux généralisations pouvait l'amener à formuler sur certains sujets des affirmations hasardées.

Mais il faut rendre à sa mémoire de Français averti et de grand patriote un reconnaissant hommage. Il a signalé un angoissant péril politique et social à une époque où peu de personnes en soupçonnaient l'existence ; il a montré comment s'étaient opérées, depuis plus d'un siècle, les pénétrations juives dans les divers milieux ; comment Israël, saisissant à merveille la psychologie des démocraties, s'était successivement emparé de la haute banque, de la presse, du théâtre ; comment il avait manœuvré pour exercer une influence prépondérante sur l'opinion publique, les parlements et les gouvernements.

Les livres d'Édouard Drumont, ses courageuses campagnes de La Libre Parole, *corroborés par des scandales tels que le Panama et l'affaire Dreyfus, déchaînèrent un souffle*

d'antisémitisme. Cette agitation assez violente, mais plus superficielle que profonde — sauf en Algérie — s'apaisa quand furent oubliées les causes qui avaient puissamment contribué à la développer.

L'heure n'était pas venue de faire comprendre aux masses les mortels périls que l'accession au pouvoir des juifs et de leurs créatures pouvait faire courir à la France. Aussi les appels prophétiques de Drumont finirent par ne plus éveiller que des échos lointains et assourdis. Sa voix puissante se voila; le tirage de son journal fléchit et, comme il fallait assurer son existence, son administration accepta peu à peu des annonces, des informations, des réclames financières émanant de sources juives. La Libre Parole *devint une feuille du boulevard, comme tant d'autres, et Édouard Drumont, dans les dernières années de sa vie, n'eut plus la même liberté d'allures, la même indépendance batailleuse, le même esprit chevaleresque qu'au temps où, paladin sans peur au service d'une grande cause, il ne craignait rien, si ce n'est que le ciel ne vint à choir...*

La grande guerre survint. Quiconque était un peu au courant de la vie diplomatique et

militaire de l'Allemagne ainsi que des questions balkaniques, la pressentait prochaine dès le printemps de 1912. Les israélites étaient, dans tous les États, trop bien informés pour n'avoir pas prévu le conflit mondial. L'avaient-ils désiré? Avaient-ils par des menées occultes travaillé à son déclanchement? Le doute est permis, mais ce qui est incontestable, c'est qu'ils s'étaient admirablement préparés à tirer, de la guerre et de la paix qui y mettrait fin, des avantages considérables et un surcroît de puissance dont on a lieu d'être effrayé.

La marche ascendante d'Israël vers la conquête de l'Univers qui, jusqu'alors, avait éte prudente, discrète, lente, marquée de temps d'arrêt, allait brusquement prendre des cadences rapides, les allures d'une marche triomphale.

L'impérialisme juif se révélait avec une force et aussi avec une candeur déconcertantes. Auprès de lui, l'impérialisme allemand, l'impérialisme britannique, l'orgueil américain sont peu de chose. La complicité ou l'aveuglement des États belligérants ont favorisé les desseins d'Israël; le socialisme international et la finance internationale ont puissamment facilité leur réalisation. Du président Woodrow Wilson

et de M. Lloyd George, les juifs sont parvenus à faire leurs agents les plus dociles et les plus dévoués et, manœuvrant les gouvernants des États-Unis et de la Grande-Bretagne, les représentants d'une race de treize ou quatorze millions d'individus, dispersés dans tous les pays du globe, ont réussi à imposer au monde une paix spéciale qui est vraiment une pax judaica *et un supergouvernement, dénommé Ligue ou Société des Nations, dont ils sont les maîtres.*

En signe de victoire, ils ont obtenu d'installer en Palestine pour leur peuple, sans territoire depuis la Dispersion, un « foyer national » et, sous l'égide de l'Empire britannique, le drapeau d'Israël flotte déjà sur Jérusalem, la Cité sainte du monde chrétien, la métropole incomparable de l'idée religieuse et de la civilisation.

Comment a pu s'opérer en quelques années cette conquête juive? L'union sacrée observée pendant la guerre l'a certainement facilitée; mais, depuis longtemps déjà, les israélites avaient occupé dans tous les pays des positions solides, leur donnant les moyens de déclancher des offensives rapides, lorsque se présenteraient des circonstances propices.

En Russie, ils comptaient plusieurs de leurs coréligionnaires dans le parti des Cadets; ils étaient les maîtres des organisations secrètes et des groupements socialistes.

Les israélites jouèrent un rôle capital dans les intrigues, les défaillances, les trahisons qui démoralisèrent la Cour, la noblesse, l'armée et entraînèrent la chute du tzarisme. L'Empire, que maintenait seule debout son armature gouvernementale, était voué à l'anarchie quand le tzar Nicolas fut déchu de son trône.

Les socialistes juifs imposèrent par la force à la Russie décapitée et démembrée le régime plus ou moins communiste des Soviets et il suffit de consulter les statistiques assez concordantes, émanant de sources diverses, pour connaître la composition du gouvernement tyrannique et sanglant, dont l'israélite Trotsky et Lenine sont les chefs. Sur les 22 membres formant le Conseil supérieur des Commissaires du peuple, 17 sont juifs; et, si l'on totalise les hauts fonctionnaires gérant les ministères et les grands services publics, on constate que 458 d'entre eux, sur 556, sont juifs.

En Allemagne, c'est dans le domaine de la grande industrie que les Israélites avaient

conquis des positions capitales. Ils en étaient les magnats. La plus puissante compagnie de navigation du monde, avant la guerre, la « Hambourgeoise-Américaine » n'avait-elle pas à sa tête le docteur Ballin? Mais ils exerçaient aussi une action prépondérante dans les milieux socialistes et il est bon de se souvenir que le 4 août 1914, au Reichstag, c'est par l'organe du juif Haase que le parti de la social-démocratie promit son entier concours au gouvernement impérial.

Après la défaite des Empires centraux et l'abdication ou la déposition des souverains régnants de l'Autriche-Hongrie et des États Allemands, partout les juifs sont portés au pouvoir par les organisations socialistes. Grâce à eux s'opère un camouflage démocratique et républicain, qui vaudra à l'Allemagne protestante, surtout lors des Conférences interalliées de Paris, la bienveillance du président Wilson et de M. Lloyd George.

Chez les vaincus, les juifs ont donc pénétré fort avant dans les régions du pouvoir, et si des réactions commencent à se produire contre leurs menées envahissantes de l'autre côté du Rhin, ils n'en ont pas moins conquis une

puissance politique infiniment supérieure à celle qu'ils possédaient avant le conflit mondial.

Mais c'est surtout chez les vainqueurs que leur ascension vers les cîmes mérite d'être étudiée dans ses causes et dans ses procédés. Là, il n'y eut pas de cataclysmes politiques, de carences de pouvoir. C'est par le jeu naturel des institutions, par l'action personnelle des politiciens et des financiers israélites, par la presse à leur dévotion, grâce aussi aux intelligences et aux complicités trouvées chez les gouvernants et les chefs d'État, que se sont opérées les conquêtes juives. Aux États-Unis et en Angleterre, cette conquête fut aussi facilitée par des affinités d'ordre philosophique et religieux, car le puritanisme procède, dans une large mesure, de l'esprit judaïque.

Les documents consultés, les dépouillements opérés dans les journaux et périodiques anglais, américains et juifs, les observations faites et les témoignages recueillis en Egypte et en Palestine, les renseignements fournis par des correspondants bien placés pour être exactement informés sur certaines menées d'Israël, m'ont permis de suivre d'assez près

les étapes de l'établissement du règne juif chez les Anglo-Saxons (1).

Sans doute des faits nouveaux seront découverts et révélés qui permettront plus tard de fonder sur des assises définitives l'histoire de cette étonnante conquête; mais il m'a paru que, dès maintenant, de solides jalons devaient être plantés et qu'il importait de signaler aux patriotes de tous pays les dangers de l'impérialisme juif.

La marée qui a submergé la Russie, qui encercle les pays anglo-saxons, monte encore vers de nouvelles conquêtes.

Pour sauvegarder la civilisation chrétienne et l'indépendance des peuples, il est urgent d'édifier des digues puissantes, capables d'arrêter et de refouler ses flots.

R. L.

(1) Je tiens à exprimer toute ma gratitude aux correspondants qui voulurent bien m'aider à documenter cette étude. et très particulièrement à M. C. Champanhac qui, de Londres, m'envoya de précieuses informations ainsi qu'une série de pièces et de publications anglo-juives du plus grand intérêt.

CHAPITRE PREMIER

La Conquête juive de l'Angleterre.

Les Israélites acquièrent successivement tous les droits civils et politiques des citoyens britanniques. — Un Rothschild à la Chambre des Communes. — Benjamin Disraeli créé Lord Beaconsfield, premier ministre du Royaume-Uni. — Les Juifs dans l'Afrique du Sud. — Les amitiés juives d'Édouard VII. — L'emprise d'Israël sur le gouvernement pendant et après la guerre mondiale.

Il y a une vingtaine d'années, parut sous le titre : *L'Anglais est israélite* (1) une curieuse brochure résumant les travaux de la *British Israelite Association* sur l'origine de la race anglaise. Il est admis que deux seulement des douze tribus d'Israël, revenues de la captivité de

(1) Jouve, éditeur.

Babylone, peuplaient la Palestine lors de la naissance de Jésus-Christ. Les autres avaient émigré vers le nord-ouest de l'Europe et se seraient établies dans les Iles britanniques. Des rapprochements bibliques et historiques, des considérations linguistiques sont invoqués à l'appui de cette thèse. Je me contente de la signaler aux érudits, aux spécialistes de l'ethnographie, en leur laissant le soin et la responsabilité d'établir son degré de véracité ou de vraisemblance.

Ce qui est hors de conteste, c'est la poussée juive qui, depuis quelques années, s'est manifestée dans le Royaume-Uni, avec une énergie croissante.

Les périodes troublées de la vie des peuples ont toujours été propices aux enfants d'Israël. L'agonie de l'ancien Régime, la Révolution et l'Empire facilitèrent leur émancipation et l'essor de leur fortune en France et dans l'Europe continentale.

En Angleterre, les juifs mirent longtemps à conquérir les droits civils et politiques des citoyens, et cela du fait de leur religion et non de leur race.

Pour occuper certains offices municipaux et

siéger au Parlement, il fallait prononcer une formule de serment comprenant ces mots : « Je jure sur la vraie foi d'un chrétien ». Les israélites scrupuleux ne pouvaient prêter ce serment solennel sans abjurer leur religion; et, comme nombre d'entre eux avaient acquis dans le commerce et la finance des situations importantes leur assurant une influence réelle, ils s'efforcèrent de faire modifier les termes du serment.

En avril 1830, un représentant de Norwich, M. Robert Grant, prit l'initiative d'un bill dans ce but. Après un long débat, auquel participa Macaulay, le bill fut rejeté. Trois ans plus tard, M. Grant revint à la charge et réussit à faire accepter le bill par la Chambre des Communes, mais les Lords le repoussèrent.

Toutefois, en 1844, sous le gouvernement de sir Robert Peel, fut abrogée la loi qui excluait les Israélites des fonctions municipales. Il était anormal et illogique qu'un juif, que rien n'empêchait de devenir sheriff d'un comté ou magistrat, fût inapte, en raison de sa religion, à être élu maire, alderman ou même membre d'un *Common Council*. Lord Lyndhurst, alors chancelier, introduisit un bill, abrogeant en l'occurrence

la formule chrétienne du serment, qui passa sans difficulté à la Chambre des lords.

La question du serment parlementaire fut à nouveau soulevée en 1847, quand le baron Lionel Rothschild fut élu député par la cité de Londres. Un *Jew's bill*, introduit une fois de plus, ayant été rejeté, Lionel Rothschild démissionna, mais pour se représenter immédiatement devant le collège électoral, qui le réélit. Alors, il vint à Westminster et s'avança devant le « speaker » demandant à prêter serment. Il prononça les paroles ayant trait à l'*allegiance* et à la *supremacy*, mais omit les « *on the true faith of a christian* ». Invité à se retirer, il obéit et alla s'asseoir sur l'un des sièges que surplombe la galerie et où sont admis les étrangers. De là il pouvait suivre les débats, sans y prendre part.

Un autre israélite, M. David Salomons, élu député de Greenwich, en 1851, eut plus d'audace que son coreligionnaire. Il se présenta comme lui devant la table où sont posés les insignes de la Couronne et omit les mots constituant, pour un israélite, une abjuration; mais, invité à se retirer, il prit place parmi les membres du Parlement et refusa de déférer aux injonctions du speaker.

Invectivé par les tories, encouragé par les whigs, M. David Salomons restait assis dans son fauteuil. Il fallut l'intervention du *serjeant-at-arms* pour le faire sortir de l'enceinte réservée.

Mais cet esclandre amena les Communes à porter devant la Cour de l'Échiquier une demande d'interprétation des termes du serment. Par trois voix contre une, la Cour estima que, seuls, les chrétiens étaient qualifiés pour prononcer les paroles sacramentelles ouvrant les portes de Westminster.

De nouveaux efforts furent encore tentés aux Communes pour permettre l'admission des juifs, mais la Chambre des lords rejeta tous les bills votés à cet effet jusqu'en 1858. Cette année-là, grâce aux efforts de Lord John Russell, une loi fut votée qui n'abrogeait pas la formule traditionnelle du serment, mais qui autorisait les israélites à omettre les mots en contradiction avec leur foi religieuse.

L'émancipation des juifs fut ainsi parachevée. Le leader de la Chambre des Communes était alors un jeune israélite de race, Benjamin Disraeli, qui devait jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de son pays d'adoption.

Entré de bonne heure dans le giron de l'Église anglicane, à l'exemple des Ricardo et des Goschen, il n'en servit que plus efficacement les aspirations et les intérêts d'Israël. Quand il devint ministre, on peut dire sans exagération que c'est l'idée juive qui arrivait au pouvoir. Déjà, comme écrivain, comme romancier, il s'était fait l'avocat, le champion de sa race, avec un talent, une habileté, auxquels on est obligé de rendre hommage. Dans la *Biographie politique de George Bentinck,* il a consacré aux juifs un chapitre plein d'éloquence et d'émotion; et, dans *Coningsby*, par l'organe du banquier Sidonia, l'un des plus vigoureux personnages de ses romans, il a plaidé leur cause, raconté leurs malheurs, provoqué en leur faveur la sympathie et la pitié.

Disraeli a fait mieux encore. A l'époque où le comte Arthur de Gobineau prétendait, par des considérations ethniques et historiques, établir la supériorité des Allemands sur les autres peuples, il imagina une *théorie des races*, qu'il appelait « la clé de l'histoire » et qui tendait à démontrer la prééminence des Israélites sur tous les autres humains.

M. Alexandre de Haye l'a exactement résumée

en quelques phrases : « Les peuples ne conservent leur vigueur, leur moralité, leur aptitude aux grandes choses qu'à la condition de garder leur sang pur de tout mélange. S'ils laissent un sang étranger se mêler au leur, les vertus qui constituaient leur originalité et leurs forces disparaissent bientôt... Il n'existe de supériorité réelle que chez les races intactes, qui se sont transmises, de génération en génération, non pas seulement une langue ou une religion, mais le sang, la sève originelle (1) ». La conclusion se devine. Parmi les races privilégiées, la plus pure de toutes est celle des sémites, où le groupe des juifs brille du plus étincelant éclat.

Ce culte de sa race a inspiré tous les actes de la vie publique de Lord Beaconsfield, et, chose étrange, peu de personnes en Angleterre et en Europe l'ont compris et en ont prévu les conséquences.

Sa politique orientale est foncièrement juive. Déjà, dans *Coningsby,* le romancier avait en quelque manière prédit la Révolution russe et signalé la mystérieuse diplomatie, organisée par

(1) Lettres de lord Beaconsfield à sa sœur. Paris, Perrin, 1889.

les juifs qui s'infiltraient dans l'Empire des Tsars; plus tard, comme premier ministre, il avait dirigé vers l'Orient les visées ambitieuses de l'Angleterre. Il voulait relever l'Orient judaïque pour en faire surgir les futurs maîtres du monde.

Sioniste avant la lettre, il avait la prescience que l'impérialisme britannique, dont il se fit le fougueux champion, préparerait un jour les voies à l'impérialisme d'Israël.

C'est ainsi que ce sémite aux yeux langoureux, au teint mat, aux longs cheveux bouclés, dont la voix nerveuse savait tour à tour railler et flatter, romantique d'allure, s'habillant comme Brummel ou Barbey d'Aurevilly, rêvant de gloire littéraire et de conquêtes politiques, plus soucieux de fréquenter chez les duchesses que de vivre dans l'intimité de ses coreligionnaires, devint le chef des tories, le rival heureux de Gladstone et gagna les bonnes grâces de sa souveraine. Sa carrière fut à son apogée lorsque la reine Victoria accepta de ses mains la couronne impériale de l'Inde et le Congrès de Berlin consacra sa renommée de grand homme d'État.

Ce Congrès avait pour objet de résoudre les délicats et multipes problèmes posés par la

guerre russo-balkanique. Lord Beaconsfield ne manqua pas d'imposer aux Roumains, dont le territoire était amputé de la Bessarabie, des mesures de protection spéciales en faveur des juifs.

Malgré la présence au Congrès de Berlin du prince de Bismarck, Lord Beaconsfield parut y tenir le premier rôle et le prestige qu'il y conquit ne fut pas sans impressionner fortement les israélites d'Allemagne et d'Autriche. Nombre de juifs de Francfort, de Hanovre, de Hambourg et de Vienne se dirent que l'Angleterre, où l'un des leurs avait pu s'élever à de si hautes destinées et acquérir un tel pouvoir, devait être un royaume d'élection. Franchissant la mer du Nord, ils vinrent chercher fortune à Londres et dans les grands centres britanniques. Ils y reçurent bon accueil, trouvèrent des appuis précieux, conquirent des situations enviables dans la banque, dans l'industrie ou le commerce et plusieurs d'entre eux ou leurs descendants sont fiers de figurer aujourd'hui dans le livre rouge du *Peerage*.

Les mines d'or et de diamant de l'Afrique du Sud, les spéculations auxquelles elles donnèrent lieu, exercèrent au *Stock Exchange* une irré-

sistible attraction. Banquiers, financiers, commis de la Cité, alléchés par les nouvelles, apprenant la découverte quotidienne de gisements et de filons, s'embarquaient sur les paquebots des lignes *Union* et *Castle* qui desservaient la colonie du Cap et gagnaient en toute hâte le Transvaal.

Les juifs dominaient parmi ces aventuriers de la finance et leur âpreté au gain, leur aptitude à créer des banques, des comptoirs, à fonder des sociétés, les placèrent vite aux premiers rangs de ces *Uitlanders* qui menaçaient de submerger la population clairsemée du Rand.

Pour des raisons politiques, morales et religieuses, les fermiers du Transvaal, descendants de colons hollandais, nourris de la forte lecture de la Bible, ne pouvaient assister sans tristesse et même sans indignation à l'envahissement de leur territoire par ces milliers d'aventuriers qui, non contents de vivre à leur guise, d'installer à Johannesburg des bars, des tripots, des music-halls, ne tardèrent pas à réclamer une participation importante à la vie administrative du pays.

Le président Kruger et l'assemblée législative ne voulurent accorder aux *Uitlanders* des droits

civils qu'après un stage de plusieurs années; ils frappèrent d'un impôt assez élevé les exportations de l'or et des pierres précieuses.

L'historien quasi-officiel de la guerre sud-africaine, Conan Doyle, dans *The Great Boer War* (1899-1901) (1) s'est montré sobre de détails sur les origines du conflit. Il ne blâme pas les prétentions des *Uitlanders* et incrimine plutôt l'entêtement des Boers ; et pourtant ceux-ci, après avoir abandonné la colonie du Cap pour se soustraire à la domination britannique et défriché de nouveaux territoires, n'aspiraient qu'à vivre en paix avec tous leurs voisins.

Ce sont les financiers juifs de Johannesburg qui prirent l'initiative des provocations et des révoltes contre les burghers. Pour brimer les autorités, on arborait le drapeau anglais sur toutes les banques ; les journaux étrangers couvraient d'injures le président, le Volksraad et annonçaient la chute prochaine du gouvernement, l'annexion du pays à la colonie du Cap. Le président de la « Chartered », Cecil Rhodes, organisait ouvertement le raid de Jameson, quitte à désavouer son lieutenant après l'insuc-

(1) London. Smith, Elder and C°.

cès de l'aventure, et c'est la maison Eckstein, représentant la grande firme des Wernher Beit, qui payait les volontaires et gardait en magasin les fusils destinés à être distribués aux conjurés le jour de l'arrivée de Jameson et de sa bande.

Dans la coulisse, sir Alfred Milner, au nom du gouvernement britannique, était prêt à profiter des circonstances et de la guerre devenue inévitable pour ajouter un nouveau fleuron à la couronne impériale.

Si Conan Doyle n'a pas compris l'action des juifs dans les causes déterminantes de la guerre sud-africaine, qui devait coûter si cher à l'Angleterre, d'autres la discernèrent aisément.

Jean Carrère, qui fit un voyage d'études au Transvaal pendant la dernière période de la lutte, a conté dans *Au pays de l'or rouge* les impressions qu'il recueillit à ce sujet. Quand, dans un groupe d'officiers et de correspondants de guerre, il annonça son prochain départ pour Johannesburg, M. Gwynne, de l'agence Reuter — le directeur actuel du *Morning Post* — l'interpella :

Alors, j'espère bien que le jour où vous aurez visité cette ville, vous ne ménagerez pas dans vos articles ces ignobles capitalistes qui, après avoir été la cause de la

guerre, se sont cachés tandis que mouraient les soldats, les uns dans leurs maisons, les autres par delà les frontières, et qui se plaignent maintenant parce que la guerre dure trop...

Les officiers faisaient chorus en *rinforzando*.

— Les sales juifs, ajoutait l'un.

— Tous les rebuts des ghettos d'Europe.

— Tous les marchands de vieilleries de Whitechapel !

— Les voleurs de diamants de Kimberley !

— Et c'est pour cela que nous venons faire tuer nos hommes (1) !

Lorsque l'armée anglaise fit à Johannesburg une entrée triomphale, après une longue campagne qui n'avait pas mérité cette épithète, un soldat boer, prisonnier sur parole, garda son chapeau sur la tête, quand passa Lord Roberts, suivi d'un brillant État-major.

Un juif des mines, dont l'enthousiasme débordait, signala le patriote vaincu à un soldat anglais :

— N'est-ce pas indigne? Voilà un Boer qui ne salue pas le général en chef.

— Taisez-vous, riposta le tommy en regardant avec mépris le juif. Il s'est battu pour son pays celui-là, pendant que vous trembliez dans votre cave !

(1) *Au Pays de l'or rouge*, p. 200.

Et le « réformiste » trop zélé fut hué par la foule (1).

La reine Victoria ne survécut pas à la guerre sud-africaine. La prolongation imprévue de la lutte, les sacrifices énormes qu'elle avait exigés en hommes et en argent l'avaient profondément affectée. Elle était trop intelligente pour n'avoir pas discerné les vrais responsables du conflit et ne pardonnait pas aux israélites le rôle de provocateurs et d'excitateurs qu'ils avaient joué à Johannesburg.

Son successeur, le roi Édouard, ne partageait pas ces scrupules. Il n'en voulait pas aux banquiers et aux spéculateurs qui avaient déchaîné la guerre du Transvaal, puisqu'il en était résulté un agrandissement notable du domaine de l'Empire, et des relations étroites l'attachaient d'autre part à certaines personnalités israélites.

C'est un fait bien connu que, du vivant de la reine Victoria, le prince de Galles ne disposait pas de ressources correspondant à ses goûts, à ses besoins, à son genre de vie. Les juifs ne manquaient pas de proposer leurs bons offices au futur souverain de la Grande-Bretagne. Tel grand sei-

(1) *Ibid.*, p. 202.

gneur d'Israël, pour asseoir sa situation mondaine, offrait une forte somme au prince de Galles quand il consentait à honorer de sa présence une chasse ou un dîner. Des financiers de marque allaient au-devant de demandes d'emprunt et proposaient de prêter au prince des sommes importantes sans exiger des intérêts, parfois même sans réclamer des reçus. Cependant, ces services devaient se payer un jour. C'est ainsi que, en 1903, Levy Lawson devint Lord Burnham, du nom d'une propriété célèbre par ses beaux hêtres, Burnham Beeches, qu'il avait acquise. Le fils de cet israélite venu d'Allemagne, le vicomte Burnham, dirige le grand quotidien de Londres, le *Daily Telegraph*. Un autre Hébreu, Alfred Cassel, originaire de Germanie, comme son nom l'indique, ne fut pas seulement le banquier de l'héritier du trône, il devint son intime ami. Dans l'histoire de la finance internationale de ces trente dernières années, il tint une place considérable. S'il ne fut pas élevé à la pairie, c'est sans doute qu'il ne s'en soucia guère; le titre de baronnet lui suffit. Sir Alfred créa ou développa des sociétés foncières en Égypte et en Argentine, acquit des influences dans les grandes banques d'Europe et d'Amérique, créa entre

elles des accords et des combinaisons d'intérêts, dont il tenait les fils. A la Bourse de Paris, on garde encore le souvenir de la maestria avec laquelle l'habile financier sauva, non sans en tirer quelques profits, une de nos grandes sociétés de crédit qui était sur le point de sombrer.

Je connais sur les rives du Nil, non loin de Louqsor, une délicieuse villa, sise au milieu d'un domaine de l'ancienne Daira Sanieh. Des lauriers roses, des bosquets de citronniers et d'orangers la bordent et l'entourent. C'est là que Sir Alfred Cassel venait tous les hivers prendre quelques semaines de repos, et le Prince de Galles y reçut à plusieurs reprises l'hospitalité. Construite dans le style des bungalows de l'Inde, rez-de-chaussée avec de larges vérandas, la villa comportait à son centre un étage formant pavillon : l'appartement royal, d'où l'on avait une vue merveilleuse sur le fleuve sacré.

S'il avait dédaigné les honneurs personnels, le grand financier maria cependant sa fille à un lord, et son intimité avec son souverain fut telle que c'est dans ses bras qu'Edouard VII rendit son dernier soupir.

II

Le professeur israélite Sombart a naguère formulé cet aveu : « Les guerres sont les moissons des juifs et les révolutions aussi ». Comme il n'y eut jamais de guerre comparable au conflit mondial déchaîné en août 1914, ni de révolution semblable à celle qui, en 1917, fit effondrer l'Empire russe, il n'est pas surprenant que ces catastrophes inouïes aient activé les ambitions conquérantes de la race.

Ses conquêtes, son ascension vers les sommets du pouvoir dans les divers États furent si prodigieuses, qu'on éprouve quelque peine à les expliquer, à en suivre le développement.

Il y eut des juifs incorporés dans les armées de tous les belligérants. Les pertes, dues au terrible armement dont il fut fait usage dans cette guerre, furent telles qu'on compta un nombre assez élevé de tués et de blessés parmi les israélites, encore qu'une bonne proportion d'entre eux servit dans l'intendance, les hôpi-

taux et les formations de l'arrière. Le fait d'avoir participé à la guerre les nationalisait, les sacrait patriotes. On aurait eu mauvaise grâce à traiter en étrangers, en naturalisés de fraîche date ou de seconde zone, des soldats ayant versé leur sang ou risqué de le verser pour la défense du pays.

De ce chef, les israélites ont donc gagné en considération au cours de la guerre; mais ils ont retiré de cette guerre d'autres profits d'ordre matériel, comme banquiers, industriels, commerçants, fournisseurs des armées, accapareurs de pétroles, de farines, de denrées de toutes sortes. L'accroissement formidable de leur puissance financière leur a facilité les moyens de pénétrer très avant dans les sphères gouvernementales, et l'influence prédominante par eux acquise est, à son tour, devenue productrice de gros intérêts.

Conservateurs en Angleterre, bolchevistes en Russie, républicains de diverses nuances en France, socialistes en Allemagne et en Autriche, ils ont merveilleusement profité des circonstances, des mouvements d'opinion, des sautes de vent. Dans chaque État, à mesure qu'on se rapprochait de la fin des hostilités et que s'éla-

boraient péniblement les clauses de la paix, ils manœuvraient, en employant des méthodes différentes, pour faire prévaloir les aspirations et les visées de leur race. C'est ainsi qu'unis par des liens internationaux, ils ont suivi des directives mystérieuses qui, malgré des orientations divergentes en apparence, finissaient par converger vers les mêmes buts.

Si l'on excepte la Russie, où le gouvernement des Soviets est tombé d'un seul coup dans les mains des juifs, nulle part plus qu'en Angleterre, la conquête du Pouvoir ne fut rapide et complète. Le terrain était soigneusement préparé et et les israélites y occupaient des positions solides, propices à une offensive méthodique, bientôt poussée à fond.

Pendant la guerre, il était aisé de constater l'influence dont jouissaient les juifs dans les divers États-Majors de l'armée britannique. Un officier français était-il désireux de servir chez nos alliés comme interprète ou officier de liaison, on s'assurait qu'il parlât un peu anglais, mais il était certain d'être admis, si sa demande était appuyée par un Rothschild ou un israélite de marque. M. Joseph Reinach avait ses grandes entrées au G.Q.G. britannique. Le field marshall

sir John Haig avait comme secrétaire particulier le lieutenant de Yeomanry sir Philip Sassoon. Le jeune député de Hythe devait-il ce poste de confiance à sa valeur militaire personnelle ou au fait que sa mère était fille du baron Gustave de Rothschild? Le doute est d'autant plus permis que ce personnage est de l'intimité de M. Lloyd George, lequel a pour grands amis les Rothschild et sir Rufus Isaacs, devenu Lord Reading.

Depuis quelques années, et particulièrement sous le ministère Asquith, les israélites s'étaient infiltrés de plus en plus dans les milieux gouvernementaux, à la Bourse et dans la presse. A la Chambre des Lords pendant longtemps ne siégeait qu'un seul israélite : Lord Rothschild; ils sont maintenant toute une petite phalange; et, comme ils ont changé de nom en devenant pairs du royaume, on a du mal à les discerner. A la Chambre des Communes, ils sont une douzaine et deux d'entre eux font partie du gouvernement : le très honorable Edwin Montagu, secrétaire d'État pour l'Inde, et le très honorable sir Alfred Mond, *first commissioner of Works*, c'est-à-dire ministre des travaux publics. Signalons en passant la nomination de sir Matthew

Nathan au poste de gouverneur du Queensland, celle de sir Herbert Samuel aux fonctions de haut commissaire britannique en Palestine et celle, toute récente, de Lord Reading à la vice-royauté des Indes. L'occasion me sera offerte de reparler de ces deux grands personnages dont l'action fut capitale en diverses circonstances.

Vingt israélites sont *baronets*, vingt-six sont *knights*. Six sont conseillers privés de la Couronne et six membres du *County Council* de Londres. Le conseil de Crémieux : « Ayez la presse et vous aurez tout », a été suivi par les Hébreux avec une ténacité remarquable. En Angleterre, le plus répandu des grands quotidiens de Londres, le *Daily Telegraph* appartient au vicomte Burnham, qui s'appelait Levy Lawson, de son nom d'origine; Sir Alfred Mond est tout puissant à la *Westminster Gazette;* le *Daily Express* a pour directeur M. R. D. Blumenfeld. Dans les journaux dont il n'est pas maître, Israël s'arrange pour y avoir des tribunes. La politique étrangère du *Daily News* est confiée à M. Theodor Rothstein; celle du *Graphic* et du *Daily Graphic* est orientée par M. Lucien Wolf, qui fut, de 1894 à 1898, correspondant du quotidien français le *Journal*. Quant

à la presse de Lord Northcliffe, puissant trust englobant le *Times*, le *Daily Mail*, le *Sunday Pictorial*, l'*Evening News* et une cinquantaine de publications diverses, on y compte un chiffre appréciable de collaborateurs israélites.

Les Hébreux du Royaume-Uni disposent aussi, à l'usage de leurs coreligionnaires, d'une presse spéciale dénommée anglo-juive qui ne comprend pas moins de seize journaux et revues. Six sont quotidiens. De ces publications, sept sont rédigées en anglais, une en hébreu et les autres en *yiddish*, patois judéo-allemand parlé par les sémites de Russie et de l'Europe centrale.

Les fondateurs de « l'Alliance israélite universelle » avaient fortement incité leurs adhérents à s'affilier aux loges maçonniques, pour y faire pénétrer leur esprit et leur action d'autant plus efficace qu'elle était discrète et même mystérieuse. S'inspirant de ces vues, les *Protocols* des Sages de Sion, dont je me propose d'étudier le texte ultérieurement, formulent les prescriptions suivantes : « Jusqu'à l'époque où nous posséderons le pouvoir, nous nous efforcerons de créer et de multiplier les loges maçonniques sur la surface du globe. Nous y attirerons tous ceux qui exercent ou peuvent exercer une action sur

l'opinion. Ces loges seront à la fois des sources d'information et des centres de propagande. »

La poussée juive, qu'on peut partout constater, a pris un développement spécial en Angleterre où elle a été secondée par des hommes politiques de tous les partis. Radicaux comme David Lloyd George, libéraux avancés comme Asquith, socialistes comme Smillie, conservateurs comme Arthur James Balfour et lord Robert Cecil se sont rencontrés pour favoriser de tout leur pouvoir les visées et les ambitions d'Israël.

Comme on pouvait le concevoir, la propagande resserrait les liens et avivait le zèle religieux des israélites. Les synagogues, les écoles juives se multipliaient en même temps que les loges. L'annuaire des juifs d'Angleterre, le *Jewish Yearbook*, fournit sur ces différents points des statistiques bien suggestives.

Dans la seule ville industrielle de Leeds, il y a seize loges « maçonniques juives » dont huit relèvent du « grand ordre d'Israël ». L'une de ces dernières est placée sous le haut patronage du Duc de Connaught; une autre se réclame du baron de Hirsch, une troisième de Lord Reading.

Les écoles israélites sont fréquentées par envi-

ron 20.000 enfants; les sociétés et instituts de toutes sortes : théologiques, littéraires, scientifiques, sportifs, hôpitaux, orphelinats, bibliothèques, œuvres de bienfaisance foisonnent, même dans les centres où les juifs sont peu nombreux. A Swansea, par exemple, où l'on compte à peine un millier d'israélites, il y a une synagogue desservie par plusieurs rabbins et neuf sociétés et œuvres diverses.

Il faut noter aussi le chiffre élevé des associations fondées pour les femmes et les jeunes filles. Une *Union of Jewish Women* fonctionne à Londres, upper Gloucester place; une *Jewish League of Honour and Service* instituée en 1916, groupe, sous la présidence de l'honorable Mrs Franklin, des femmes et jeunes filles de toutes les classes sociales, dans le but de compléter leur instruction religieuse et de fortifier leur foi. Mrs Montefiore préside une *Certified School for Jewish Girls* et Lady Rothschild l'*Association for the Protection of Girls and Women.*

Les dirigeants d'Israël ont peut-être mieux compris que les peuples chrétiens l'influence que pouvaient exercer les femmes dans leurs milieux respectifs et leur aptitude à la propa-

gande. Maurice Donnay n'a-t-il pas conté éloquemment dans le *Retour de Jérusalem* la déchéance qu'une « sale juive » pouvait infliger à un « propre Aryen » ?

La recrudescence de la foi et des pratiques israélites est attestée par le développement des boucheries de viande Kacher. Autrefois confinées dans les quartiers de l'East End, ces établissements ont aujourd'hui débordé dans les autres parties de la métropole. Le *Shechita Board* a donné la statistique suivante des animaux tués à Londres suivant le rite hébraïque, de novembre 1919 à mai 1920, c'est-à-dire pendant six mois : 19.854 bœufs, 3.466 moutons, 11.620 veaux, 614.951 volailles. Il est toutefois possible que, sans s'en douter, des chrétiens mangent de la viande Kacher, comme nombre d'eux favorisent inconsciemment les intrigues juives.

Que les juifs observent fidèlement leurs lois religieuses, qu'ils se soutiennent fraternellement entre eux, personne ne saurait les en blâmer et leur en vouloir, mais de leurs actes, de leurs paroles, de leurs menées internationales se dégage l'idée très nette que, depuis la guerre, ils prétendent gouverner le monde, y faire

triompher ce qu'ils appellent « l'idéal » de leur race. Et ces formidables ambitions, cet impérialisme outrancier ont pris corps définitivement le jour où, dans une lettre fameuse, M. Arthur Balfour, au nom du gouvernement britannique, s'est engagé à favoriser de tout son pouvoir l'établissement dans la Palestine conquise sur les Turcs d'un foyer national juif. Ce jour-là a marqué pour les israélites le début d'une ère nouvelle, où trouveraient pleine satisfaction leur atavisme mystique, leurs haines inassouvies, leur soif de revanche contre les nations persécutrices d'autrefois. Le sionisme est à la fois une doctrine et un symbole : doctrine politique tendant à réunir à Jérusalem en un faisceau solide des représentants de toutes les communautés d'Israël qui constitueront un Conseil supérieur de gouvernement mondial; symbole de la puissance de la race élue, qui, malgré les persécutions et les dispersions, a su conserver assez de vitalité pour rester une et nationale, assez d'habileté et de force pour imposer au genre humain, du haut du Temple de Salomon reconstruit, sa domination suprême. Le sionisme doit donc être étudié à fond, dans ses principes, ses causes, son organisation et

ses aspirations par quiconque veut comprendre la question juive telle qu'elle a été posée par la guerre mondiale et par les traités de paix.

Il est possible que le gouvernement britannique n'ait pas prévu toutes les conséquences de la déclaration Balfour que devaient confirmer les accords de San Remo et le traité de Sèvres. Dans ses courtes vues, il n'a pas compris tout d'abord les affinités existant entre les juifs, les bolcheviks, les Allemands et les dangers pouvant en résulter. L'une de ses grandes préoccupations était d'éviter le voisinage de la France sur la frontière d'Egypte. Le meilleur moyen d'empêcher l'organisation d'une Palestine française n'était-il pas d'y susciter la fondation d'un État juif, dont l'Angleterre exercerait le contrôle? Et, pour faciliter la réalisation du programme, dès 1916, alors que sir Henry Mac Mahon dirigeait la politique égyptienne en qualité de haut commissaire, une convention passée avec l'émir Hussein, promu roi du Hedjaz, préparait la création d'un royaume arabe, également placé sous le contrôle britannique, qu'on attacherait au flanc de la bande côtière formant la Syrie abandonnée à l'influence française...

Les juifs, conscients de la communauté d'intérêts qui les liait à l'Angleterre en ces circonstances, n'ont pas manqué d'en tirer largement profit. Leur pénétration dans les sphères politiques du Royaume-Uni, de ses Dominions et colonies, s'est accentuée. Combien de faits en apportent la démonstration? L'empire des Indes est en effervescence. Des révoltes et des émeutes y ont éclaté lorsqu'un Prince du sang venait de présider à l'inauguration d'une sorte de régime représentatif. Ce sont trois israélites qui sont chargés de gouverner l'Inde en ces graves circonstances : à Londres, M. Montagu, secrétaire d'État ; à Delhi ; sir William Meyer, haut commissaire et le vice-roi, entrant en fonctions, n'est autre que Rufus Isaacs devenu comte de Reading. Un autre juif, M. Philip Hartog, a été désigné comme vice-chancelier de la nouvelle Université de Dacca (Bengale).

On sait le rôle capital que tiendront dans les guerres futures les escadres aériennes. La construction des avions de toutes catégories, le perfectionnement technique des moteurs, la recherche des procédés nouveaux de fuselage, l'examen des inventions susceptibles d'augmenter la puissance, la stabilité, le rayon d'ac-

tion des appareils : tout cela nécessite un personnel technique de choix, savant, consciencieux et avant tout scrupuleusement honnête et d'une absolue discrétion.

Il existe, chez nos alliés, un « ministère de l'air » disposant d'une véritable autonomie et d'un gros budget. Or, dans son État-major et ses services, les israélites semblent s'être donné rendez-vous.

La Ligue patriotique *The Britons* explique, dans un ses bulletins qu'elle en a trouvé dix-neuf, et cite les suivants, en mentionnant les fonctions occupées : MM. A.-B. Wilbrom et J.-B. Abraham ont des postes importants dans l'*Establishment and Parliamentary Division ;* le major Nathan est directeur de l'entraînement ; le lieutenant-colonel Lyons dirige le service des huiles et essences ; le capitaine Cohen est à la tête de la section des téléphones et T. S. F. C'est une israélite, Mrs Steinberg, qui est secrétaire particulière du major Baird, sous-secrétaire d'État, et le ministère de l'air compte encore dans son personnel le brigadier-général Livingstone (Lœwenstein), les majors Myers et Blumenfels, le capitaine Killmayer, les lieutenants Simon et Marks. On peut se demander

si les secrets de l'Aéronautique anglaise seront bien gardés par tous les membres de cette tribu.

A la Société des nations, organisme judéo-maçonnique sorti du cerveau du président Woodrow Wilson, la délégation britannique est entièrement composée de juifs et de judaïsants. Le secrétaire général de la Société, sir Eric Drummond, le jour même de son arrivée à Genève, fit visite au grand rabbin de la ville pour l'assurer de son admiration pour les Hébreux et de son complet dévouement à leur cause et à leurs intérêts.

Je ne donne ici que des indications sommaires, mais elles suffisent à montrer jusqu'à quel point Israël a réussi à conquérir des positions, à s'assurer des concours lui permettant d'actionner et de diriger les rouages du gouvernement britannique.

Une caricature publiée en avril 1920, par l'organe des « Britons » : le *Jewry ueber Alles*, représente deux juifs anglais enrichis par la guerre et conversant à la fin d'un succulent dîner, arrosé de nombreux flacons. L'un d'eux se lève et porte un toast à l'Angleterre : *Britannia rules the waves!* (La Grande-Bretagne

commande aux Océans). L'autre répond d'un air narquois : *Yeth, but we rule Britannia* (Oui, mais c'est nous qui gouvernons la Grande-Bretagne).

Et ce n'est pas une parole de vantardise, une illusion de parvenu : c'est l'expression d'une poignante réalité.

CHAPITRE II

Les influences juives aux États-Unis.

Les premiers Juifs amenés en Amérique par Christophe Colomb. — L'accroissement de la population juive depuis cinquante ans. — L'attitude des Israélites pendant la guerre. — Otto H. Kahn et Jacob Schiff. — L'entourage sioniste du président Wilson.

I

L'histoire des juifs d'Amérique remonte à Christophe Colomb. Le 2 août 1492, furent expulsés d'Espagne 300,000 israélites. Le lendemain, les caravelles du grand navigateur faisaient voile vers l'Ouest, emportant avec les équipages un petit groupe de juifs. On prétend même que les bijoux de la reine Isabelle n'avaient pas suffi à payer les frais de l'expédition et que plusieurs riches israélites, parmi lesquels Luis de

Santagel, fermier des taxes royales, s'étaient financièrement intéressés à la découverte d'un pays de rêve, où l'or et les pierres précieuses devaient se trouver en abondance.

Il est, en tous cas, certain, que le pieux Christophe emmenait avec lui au moins cinq juifs : Luis de Torrès, qui prétendait connaître les langues des Indes et servir d'interprète ; Marco, chirurgien ; Bernal, médecin ; Alonzo de la Calle et Gabriel Sanchez. C'est Luis de Torrès qui découvrit l'usage du tabac et s'enrichit en exploitant la précieuse plante dans l'île de Cuba.

Christophe Colomb avait été mal inspiré en acceptant ces compagnons de voyage. Victime du médecin Bernal, qui ourdit contre lui un misérable complot, à son retour en Espagne il fut disgracié et jeté en prison, étrange récompense de son audacieux génie et de sa glorieuse découverte !

Dès lors, les juifs considérèrent l'Amérique comme un champ d'exploitation digne d'intérêt et une émigration, assez lente d'ailleurs, en amena certains groupements dans l'Amérique du Sud et surtout au Brésil.

Un conflit entre les Pays-Bas et le Brésil décida les juifs à venir chercher fortune dans

l'Amérique du Nord, chez les colons hollandais fixés sur le territoire qui est aujourd'hui l'Etat de New-York.

Le gouverneur, Peter Stuyvesant, les avait assez mal accueillis ; il leur avait même donné l'ordre d'aller établir leurs pénates en dehors de la colonie ; mais cet ordre fut annulé à la requête des Directeurs. Beaucoup d'actions de la Compagnie coloniale étaient aux mains de juifs d'Amsterdam, ce qui explique cette annulation.

Cependant, les émigrants furent l'objet de mesures spéciales. On leur interdit la vente au détail dans les boutiques ; on leur refusa l'accès des fonctions publiques. Ils s'adonnèrent alors an commerce avec l'étranger, que leurs relations avec leurs coreligionnaires des Etats de l'Europe facilitaient singulièrement, et, pour un temps, en eurent le monopole.

Lorsque les Hollandais furent submergés par le flot des colons britanniques, les restrictions primitivement imposées tombèrent en désuétude ; et, quand après la guerre de l'Indépendance, les Etats-Unis élaborèrent leur constitution civile et politique, les juifs jouirent dans toute leur plénitude des droits de citoyens américains.

De ce fait, les israélites, comptant une lignée d'ancêtres nés de l'autre côté de l'Atlantique, possèdent une mentalité, un caractère *sui generis*. Loin d'être timides et obséquieux, ils ont une allure énergique et résolue. Ils défendent avec ténacité leurs idées, sont souvent querelleurs, parfois braves et leur apparence extérieure diffère sensiblement de celle de leurs coreligionnaires de la vieille Europe, longtemps traités en parias.

*
* *

C'est surtout depuis un demi-siècle que la population juive des Etats-Unis s'est accrue dans des proportions considérables. Une statistiquc établie par le *Board of delegates of American Israelites*, l'évalue à 250,000 en 1877, mais le document émanant des autorités religieuses ne tenait compte que des juifs fréquentant les synagogues. Le *Catholic World* de juin 1877, dans une étude approfondie de la question les porte à 450,000 âmes. Dès cette époque, les israélites formaient des groupements compacts

à New-York (75,000 environ) et dans les villes suivantes : Baltimore, Philadelphie, San Francisco et Chicago. La fécondité de leurs familles, et surtout l'immigration de juifs miséreux, venant de Russie et d'Allemagne, augmentèrent rapidement leur nombre. Dans les *États-Unis contemporains*, œuvre remarquable de Claudio Jannet, dont Frédéric Le Play avait écrit la préface, hommage est rendu à l'aide mutuelle que se prêtaient les israélites. Ils étaient toutefois, à New-York, l'objet d'une certaine antipathie, car ceux des basses classes étaient vêtus de costumes crasseux et ils bravaient le sentiment public en laissant ouverts le dimanche leurs boutiques et magasins.

Claudio Jannet pensait que les juifs n'exerceraient jamais aux États-Unis la même pression économique qu'en Europe orientale, car ils y rencontreraient chez les Yankees, de trop redoutables concurrents. Cependant, en 1880, une catégorie de riches israélites avait déjà manifesté son influence dans la presse, dans la finance et avait même exercé une certaine action sur les résolutions du Congrès. Ces juifs s'étaient américanisés — du moins en apparence — et s'étaient dépouillés des traditions ances-

trales. Peu d'entre eux demeuraient fidèles aux pratiques du Talmud; ils abandonnaient les croyances messianiques et acceptaient l'idée d'un judaïsme réformé pour lequel le Messie n'était plus qu'un symbole.

Les israélites de cette école passaient facilement du déisme au panthéisme, faisaient élever leurs enfants dans les *Common schools*, se mêlaient à la population anglo-saxonne et épousaient parfois des protestantes. Cependant ils conservaient jalousement leur organisation propre et un article du rabbin H. Pereira Mendès, publié dans la livraison de juin 1887 de la *North American Review*, montre qu'en dépit de certaines défaillances et apostasies, l'idée de la domination religieuse de la race n'a jamais été abandonnée par les juifs américains. Ils ont cultivé leur intelligence, étudié les lettres, dans ce pays neuf où les Anglo-Saxons étaient absorbés par des préoccupations et des ambitions matérielles, et cela leur permit d'exercer une certaine action intellectuelle sur la civilisation des États-Unis.

Déjà, en 1886, le journal *The Nation* (1) signa-

(1) N° du 9 septembre.

ıit la multiplication des livres et des journaux ıraélites comme une preuve de l'influence randissante de la race et de son infiltration ans les courants de la pensée américaine, aussi ien religieux que sociaux.

Claudio Jannet a fort exactement défini la place qu'ils ont prise dans le faisceau des Associations maçonniques et dégagé les aspirations de leur politique :

La Franc-Maçonnerie leur offre un moyen de rester groupés encore meilleur que l'organisation en synagogues, que les « réformés » trouvent surannée sans doute. Dans ce but, ils ont formé quatre ordres spéciaux, mais qui communiquent avec toutes les autres loges : l'*Independent Order of Beni Berith*, l'*Independent of free Sons of Israel*, l'*Order Kesher shel Barzel*, l'*Improved Order of Free Sons of Israel* et plusieurs ordres de femmes affiliées.

Un fait peu important matériellement mais remarquable comme signe des temps, s'est produit à l'exposition de Philadelphie. L'ordre des *Beni Berith* a voulu y faire connaître son existence en élevant une statue monumentale à la *Liberté religieuse*. Cela indique assez la tactique suivie par les organisations juives « réformées ». Elles cherchent à se rapprocher de plus en plus des unitariens, des universalistes. Elles donnent à leurs cérémonies religïeuses un aspect semblable. Nous lisions récemment le récit d'une « confirmation » célébrée dans une synagogue de New-York! Le vague

sentimentalisme auquel se réduit le christianisme dans beaucoup de chaires protestantes, favorise trop bien cette sorte de syncrétisme (1).

Il n'est pas besoin de chercher ailleurs les raisons de la pénétration juive dans les divers milieux, pénétration qui ne rencontra pas d'obstacles sur sa route. Dans la haute banque, dans le commerce et l'industrie, les juifs conquéraient chaque année des situations plus avantageuses ; ils mettaient de gros capitaux dans les entreprises de presse et de publicité, s'intéressaient aux grands trusts dans l'espoir de les contrôler, et ils ne manquaient pas de s'immiscer dans les associations ouvrières. N'est-ce pas un juif, nommé Hellbronner, qui, établi à Montréal, organisa au Canada les « Chevaliers du Travail » ? Détail piquant : c'est ce juif que le Gouvernement fédéral désigna pour représenter l'élément français dans une Commission d'enquête sur les conditions de travail, instituée en 1887.

(1) *Les États-Unis contemporains*, tome II, p. 372.

II

Quelle allait être, pendant la guerre mondiale, l'attitude des israélites des États-Unis et au profit de quels belligérants allait s'exercer la puissance dont ils étaient détenteurs ?

On en comptait alors environ 3.300.000 sur le territoire de l'Union, et parmi eux figuraient nombre de milliardaires fort connus, non seulement à New-York, mais aussi à Londres et à Paris.

Deux d'entre eux sont bien représentatifs de leur race ; leurs relations avec le président Wilson et les leaders du parti démocrate et du parti républicain leur valurent un tel relief qu'il n'est pas inutile d'indiquer leurs rôles respectifs au cours du conflit.

Jacob Schiff, mort en 1920, était, au dire du *Times*, « un grand banquier et un grand philanthrope ». La fortune qu'il laissa fut évaluée à vingt millions de livres sterling, soit au change actuel, à un milliard quatre-vingt millions. Les bonnes œuvres de ce bienfaiteur de l'humanité

ne l'avaient pas empêché de gérer avantageusement ses affaires personnelles.

Originaire de Francfort, il avait émigré assez jeune aux États-Unis, tandis qu'un de ses parents allait s'établir à Londres, dont il fut plus tard grand rabbin. La puissante banque juive Kuhn, Loeb et Cie l'accueillit à bras ouverts ; il y fit rapidement son apprentissage des affaires financières, en devint associé et finalement directeur.

Un de ses contemporains et coréligionnaires, venu non de Francfort mais de Mannheim, Otto H. Kahn s'éleva aussi, grâce à la protection de la même banque, à une des plus hautes situations financières de la grande République. Agent de Harriman, le roi des chemins de fer, il s'était habilement occupé de la réorganisation de l'« Union Pacific », lui avait adjoint plusieurs groupes de réseaux ferrés ; c'est aussi lui qui avait négocié l'admission à la Bourse de Paris de 50 millions d'obligations de la « Pensylvania ».

Otto Kahn était donc au même titre que Jacob Schiff un financier... arrivé. Mais, tandis que le premier encourageait les arts et les artistes, subventionnait les troupes théâtrales et

jouait les Mécène, Jacob Schiff déversait de préférence ses largesses sur les institutions et les œuvres israélites. C'est ainsi qu'il fonda le Séminaire de théologie juive et le Musée sémitique de l'Université de Harvard.

L'attitude des deux financiers fut différente quand survint la guerre. Otto Kahn afficha des sympathies ardentes pour la France. Il favorisa l'émission du premier emprunt anglo-français contracté aux États-Unis ; il fit jouer *Marouf*, de Rabaud, à l'Opéra métropolitain, encouragea la représentation de pièces parisiennes et prit l'initiative de fonder une « Ligue française aux États-Unis » pour resserrer les liens intellectuels unissant les deux nations.

Il crut même faire davantage en écrivant un certain nombre de lettres et en prononçant plusieurs discours en faveur des États de l'Entente. Sous le titre pompeux : *Le Droit au-dessus de la Race*, l'éditeur Payot a publié en 1919 une traduction de ces lettres et discours dans lesquels l'israélite venu de Mannheim protestait avec la dernière énergie contre la tyrannie prussienne et les ambitions allemandes. Il condamnait avec indignation « le matérialisme, la convoitise, l'irreligion, l'arrogance débordante,

le mépris impatient du droit des faibles, la manie de domination mondiale » qui caractérisent nos ennemis. Il ajoutait solennellement : « Nous ne permettrons pas au sang qui coule dans nos veines d'étouffer la voix de la conscience dans nos cœurs. Nous attendrons l'appel de l'honneur avant d'écouter l'appel de la race ». Et se campant fièrement devant les Allemands, il répétait : « Nous ne permettrons pas cela, nous Américains de naissance *ou de choix !* »

Théodore Roosevelt fut si ému de ces éloquentes déclarations qu'il n'hésita pas à honorer d'une préface le recueil qui les contenait. Après tout, ces harangues et ces écrits enflammés, bien qu'émanant d'un israélite qui n'avait d'allemand que le lieu de sa naissance, ont-ils un peu contribué à montrer aux Américains d'origine germanique où était leur devoir quand les États-Unis participèrent à la guerre.

L'autre américain *de choix*, Jacob Schiff n'écouta pas les éloquentes adjurations de son associé et ami. Il demeura fidèle au pays où il était né et défendit de son mieux, avec quelque discrétion toutefois, les intérêts allemands. Très lié avec le président Wilson, il ne l'était pas moins avec le comte Bernstorff.

Le mouvement d'opinion, précipité par le torpillage du *Lusitania* et les déclarations de la Chancellerie impériale au sujet de la guerre sous-marine, qui décida les Américains à se ranger du côté de l'Entente et à participer à la lutte mondiale, était irrésistible. Tout effort pour l'enrayer eût été vain. Il fallait suivre le courant ou le regarder passer. Otto Khan suivit; Jacob Schiff regarda, mais en conservant l'espoir d'intervenir, quand l'heure serait propice, en faveur de l'Allemagne. Et, au moment de l'armistice, cette heure sonna.

Les sympathies et les relations juives du président Woodrow Wilson remontent à des temps lointains... Elles n'ont fait que se développer et s'accentuer depuis la cessation des hostilités. D'autre part, les Allemands, sachant qu'ils n'avaient pas en lui un adversaire irréductible, flattèrent habilement son insondable vanité. Dans ses mémoires, publiés en Angleterre en 1920 sous le titre : *My three years in America* (1) l'ambassadeur comte Bernstorff, avoue nettement qu'après l'armistice, particulièrement touché de la confiance qui lui était témoignée de Berlin, le président Wilson s'appliqua de son

(1) Scribner, éditeur.

mieux à élaborer une paix « satisfaisante pour l'Allemagne ». Et il se trouvait que de cette paix pouvaient à la fois s'accommoder les juifs et les Anglo-Saxons !

Presque tous les amis et conseillers de M. Wilson étaient israélites : le banquier Jacob Schiff, Henri Morgenthau, l'ancien ambassadeur américain à Constantinople, qui avait été trésorier du parti démocratique lors de la première élection du président ; le juge Brandeis, l'un des chefs de l'organisation sioniste ; Baruch à qui fut confiée, en mars 1918, la direction du Comité des industries de guerre. Quant au colonel Mandel House, qui remplit à plusieurs reprises des missions très importantes en France, il ne servit jamais dans l'armée, et s'il n'est pas juif comme son premier nom pourrait le laisser croire, il n'en favorisa pas moins de toutes ses forces les visées et les ambitions d'Israël. Au reste, le gouvernement britannique, en envoyant à Washington comme ambassadeur extraordinaire Rufus Isaacs, Lord Reading témoignait du désir de mettre sa politique en complète harmonie avec celle du président Wilson. Tous ces israélites étaient sionistes avérés ; ils se préoccupèrent avant tout de réa-

liser les conceptions d'Israël, et il entrait dans ces conceptions l'idée très nette de ménager l'Allemagne et la Russie soviétiste.

Le parti des socialistes russes des États-Unis, dirigé par Morris Hillquit et Victor Berger, avait d'ailleurs protesté énergiquement lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne et il avait expulsé de ses rangs les socialistes Ch. Edward Russel, W. E. Walling et quelques autres, disposés à se conformer patriotiquement aux vues du gouvernement.

Il est bon de noter que le financier Jacob Schiff, appelé à se prononcer publiquement sur les candidatures aux fonctions de maire, lors d'une élection qui suivit de peu la rupture diplomatique, déclara qu'il voterait pour le major Mitchell, seul candidat ayant des chances de succès, mais il fit grand éloge du socialiste pro-allemand Hillquist, dont il jugeait la personnalité « irréprochable ».

Lorsqu'on sut que la Révolution russe avait été faite par les juifs et à leur profit, avec la complicité de l'Allemagne, les grands banquiers israélites — presque tous d'origine germanique — et les socialistes ne manquèrent pas de montrer, plus ou moins ouvertement, l'intérêt que leur

inspirait le gouvernement de Lénine et de Trotsky. Quelles furent donc les raisons majeures qui décidèrent les États-Unis, où les israélites étaient si influents, à combattre l'Empire allemand?

D'abord un mouvement d'opinion dans les masses populaires, qui eut pu renverser un gouvernement neutraliste, et puis une autre considération qu'un organe de Toulouse a dégagée justement dans un article intitulé « La haute banque internationale » : « L'étroit accord entre la haute banque juive d'Allemagne et celle des États-Unis fut, d'autre part, la raison fondamentale pour laquelle le gouvernement allemand eut une si aveugle confiance dans la neutralité de Wilson. A l'improviste, cependant, Wilson a déclaré la guerre. Qu'était-il donc survenu? C'est qu'Israël, très informé et très prévoyant, s'était avisé, bien avant l'Entente, de l'imminente et irréparable défaite de l'Allemagne, et la haute banque abandonna l'Allemagne politique des Hohenzollern pour sauver autant que possible du naufrage les intérêts judéo-allemands, dont la défense est l'objectif immédiat de la conspiration des puissances anti-catholiques » (1).

(1) *Le Bloc catholique*, juin 1920.

L'acharnement avec lequel les négociateurs de la paix s'attachèrent à détruire, à dépecer l'Empire autrichien, alors qu'on maintenait à tout prix l'unité du *Reich* germanique, vient confirmer cette thèse.

Pendant les pourparlers de l'armistice et au cours des Conférences de la paix, les dirigeants d'Israël qui, hélas! étaient aussi les dirigeants des négociations, multiplièrent leurs efforts et leurs intrigues pour arracher à la France victorieuse le bénéfice et le profit de sa part de victoire et pour prolonger indéfiniment en Europe un état morbide propice aux révolutions, aux troubles politiques et sociaux, au milieu desquels les juifs savent merveilleusement manœuvrer.

Les *big three*, comme on les appelait en Angleterre, c'est-à-dire les représentants de l'Empire britannique, de la France et des États-Unis, circonvenus de toutes manières par leurs conseillers juifs ou judaïsants, élaborèrent une paix juive, précédée d'un pathos mystico-démocratique. Charles Maurras a bien fait de rappeler (1) que c'est à la suite de la réception d'un télégramme contenant entre autres signatures

(1) *Action française* du 4 octobre 1920.

juives celle de Jacob Schiff, que le président Wilson imposa des concessions à nos ennemis sur les points principaux du traité : Statut de Dantzig, régime des réparations, questions de la Sarre et de Fiume, plébiscite de la Haute-Silésie. Les solutions provisoires, bâtardes, incohérentes données à ces délicats problèmes ne pouvaient qu'engendrer d'interminables difficultés et susciter de nouveaux conflits. Mais, de ces difficultés et de ces conflits futurs, les juifs étaient persuadés qu'ils sauraient utilement tirer profit.

CHAPITRE III

Les Anglo-Saxons champions d'Israël.

La mission de Sir Stuart Samuel en Pologne. — Une lettre du président W. Wilson au rabbin Stephen Wise. — Le « *War memorial Empire Tour* ». — Un toast de M. Lionel de Rothschild. — L'orgueil juif à son apogée.

I

Pour ne pas être traités de serviteurs d'Israël, les gouvernements Anglo-saxons ont pensé qu'il était habile de s'en faire les champions. Il était acquis qu'ils étaient déjà devenus ses auxiliaires et ses répondants.

L'Angleterre avait voulu naguère se ménager une spécialité d'ordre diplomatique. Elle élevait la voix avec une énergie impressionnante en faveur des nations opprimées. Avec quels accents éloquents Gladstone avait-il signalé les massacres

d'Arméniens à l'indignation du monde civilisé? Il y eut bien encore quelques échos de sa voix puissante en faveur de l'Arménie, puisque, en juin 1920, des membres du Parlement accusèrent la France de ne pas envoyer assez de troupes en Cilicie pour protéger contre les Turcs de pauvres Arméniens sans défense — lesquels ne réclamaient la présence de nos soldats que pour aller piller et massacrer les paysans turcs de leur voisinage.

A la même époque, il y avait en Pologne, paraît-il, des persécutés et des opprimés : les juifs. La nation polonaise, à peine ressuscitée, avait assez à faire pour se défendre contre les Bolchevicks, les Allemands, les Tchéco-Slovaques qui convoitaient tous certaines portions de son territoire; on prétendait cependant qu'elle avait le loisir de se livrer à d'abominables persécutions sur une catégorie de citoyens.

Les feuilles israélites racontaient que des crimes avaient été commis, que nombre de leurs coreligionnaires avaient été volés, molestés, massacrés par des soldats polonais.

L'Angleterre jugea son intervention nécessaire. En vertu de quel droit? On peut encore se le demander. Elle agit sans doute *proprio motu*,

au nom des intérêts supérieurs de l'humanité et de la démocratie, pour employer un langage wilsonien, en réalité au nom d'Israël.

Une mission officielle fut dépêchée pour aller en Pologne faire une enquête sur ces douloureux événements. Comme il convient, son chef était un juif, sir Stuart Samuel, qui s'empressa de partir pour Varsovie et passa plusieurs semaines à visiter ses coreligionnaires et à recueillir leurs témoignages.

A son retour, la mission déposa au Parlement son rapport : un *white paper*, document d'État, comprenant 36 pages d'impression in-folio, dont la lecture est singulièrement instructive (1). En tête du rapport figure une lettre du ministre d'Angleterre à Varsovie, sir H. Rumbold, adressée au chef du *Foreign Office*, lord Curzon, traitant d'une manière générale la question de la situation sociale des juifs en Pologne et remettant au point certaines appréciations formulées par sir Stuart Samuel, d'après des renseignements insuffisants et une étude trop superficielle. Le capitaine P. Wright, membre de la mission, a examiné de son côté les causes de l'impopula-

(1) *Report by sir Stuart Samuel on the mission to Poland.* Miscellaneous n° 10 (1920).

rité des juifs en Pologne et n'a pas laissé ignorer que les israélites de la bourgeoisie étaient encore sous l'influence allemande, que ceux des basses classes étaient contaminés par le bolchevisme et que les uns et les autres se montraient les adversaires du nationalisme polonais.

Quant au rapport même de sir Stuart Samuel, il suffit de le parcourir pour voir à quel point avaient été grossis ou dénaturés les faits mentionnés dans les feuilles juives et qui avaient servi de prétexte à l'enquête britannique.

Sir Stuart Samuel estime à 348 le nombre des juifs victimes des bagarres et des troubles qui eurent lieu en novembre 1918 à Lemberg, à Pinsk, à Wilna et à Lida. Il y a loin de ce chiffre aux milliers de morts dont parlaient les correspondants israélites, inventeurs de « pogroms ». En réalité il n'y eut ni massacres organisés, ni tueries spontanées.

M. J. K. Prothero, qui voyageait en Pologne à l'époque de ces événements, a publié dans *The Englishman* du 10 juillet 1920, des notes qui précisent les conditions dans lesquelles un certain nombre de juifs de Lemberg trouvèrent la mort.

Une armée ukrainienne de 10,000 hommes assiégeait la ville, que le général Monczinski

défendait bravement avec 1,500 hommes. Des combats quotidiens se livraient sous les murs de la place et les défenseurs, épuisés et décimés, commençaient à désespérer de leur sort, quand des troupes arrivant de Posen menacèrent les assiégeants et leur firent abandonner le siège. Sir S. Samuel prétend que le quartier israélite fut, durant trois jours, livré au pillage. La vérité est que les juifs avaient, pendant le siège, prétendu garder une complète neutralité et ne pas collaborer aux travaux de défense. De plus, on découvrit que certains d'entre eux communiquaient secrètement avec les Ukrainiens et se préparaient à leur faciliter l'accès de la place. Ordre fut donné de procéder à l'arrestation des chefs du complot; mais les israélites accueillirent à coups de fusil les volontaires qui voulurent pénétrer dans leur quartier. Ceux-ci ripostèrent; des combats de rue furent livrés dans le ghetto par les troupes du général Roja, lequel finit par rétablir l'ordre.

Au dire de Sir Stuart Samuel, dans cette affaire, 52 juifs furent tués et 463 blessés, mais le *White paper* néglige d'indiquer quelles furent les pertes des soldats et des volontaires polonais.

A Pinsk, le 5 avril 1919, 35 juifs furent fusillés lorsque les troupes polonaises s'emparèrent de la place, qui était aux mains des bolcheviks, mais ils le furent comme bolcheviks et non au titre de juifs, et parce que, après la prise de la place, ils avaient, des fenêtres de leurs maisons, tiré sur les soldats.

Le rapport d'enquête ne souffle mot de ce qui se passa à Cracovie où des juifs furent délibérément les agresseurs. Ils blessèrent un officier français de l'armée Haller, tuèrent un soldat, en blessèrent une vingtaine, ainsi qu'une femme chrétienne. On procéda à des arrestations, mais aucun israélite ne fut passé par les armes.

On ne saurait honnêtement qualifier de *pogroms* des bagarres et des combats de ce genre, où les enfants d'Israël furent, d'ailleurs, généralement les agresseurs.

Sir Stuart Samuel le reconnaît lui-même implicitement dans les « recommandations » qui forment les conclusions et l'épilogue de son rapport.

Il souhaite qu'on invite le gouvernement polonais à traiter « avec sympathie » ses sujets israélites et à leur accorder un peu plus qu'une « égalité masquée » — ce mot mériterait une explication.

mande aussi qu'on ne limite pas le nombre
uifs admis dans les Universités, qu'on
se tout boycottage et que les prisonniers
s dans les camps soient jugés sans retard.
une certaine loyauté, cependant, sir Stuart
que la plupart des abus relevés dans son
e cesseraient certainement avec l'état de
dont ils sont une conséquence. Mais ses « recommandations » finales, qui visent l'Angleterre et non la Pologne, indiquent bien le rôle que les dirigeants d'Israël trouvent naturel d'assigner au gouvernement britannique, rôle que, de son côté, celui-ci semble assumer très volontiers.

La Commission émet les vœux suivants :

Que le gouvernement de Sa Majesté assiste les juifs de Pologne voulant émigrer et qu'il leur facilite les moyens de se rendre en *Palestine*, au Canada, dans l'Afrique du Sud, en Algérie, en Amérique et dans tout pays « désireux de les recevoir ».

Que des banques inspirant toute confiance au public juif (par conséquent des banques juives) soient établies dans les grandes villes de Pologne.

Qu'un secrétaire comprenant et parlant le

yiddish soit adjoint à la légation et aux consulats britanniques.

Autant dire que, désormais, les juifs de Pologne seront considérés comme *protégés anglais* au même titre que les catholiques d'Orient étaient jadis traités en *protégés français*.

Dans sa lettre préambule, Sir H. Rumbold avait bien fait observer que le traité de Versailles contenait des clauses spéciales en vue de la protection des juifs et des autres minorités ethniques et qu'il appartenait à la Société des Nations de prendre toutes mesures utiles pour les faire appliquer.

Mais Sir Stuart estimait, sans doute, qu'en pareille matière l'Angleterre avait des pouvoirs et des privilèges spéciaux.

Les Polonais le crurent aussi, car lorsque l'armée rouge envahit leur territoire, que Varsovie fut menacée, ils jugèrent habile d'envoyer pour les représenter à Londres un israélite, le professeur Szimon Askenazy. Mais, comme ce diplomate se prétend Polonais patriote et ne professe aucune sympathie à l'égard des sionistes et des bolcheviks, il fut fraîchement accueilli par ses coreligionnaires d'Angleterre. En tout cas, tandis que le général Weygand et

les missions françaises s'appliquaient à rétablir les affaires militaires de la Pologne, le maréchal Pilsudsky ne reçut du Foreign Office qu'un conseil, celui de faire avec la Russie soviétique une paix qui eût été désastreuse.

*
* *

Les États-Unis d'Amérique ont refusé de prendre rang dans la Société des Nations, mais leur président, désavoué par le Sénat et maintenant périmé, a continué à parler, agir, arbitrer, comme s'il en était autrement et qu'il eût voix au chapitre international.

M. Woodrow Wilson, émule de M. Lloyd George, n'a pas voulu perdre une occasion de montrer son zèle pour les juifs. Je crois bien qu'il flétrit un jour les atrocités commises par les bolcheviks, mais il ne protesta ni contre les massacres ordonnés par Bela Kuhn en Hongrie, ni contre l'agression dont les Polonais faillirent être victimes, ni contre l'expropriation et l'expulsion de paisibles habitants de la Palestine; par contre, il ne put maîtriser son indignation en apprenant que quelques israélites de l'Europe

orientale avaient été l'objet de sévices et mauvais traitements.

De la Maison Blanche, le 10 septembre 1920, il adressa la lettre-manifeste suivante à son grand ami le rabbin Stephen Wise.

« *Mon cher rabbin Wise,*

« *Je suis profondément ému des rapports que vous m'adressez sur les épreuves et les souffrances endurées par vos coreligionnaires dans l'Europe orientale.*

« *Aucun Américain, quelles que soient sa race ou sa religion d'origine, ne peut manquer d'éprouver la plus profonde sympathie pour les juifs de l'Europe orientale qui continuent à porter non seulement les poids de la guerre mais aussi les souffrances résultant des traitements aveugles et injustes que leur infligent les gouvernements et les peuples.*

« *J'espère que les nations, avec lesquelles nous entretenons des rapports politiques, mettront tout en œuvre pour mettre fin aux injustices, aux abus, aux disgrâces légales de leurs populations juives, ainsi qu'il est spécifié en faveur des minorités dans les clauses du traité de paix.*

« *Nous savons, aux États-Unis, où les juifs jouissent de la plus complète égalité, avec quelle loyauté ils servent et avec quelle fidélité ils défendent les intérêts et l'idéal de notre propre nation.*

« *C'est avec une grande joie que j'apprendrais la réalisation d'une amélioration dans le statut des juifs de l'Europe orientale. Mon gouvernement désire très ardemment que la persécution contre les juifs finisse partout et pour toujours.*

« WOODROW WILSON. »

Le *Jewish Guardian*, du 1er octobre 1920, a reproduit avec une compréhensible fierté cette lettre qui montre avec quel zèle l'ancien président s'était fait aux États-Unis le champion d'Israël.

II

En 1920, le prince de Galles visita les Dominions et les colonies britanniques. Reçu partout avec enthousiasme, le jeune Prince recueillit les

témoignages du loyalisme des Anglais fixés ou servant au loin, auxquels il apportait l'expression de la sollicitude et du dévouement du Roi et de la famille royale.

A peine le Prince de Galles était-il de retour à Londres qu'un autre voyage autour du monde fut organisé sous le titre pompeux de *War Memorial Empire Tour.* Le docteur Hertz, grand rabbin, et M. A. M. Woolf allaient, au nom des organisations juives et sionistes, visiter, eux aussi, les Dominions et colonies; leur porter la bonne parole, solliciter des concours et des subsides, exalter la puissance d'Israël et établir des liaisons solides entre les communautés éparses.

Quelque temps avant leur départ, un banquet solennel fut offert au grand rabbin et à son compagnon de voyage. Les journaux juifs, notamment le *Jewish Guardian* du 8 octobre, ont donné de ce banquet des comptes rendus détaillés.

M. Lionel de Rothschild, membre du Parlement, présidait. Parmi les convives, qui n'étaient pas moins de 650, on remarquait lord Milner, ministre des colonies, M. Andrew Fisher, haut commissaire d'Australie. Le colonel

sir James Allen représentait la Nouvelle-Zélande; M. Mac Ewan Hunter, le Queensland; M. Wade, la Colombie britannique; sir T. Coghlan, la nouvelle Galles du Sud; M. Ashbot, la Tasmanie.

En tête des Anglo-Juifs notables figuraient le lord chief-justice, Lord Reading, sir Stuart Samuel, sir A. Tuck, sir Philip Magnus, le docteur Weizmann, sir R. Waley-Cohen.

Ouvrant la série des toasts, M. Lionel de Rotschild leva son verre en l'honneur du Roi, de la famille royale et fit une allusion au récent voyage du prince de Galles, comme si ce voyage n'avait été que le prélude de celui qu'allaient faire les délégués d'Israël.

Sir Robert W. Cohen souhaita bon voyage au grand rabbin qui allait, dans tous les territoires de l'Empire, raviver la foi des communautés, recueillir les fonds nécessaires à la réalisation du *Memorial* juif de la guerre. Ce « Memorial » sera un grand collège, où seront formés les futurs ministres de la religion. C'est là qu'ils apprendront, avant de les professer, les sciences sacrées et le « judaïsme anglais ».

Le grand rabbin remercia d'un ton ému, donna quelques aperçus sur la tournée pasto-

rale qu'il allait entreprendre et se déclara confus de l'honneur que lui conférait ce *dîner impérial.* Toutefois cet honneur ne s'adressait pas à lui, mais à « l'invincible religion d'Israël ».

Le président se leva à nouveau pour porter un toast « au gouvernement de Sa Majesté » et, en formulant ce toast, il prononça cette déclaration significative : « Aucun pays au monde n'a été gouverné d'une façon aussi libérale que l'Angleterre pendant le dernier siècle. Aucun pays n'a fait autant pour accorder une complète égalité à tous les citoyens; et, *de tous les gouvernements qui ont tenu les rênes du pouvoir en Grande-Bretagne, aucun n'a témoigné autant de vraie sympathie pour les projets et l'idéal des juifs que le gouvernement actuel.* »

Au nom du ministère, lord Milner exprima sa gratitude pour un pareil éloge; il affirma, — mais sans en énumérer les raisons, que l'Empire britannique avait été amplement récompensé d'une politique qui fit abandonner les vieux préjugés et accorder une complète égalité et la plénitude des droits civiques aux sujets israélites.

Lord Reading ne pouvait manquer de prendre la parole en de si favorables circonstances. Il

porta le toast « aux Dominions d'outre-mer » comme s'il se savait déjà désigné pour la vice-royauté de l'Inde; et, dans un langage fleuri, parla de l'aide patriotique apportée pendant la guerre à la mère-patrie par les colonies et Dominions. Nos « idéals », ajouta-t-il, sont communs. Le même lien qui unit les juifs à travers le monde est celui qui unit Anglais, Écossais et Irlandais. — Personne ne fit observer à l'orateur que les liens unissant l'Irlande à la Grande-Bretagne sont, pour l'instant, assez distendus et que, si les juifs sont si étroitement unis sur tous les points du globe, c'est qu'ils forment une nation, et, par conséquent, n'ont qu'une connexion accidentelle avec le peuple anglais.

Enfin, le grand pontife du sionisme, le docteur Chaïm Weizmann, but : « Au Président ! » Il rendit hommage à ce grand nom des Rothschild, toujours si bien porté, aux glorieuses traditions de la famille..., puis il invita les nobles voyageurs à terminer leur tour du monde par une visite sympathique à la plus jeune Dominion, qui était aussi la plus ancienne communauté juive : la Palestine. Vous apporterez, dit-il, à ce pays, un message d'espérance, et ce sera, pour l'Orient, un signe précurseur de « l'aurore ».

Ce banquet quasi-officiel du 6 octobre 1920 et les discours qui y furent tenus, sont une preuve éclatante de la mainmise d'Israël sur le gouvernement de M. Lloyd George. Les premières étapes du voyage des missionnaires du *War Memorial Tour* ont encore accentué son caractère. Au Cap, au Transvaal, au Natal, le grand rabbin et M. Woolf furent reçus comme des princes du sang. Le gouverneur, les autorités civiles et militaires les attendaient à l'arrivée du paquebot ou du train pour leur souhaiter la bienvenue. Les troupes étaient sous les armes. Derrière ses lunettes et sous sa grande barbe noire, pointant agressivement, le révérend docteur Hertz devait cligner de l'œil et sourire en évoquant les temps, encore récents, où ceux de sa race, sordidement ou modestement vêtus, débarquaient dans les colonies pour vendre une pacotille ou solliciter humblement un petit emploi de comptable ou de commis...

III

La certitude de pouvoir compter sur l'appui formel et sans réserves des gouvernements anglo-saxons, leur mainmise sur la Palestine avant le règlement définitif des questions orientales soulevées par la guerre, ont donné aux israélites la conviction qu'ils seraient bientôt tout puissants et que, dès maintenant, les plus vastes ambitions leur étaient permises.

Quelle force était la leur, au reste, puisque, au cours même de la guerre mondiale, ils avaient pu jeter à terre et maintenir sous leur joug sanglant le grand Empire de l'Europe orientale qui les avait si souvent persécutés et humiliés! Sans doute, les juifs ne sont pas tous soviétistes, mais même ceux qui siègent sur les bancs conservateurs au Parlement britannique s'étaient réjouis de l'effondrement de la Russie.

Ils savaient aussi que cet organe supérieur de gouvernement mondial, appelé la Ligue ou la Société des Nations, leur était tout acquis et

qu'ils pouvaient le manier à leur gré. Au besoin, ils se passeraient de son office dans les cas urgents.

En juillet 1920, M. Lucien Wolf, au nom de la délégation juive à la Société des Nations, déposa, à Genève, un rapport tendant à faire protéger les israélites chez les peuples auxquels ils sont présumés appartenir. Il s'agissait de l'application de la fameuse clause des minorités. Auparavant, les juifs avaient coutume d'adresser les réclamations de cet ordre au Foreign Office. Le bruit avait couru que les juifs de Lemberg étaient menacés d'un pogrom. M. L. Wolf voulait que des représentations fussent faites sans tarder à Varsovie. Lord Curzon déclinait la compétence de son département, en expliquant que c'est à la Société des Nations qu'il appartenait de contrôler l'application du traité et de la clause des minorités en Pologne. Mais M. Lucien Wolf insista si énergiquement que lord Curzon céda, et c'est ainsi que le gouvernement de Varsovie fut, sans doute, à la fois admonesté par le Foreign Office et par la Société des Nations, à propos d'un pogrom, auquel, selon toute vraisemblance, personne n'avait songé.

En tous cas, les juifs ont déjà obtenu de très importantes modifications au pacte initial de la Société des Nations. Il avait été spécifié que si les minorités avaient une plainte à formuler contre le gouvernement de leur pays, le cas serait soumis à la Société par un de ses membres, c'est-à-dire par une nation. Or, après des démarches multiples des organismes juifs, les minorités ont obtenu le droit de présenter directement leurs réclamations, ce qui leur confère sur ce point un statut national.

Et l'on se souvient qu'à la dernière réunion tenue à Genève, la délégation juive prétendit subordonner strictement l'admission des nations dans la Société à l'acceptation préalable de la clause des minorités. Combattue par les représentants du Canada, cette proposition fut appuyée avec une telle ardeur par lord Robert Cecil, qu'on se demandait si ce personnage politique, envoyé à la Société des Nations comme représentant de la colonie du Cap, n'était pas plutôt un délégué d'Israël.

Il ne faut pas être surpris si les juifs, grisés par leurs succès et conscients de l'influence

acquise en maints pays et sur des terrains fort divers, s'imaginent être déjà les maîtres du monde.

Un correspondant m'a transmis un journal juif de l'Afrique du Sud, où était reproduit un article fantaisiste du *New-York Herald.*

L'auteur de cet article s'était amusé à conter à ses lecteurs américains une prétendue interview qu'il aurait prise à M. Mandel, au temps où M. Clemenceau était encore président du Conseil. Reçu aimablement par le puissant chef de Cabinet, le reporter conversait avec lui, quand un huissier apporte une carte de visite : « Faites recevoir par M. Clemenceau », dit M. Mandel et dites que je suis occupé. Au bout de quelques instants l'huissier revient en disant : Ce monsieur ne veut pas voir M. Clemenceau, mais M. Mandel. — Alors qu'il attende.

Au bout d'un quart d'heure, on annonce une autre visite, et le nom du nouveau venu est murmuré : C'est M. Mandel-Rothschild, père du chef du Cabinet. — Remettez-lui cette boîte de cigares et dites-lui que je ne peux le recevoir aujourd'hui.

Enfin l'huissier revient une troisième fois pour dire que le président du Conseil sort avec

le général Mordacq et demande si M. Mandel a quelque chose à lui mander : — Répondez que non, je lui ai donné ce matin toutes les instructions.

L'audience terminée, le reporter croise dans l'antichambre le quémandeur qui attendait patiemment : c'était M. Loubet, l'ancien président de la République.

Le directeur de la *South African Jewish Chronicle* avait pris au sérieux cette chronique humoristique, et le journal du 5 mars la reproduisait intégralement en tête de ses colonnes, avec une large manchette portant en titre et en sous-titre :

LE VRAI MAITRE DE LA FRANCE
LE CHEF DE CABINET DE CLEMENCEAU
EST UN JUIF

Les juifs de l'Afrique du Sud ont dû tressaillir d'orgueil en apprenant cette nouvelle victoire de leur race.

Quant aux israélites d'Angleterre, ils pouvaient aussi se réjouir et à plus juste titre, peut-être, de la haute bienveillance que leur témoignait la famille royale. Le Prince de Galles a

daigné passer en revue le 17 février 1921, dans la cour des Ambassadeurs à York House, le bataillon de Londres de la *Jewish Lads' Brigade* commandé par le major Tabbush. La brigade défila musique en tête et l'héritier du trône remit lui-même aux équipes victorieuses et aux champions des diverses épreuves le *shield*, (l'écu) et les médailles attestant leurs mérites. (1)

(1) *The Jewish Guardian*, 25 février 1921.

CHAPITRE IV

Les « Protocols » des Sages d'Israël

La publication à Londres de la première traduction des « Protocols ». — Un article du *Times*. — Déclaration de Serge Nilus sur l'origine du Document. — Le plan de campagne des Juifs pour s'assurer la domination mondiale. — L'effondrement de l'empire russe. — Le péril juif.

Il a fallu près de cinq années de guerre, les pénibles tractations de la paix, les audacieuses prétentions, l'outrecuidance des dirigeants d'Israël, pour faire pénétrer dans quelques milieux, chez nos alliés britanniques, l'idée qu'il existait un péril juif.

En décembre 1919, paraissait à Londres, éditée par la maison Eyre et Spottiswoode, une brochure in-8° d'une centaine de pages, ayant pour titre *The Jewish Peril : Protocols of the Learned Elders of Zion*. Cette publica-

tion passa complètement inaperçue jusqu'au 8 mai 1920. Ce jour-là, le *Times* consacra une colonne à l'analyse de la brochure, qu'il jugea intéressante et curieuse, signala la concordance frappante entre les principales dispositions du plan de campagne juif tel qu'il y était révélé et les événements qui se sont déroulés pendant et depuis la guerre.

Le journal de la Cité résumait son impression sur le livre par une angoissante question : « En tendant à leur maximum les fibres de notre corps national, n'aurions-nous échappé à une *Pax germanica* que pour être soumis à la *Pax judaïca ?* »

Avant d'étudier les *Protocols* et d'en citer ou résumer les principaux passages, il importe d'en fixer la genèse et d'examiner le caractère d'authenticité qu'ils présentent. Il est prudent de se méfier des documents relatifs à la question juive. Ils sont souvent lancés par des israélites pour égarer les lecteurs sur de fausses pistes et ont parfois abouti à des mystifications. Voyons s'il peut en être ainsi pour les « Protocols ».

I

La brochure publiée à Londres, à la fin de 1919, est une simple traduction d'un fragment d'un livre russe, dont l'auteur est le professeur Serge Nilus, et qui fut enregistré en août 1916, à la Bibliothèque du British Museum.

Tandis que la version anglaise était éditée par MM. Eyre et Spottiswoode, M. Gottfried zur Beek en publiait une traduction allemande à Charlottenburg, sous le titre : *Die Geheimnisse der Weisen von Zion.*

L'avant-propos de cette version allemande contient quelques renseignements sur Serge Nilus et son œuvre. S. Nilus est un chercheur et un érudit, profondément chrétien et très estimé en Russie. Dans ces dernières années, il s'était fixé en Ukraine. Ce fut en 1901, qu'il se procura les feuillets des *Protocols*, écrits en français et qu'il les traduisit en russe.

La première édition des procès-verbaux des « Sages de Sion » parut vraisemblablement à

Pétersbourg en 1905, comme appendice au livre de Serge Nilus : *Le Grand dans le Petit : l'Antechrist comme possibilité imminente de gouvernement* (1). L'ouvrage fut réédité sans nom d'éditeur sous le titre : *La racine de nos maux ;* puis l'écrivain russe Butmi en fit paraître une nouvelle traduction en 1907, qu'il intitula : *L'Ennemi du genre humain*, et qui sortit des presses de l'institution des Sourds-Muets de Petersbourg. Un autre tirage fut effectué au monastère Saint-Serge en 1911 (2) par les soins de Nilus, un second en 1912 et un troisième en 1917. Sous les ministères du prince Lwow et de l'israélite Kerensky, la police fit saisir et brûler tous les exemplaires de ces livres trouvés chez les libraires.

L'édition dont le British Museum possède un exemplaire est celle de 1905 qui fut imprimée à Tsarkoïe-Selo. C'est dans l'introduction de

(1) On trouve des informations relatives à l'origine des « protocols » dans la brochure du chanoine B. Gaudeau : *Le Complot mondial actuel (*Edition de la *Foi Catholique*), dans les introductions au livre : *Les « Protocols » des Sages de Sion* de Mgr Jouin (Emile-Paul) ; à l'édition des « *Protocols* » de la *Vieille France* de M. Urbain Gohier ; à la traduction américaine des *Protocols* (Boston, Small et Meynard).

(2) C'est cette édition qui fut utilisée par le traducteur allemand Gottfried Zur Beek.

celle de 1917, traduite à Boston, que Serge Nilus parla de l'origine des « Protocols ». Les procès-verbaux et divers rapports d'un Congrès sioniste tenu à Bâle auraient été copiés secrètement et remis au professeur Nilus en 1901 par Alexis Nicolajevitch Souchotin, maréchal de la noblesse de Chern, dans la Russie centrale. Celui-ci demanda à l'écrivain d'extraire de ces *Protocols* ce qui lui semblerait utile à la défense de la religion, estimant qu'au point de vue politique, le mal était déjà accompli.

Le grand-duc Serge Alexandrovitch, à qui Nilus tint à communiquer ces documents, les lui retourna avec ces simples mots : « Trop tard ».

Mgr Jouin a demandé à l'archevêque de Mohilew, actuellement réfugié en Angleterre, s'il connaissait les « Protocols »; le prélat lui répondit que le livre lui avait été communiqué en Russie, qu'il croyait à l'authenticité des procès-verbaux, d'autant que les événements avaient suffisamment confirmé la réalité du plan tragique des chefs d'Israël (1).

Les deux traducteurs russes, Serge Nilus et

(1) *Le Péril judéo-maçonnique*, par Mgr Jouin, p. 7.

C. Butmi, sont honorables et leur bonne foi n'est pas douteuse. Tous deux affirment avoir eu entre les mains les feuillets en langue française. Leurs versions sont concordantes à quelques détails près, et sans doute n'ont-ils pas voulu donner des indications susceptibles de mettre sur une voie permettant de rechercher l'auteur de la soustraction des documents. Dans l'édition de 1911, Nilus rapporte que les copies furent prises dans une ville aujourd'hui française (1) à un Franc-Maçon du 33e degré, par une femme patriote qui voulait servir son pays; mais il est possible que cette histoire de vol ait été imaginée pour détourner des soupçons. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'une série des procès-verbaux rédigés au Congrès sioniste de Bâle, tenu en 1897, fut tout simplement dérobée dans le coffre renfermant les pièces confidentielles de l'Association. Une circulaire du Comité sioniste de 1901 atteste que le Dr Hertzl se plaignit amèrement à cette époque des fuites qui avaient permis à des non initiés de saisir certains secrets des congrès. Et cette indication est utile à retenir.

(1) Probablement Mulhouse ou Colmar.

Le sionisme n'a pas seulement pour objet la fondation d'un État juif; il poursuit une tâche encore plus importante : la domination mondiale; c'est ce qu'ont dévoilé les « Protocols », dont l'inspiration sémitique est indéniable.

Pour démontrer d'une façon rigoureuse l'authenticité des « Protocols » il faudrait posséder les feuillets communiqués à Serge Nilus, retrouver la personne qui les a soustraits, comparer le texte des procès-verbaux à celui des autres procès-verbaux du Congrès de Bâle, lesquels doivent être précieusement gardés ou détruits.

Ceux qui prétendront que les « Protocols » sont apocryphes, inventés de toutes pièces, ne pourront d'ailleurs faire davantage la preuve de leurs affirmations (1).

C'est le langage des faits qui, en pareille occurrence, sera le seul probant, et la plus éloquente des preuves a été formulée par le traducteur anglais dans sa préface : « On ne saurait lire aujourd'hui aucune des parties de ce livre, sans être frappé de la note prophétique qu'elles renferment toutes, non seulement en ce qui touche la

(1) Sous la signature L. FRY a paru dans la *Vieille France* (nº 218) une intéressante étude tendant à démontrer que le rédacteur des « Protocols » serait un des dirigeants d'Israël : ASHER GINSBERG.

sainte Russie d'autrefois, mais encore au point de vue de certains développements sinistres qui se peuvent observer à l'heure présente dans tout l'univers. Gentils, soyez sur vos gardes ! »

II

Le *premier « protocol »* ou résumé du procès-verbal de la première séance des « Sages de Sion » commence par une comparaison entre la politique des juifs et celle des Gentils et par un éloge de la force :

> Qui a domestiqué les bêtes sauvages que nous appelons hommes? Par quoi ont-ils pu être domptés?
>
> Dans les premières périodes de la vie sociale, la force brutale et aveugle les maîtrisait; plus tard, ils obéirent à la loi, qui n'est qu'une force déguisée. Il faut en déduire que selon les lois de la nature, c'est dans la force que réside le droit.

La liberté politique est une idée, non un fait. Il faut savoir l'utiliser pour attirer à soi les masses populaires et pour conquérir le pouvoir; la tâche est plus facile si l'adversaire, épris de

libéralisme, abandonne de lui-même une part de son autorité.

Aujourd'hui, la puissance de l'or s'est substituée à celle des gouvernements libéraux. L'idée de liberté ne peut être pratiquement réalisée. La démocratie aboutit à la corruption, aux conflits sociaux, à l'anarchie. Qu'un État soit épuisé par des dissentiments intérieurs ou livré à l'Étranger, il tombe en notre pouvoir.

Le despotisme du Capital (l'or est entre nos mains) lui tendra en guise d'aide une paille à laquelle il devra se cramponner pour ne pas tomber dans l'abîme.

Jetons donc dans les masses des ferments d'anarchie. Il n'y a pas de morale en politique et l'autocratie est le seul mode de gouvernement. Il y eut des pouvoirs dynastiques, où le père transmettait à son fils les secrets de la politique. Le sens de la transmission de ces principes, la foi en l'hérédité ont disparu et cela facilite le succès de notre cause. La civilisation ne peut exister sans le despotisme. Regardez ce troupeau de Goym abruti par les vices et l'alcool, dont personne ne lui limite l'usage. Nous ne permettrons pas à notre peuple de l'imiter. Mais nos agents, valets, employés, gouvernantes

(chez les riches); nos femmes, dans les lieux de plaisir, les démoraliseront et les initieront à tous les vices.

Avons-nous assez exploité les mots « Liberté, Égalité et Fraternité »? Les Gentils ont répété ces mots comme des perroquets sans voir les contradictions des idées évoquées.

La suppression de tous privilèges a entraîné celle des élites; sur leur ruine nous avons fondé notre aristocratie sur des bases ploutocratiques. Elle est bien à nous, contrôlée par nos Sages et guidée par leur science.

Le *deuxième protocol* débute par une déclaration s'harmonisant tout à fait avec les propositions wilsoniennes sur lesquelles fut fondé le traité de paix : « Il est nécessaire, pour nous, que les guerres ne se terminent pas par des conquêtes territoriales; la guerre sera ainsi liquidée sur des bases économiques où les nations seront forcées d'admettre notre action prédominante. »

Nous pourrons ainsi diriger la politique internationale et dominer les États, qui s'imagineront, pendant quelque temps encore, s'administrer librement; nous leur suggérerons des lois,

d'apparence scientifique, qui les amuseront et les berneront. Considérez le succès des doctrines de Darwin, de Karl Marx, de Nietzche, imaginées ou préconisées par nous pour démoraliser les Gentils.

Et que les chrétiens méditent ce passage concernant la presse, que je transcris d'après l'édition américaine :

Dans les mains des États modernes, il existe une force puissante qui soulève chez les peuples les mouvements d'idée. C'est la presse. Son rôle est d'indiquer les besoins, d'enregistrer les plaintes, d'exprimer et de fomenter les mécontentements. Le triomphe du libre caquetage s'incarne dans la presse, dont les gouvernements n'ont pas su se servir et *qui est tombée en notre pouvoir*. Par la presse nous avons conquis une vraie puissance, tout en restant dans l'ombre. Grâce à la presse aussi nous avons accumulé de l'or, que des fleuves de sang et de larmes avaient parfois véhiculé.

Les *troisième* et *quatrième protocols* annoncent comme prochaine l'époque où le Serpent, symbole d'Israël, aura fermé son cercle après y avoir enserré les États européens.

Qu'on se rappelle la Révolution française ! Elle fut notre œuvre, et les maux qu'elle engendra favorisent nos desseins. Les masses popu-

laires sont hostiles aux classes qu'elles croient au-dessus d'elles. Les crises économiques décupleront cette haine. Nous créerons une crise universelle et jetterons à la rue des foules énormes d'ouvriers, exaspérés contre les riches, prêts à les tuer et à les dépouiller. Mais les juifs, avisés en temps utile, sortiront indemmes des troubles.

La Franc-Maçonnerie tient, sans le savoir, dans l'univers, l'office d'un écran dissimulant nos projets (1).

Pour créer des diversions et empêcher les chrétiens de surveiller notre politique, il est nécessaire de les orienter vers l'industrie et le commerce : « Les nations sont absorbées par la recherche des profits matériels; et, engagées dans cette lutte, ne s'occuperont pas de leur ennemi commun. Mais, pour que les idées de liberté puissent miner et ruiner la société chrétienne, il importe de donner comme base à l'industrie la spéculation. Les Goym abandonneront ainsi les richesses extraites de leurs terres et poursui-

(1) Le traducteur américain a cru devoir, à ce propos, séparer les loges anglo-saxonnes des loges de l'Europe continentale devenues des associations politiques anti-chrétiennes. Les *Protocols* n'établissent pas de distinction entre elles.

vront des entreprises industrielles. La spéculation fera tomber ces richesses dans nos coffres. »

Les *cinquième* et *sixième Protocols* expliquent quels seront le caractère et l'essence du gouvernement judaïque.

Ce gouvernement, fortement centralisé règlera par des lois nouvelles la vie politique de nos sujets. Un despotisme souverain éliminera graduellement les concessions et les libertés abandonnées aux Goym. Peut-être des coalitions temporaires pourraient-elles nous mettre en échec. Mais nous aurons soin d'entretenir les haines de religions et de races et c'est ainsi que nous régenterons le monde : *Per me reges regnant*. Et les paroles des prophètes auront été réalisées.

Par l'organisation de vastes monopoles, dont seront tributaires les fortunes des Goym, nous absorberons le crédit des États. Il faut que notre super-gouvernement soit le protecteur.

L'aristocratie des Goym, en tant que force politique, est morte. Nous n'avons pas à en tenir compte ; mais en tant que propriétaires fonciers, les autorités sociales sont dangereuses pour nous, parce qu'elles peuvent être indépendantes par leurs ressources : c'est pourquoi nous devons les priver à tout prix de leurs terres. Pour y par-

venir, la meilleure méthode est d'augmenter les impôts fonciers, d'endetter la terre. L'aristocratie des Goym qui, héréditairement, ne peut s'accommoder d'une situation modeste, sera bientôt ruinée (1).

D'autre part, nous inciterons les Gentils à des dépenses exagérées, disproportionnées avec leurs moyens et les amènerons à vivre au jour le jour sans songer au lendemain. Nous augmenterons les salaires des ouvriers, mais nous élèverons encore davantage le prix de toutes choses.

Les traits décisifs du plan de campagne d'Israël sont accusés dans le *septième protocole*.

L'augmentation des forces militaires des États, l'accroissement des armements sont des parties essentielles de ce plan. Dans toute l'Europe, et par l'Europe dans le monde entier, nous sèmerons la discorde, provoquerons les révoltes et les conflits. Nous dompterons les Gentils par des guerres particulières et en déchaînant une lutte mondiale.

« En un mot, pour résumer notre système d'ébranlement et d'asservissement des États de l'Europe, nous *montrerons notre pouvoir sur l'un d'eux par l'assassinat et le terrorisme,* et

(1) *Les « Protocols »*, édition de la *Vieille France,* pp. 31-32.

s'il lui était possible de s'unir pour nous résister, nous lui réponderions avec des canons américains, chinois ou japonais » (1).

L'allusion à la Révolution russe, depuis longtemps préparée ressort nettement de cette citation.

Les *protocoles suivants* donnent des instructions de détail pour la réalisation progressive du plan grandiose d'Israël. La destruction des pouvoirs régnants sera actionnée par la Terreur ; le nôtre sera despotique ; la génération actuelle des Gentils, corrompue et abêtie par les idées fausses que nous lui avons apprises, sera facilement maniable. Nous détruirons la vie de famille et empêcherons les hommes de valeur de surgir et d'exercer une action. En injectant le poison du libéralisme dans les organes de l'État, nous lui avons donné un mal mortel.

La presse sera sévèrement ligotée, la littérature contrôlée ; nous tiendrons tous les fils de la pensée imprimée, mais cependant nous laisserons publier des études et des articles contradictoires pour que le vulgaire garde quelques

(1) *The Protocols,* Ed. Small, Maynard, p. 29.

illusions. Nous détournerons les Goym des préoccupations politiques en encourageant les sports, les jeux, les plaisirs, les passions.

Quand nous serons les maîtres, nous ne tolèrerons d'autre religion que le Judaïsme, et l'asservissement des autres peuples au nôtre amènera un état de paix et de bénédiction, dont nous mettrons en relief les bienfaits.

Le *quinzième Protocole* explique qu'après la conquête du pouvoir suprême, la Puissance judaïque sera sans pitié pour quiconque oserait lui faire opposition. L'institution d'une nouvelle société secrète tomberait sous le coup de la peine de mort.

En attendant nous multiplierons les loges maçonniques dans tous les pays du monde.

Nous y attirerons ceux qui sont ou seront présumés pouvoir exercer une action sur le public, car dans ces loges se trouveront les principales sources d'informations et les meilleurs moyens de propager notre influence.

Toutes ces loges seront centralisées sous une même direction, connue de nous seuls et ignorée des autres. Nos sages administreront ces cénacles... Les plans politiques les plus secrets seront connus de nous le jour même où ils auront été arrêtés et nous nous en empare-

rons... Parmi les initiés de ces loges se trouveront presque tous les agents de la police internationale et nationale dont le concours nous est indispensable (1).

Il faut rendre notre pouvoir grandiose et donner l'impression de l'inviolabilité de sa nature mystique, car il vient de Dieu. *Après le Pape, l'autocratie russe est notre plus dangereux ennemi.*

Comment sera organisé l'empire juif et quel sera le programme de son fonctionnement? Les *huit derniers Protocols* fournissent à ce sujet certaines précisions. Le gouvernement aura l'apparence d'une « mission patriarcale dévolue à la personne du souverain ». Le Roi, père de ses sujets, a le droit, avec les moyens coercitifs nécessaires, de diriger l'humanité et de forcer son obéissance.

L'enseignement sera transformé. L'étude des problèmes de l'avenir, de la vie pratique, remplacera l'étude de l'histoire ancienne et des classiques. Toute espèce d'éducation privée sera abolie. Les doctrines juives seront des dogmes. Les attributions des avocats et avoués devant les

(1) *The Protocols*. Ed. Small, Maynard, p. 48.

tribunaux seront très restreintes. La liberté religieuse, reconnue en théorie, sera détruite en fait. Le clergé sera rendu antipathique aux populations et son influence disparaîtra. L'heure venue, un assaut sera donné au Vatican et la puissance du Pape sera brisée.

Alors le roi des Juifs exercera son autorité suprême; il sera le vrai Pape ne l'univers, le seul patriarche de l'Église internationale.

Toutefois, pendant la préparation des transitions et des mesures nécessaires à la réalisation de ce suprême objectif, nous n'attaquerons pas les églises existantes. Nous nous bornerons à les critiquer, à les diviser, à les miner. Au besoin, nous imaginerons des religions temporaires pour la rééducation de la jeunesse.

Notre souverain, en vertu d'une fiction légale, sera propriétaire de tous les biens et répartira la charge des impôts. Un *impôt progressif sur le capital,* que nous préconisons déjà (1) amputera les fortunes privées. Cette seule perspective cause déjà des mécontentements chez les Gentils. Il y aura un droit de timbre progressif

(1) Il faut se rappeler que les feuillets ont été soustraits en 1901 et qu'ils se réfèrent au Congrès sioniste de Bâle tenu en 1897.

sur les ventes, les bénéfices, les successions ; son montant dépassera considérablement les revenus des gouvernements chrétiens.

Notre action sur la vie économique des peuples facilite notre prochaine domination. D'énormes capitaux maintenus oisifs ont obligé les États à recourir à nous pour émettre des emprunts dont les intérêts les écrasent. La transformation des petites industries en grandes usines tributaires de riches prêteurs, c'est-à-dire des juifs, épuisera les forces saines du peuple, et la résistance des États goym en sera notablement diminuée.

« Le vide qui existe dans le cerveau purement bestial des Gentils est suffisamment prouvé par le fait qu'ils ne comprennent pas qu'en nous empruntant de l'argent, ils auront, un jour ou l'autre, à soustraire des ressources du pays le capital emprunté avec ses intérêts. Il aurait été plus simple de prendre tout de suite l'argent des leurs, auxquels ils n'auraient pas eu à payer d'intérêts. Voilà qui prouve notre génie et le fait que nous sommes le peuple choisi de Dieu (1).

C'est en nos mains qu'est concentrée la grande

(1) *Les « Protocols »*. Ed. Émile Paul, p. 116.

force des temps présents : l'or, et cette force nous aidera à faire triompher notre cause, à restaurer l'ordre sous l'égide de notre gouvernement.

Le monde actuel sombrera dans l'anarchie. Le roi des juifs, incarnation du Destin, fondera un monde nouveau. Il ne gravira les degrés du trône que lorsque les « Sages » se seront assurés de sa valeur intellectuelle et morale. Il devra ne pas être dominé par ses passions : « La colonne de l'Univers, en la personne du Gouverneur du monde, issu de la Sainte race de David, devra subordonner tous ses désirs personnels au bien de son peuple. Notre souverain doit être irréprochable ».

C'est par ces mots que se termine le vingt-quatrième et dernier « protocol ».

*
* *

Un épilogue de Serge Nilus, qui n'a pas été traduit dans les éditions allemande et américaine, contient ces observations qui méritent d'être intégralement transcrites :

L'existence du scrutin de vote a toujours procuré à Sion l'occasion d'introduire, par la corruption, toutes les lois favorables à ses desseins. La forme de gouvernement des Gentils qui convient le mieux aux juifs est la République, parce que c'est celle qui lui permet le plus facilement d'acheter une majorité ; et le régime républicain donne à leurs agents et à leur armée d'anarchistes une liberté sans limites. C'est pourquoi les juifs soutiennent si bien le libéralisme ; et les stupides Gentils, dupés par eux, ignorent le fait déjà évident que, sous une république, il n'y a pas plus de liberté que sous une autocratie ; au contraire, on y voit une oppression de la minorité par la populace, que dirigent toujours les agents de Sion.

Selon le testament de Montefiore, Sion n'épargne ni l'argent, ni les moyens de la conduire à ses fins. De nos jours, tous les gouvernements du monde entier sont consciemment ou inconsciemment soumis aux ordres de ce grand supergouvernemcnt de Sion, parce que toutes leurs valeurs sont entre ses mains, car tous les pays sont débiteurs des juifs pour des sommes qu'ils ne pourront jamais payer. Toutes les affaires : l'industrie, le commerce comme la diplomatie, sont dans les mains de Sion. C'est au moyen de ses capitaux qu'elle a asservi toutes les nations. A force de maintenir l'éducation sur des bases purement matérialistes, les juifs ont chargé tous les Gentils de lourdes chaînes avec lesquelles ils les ont attachés à leur supergouvernement.

La fin de la liberté nationale est proche, donc la liberté individuelle touche à sa fin, parce que la vraie liberté ne saurait exister là où Sion peut se servir du levier puissant de son or pour gouverner la populace et dominer la portion la plus digne et la plus raisonnable de la société.

... Que ceux qui ont des oreilles pour entendre, entendent (1) !

Il semble bien que des oreilles se soient ouvertes en entendant les accents prophétiques et les menaces des « Protocols », où se manifeste si cyniquement le mépris haineux que professent les juifs à l'égard des Goym.

Ce petit livre, qualifié de troublant *(disturbing)* par le *Times*, a attiré en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne et peut-être aussi en d'autres pays, l'attention sur les dangers que font courir à la civilisation chrétienne les visées et les ambitions d'Israël.

Et récemment, un écrivain suisse, M. Georges Batault, a pu déclarer dans le *Mercure* (2), que des faits révélés et constatés, il était résulté une certaine « renaissance générale de l'antisémitisme, dirigée plutôt contre les manifestations de l'esprit juif que contre les personnes juives ».

(1) *Les Protocols*. Éd. Émile-Paul, pp. 130-131.
(2) Livraison du 15 janvier 1921.

CHAPITRE V

Les Résistances en Angleterre.

Une campagne du *Morning Post*. — La Ligue nationaliste *The Britons*. — Un appel de Crémieux dont les Israélites contestent l'authenticité. — M. Lucien Wolf. — Une brochure de M. G. Pitt-Rivers, avec une curieuse préface du docteur O. Lévy. — Une circulaire de la Ligue juive de Petersbourg. — Lord Reading. — Un article du *Blackwood's Magazine*.

I

L'article du *Times* signalant la brochure : *The Jewish peril* : *Protocols of the Learned Elders of Sion*, avait fait sensation. Les juifs s'en émurent; en leur nom, le lieutenant-colonel Malone eut l'audace de demander au Parlement quelles mesures le Gouvernement britannique comptait prendre pour empêcher sa diffusion. Le ministre de l'Intérieur lui répon-

dit : « Je crains que la loi ne me donne aucun pouvoir pour faire supprimer ce livre ».

Cependant la brochure était devenue introuvable; des mains mystérieuses l'avaient fait disparaître des vitrines des libraires. Seules, les quelques personnes qui l'avaient achetée avant l'article du *Times*, en possédaient des exemplaires et l'éditeur, dûment averti de l'imprudence qu'il avait commise, déclarait qu'il n'en ferait pas un second tirage.

En France, la publication des *Protocols* ne passa pas inaperçue. Le *Correspondant* du 25 mai 1920 en donna un compte rendu avec citations, sous la signature F. Lechannel, ce qui valut à son directeur une lettre indignée d'un israélite bien connu dans la politique et à l'Institut.

L'*Opinion* en publia certains fragments et, dans son numéro du 26 juin, inséra une sorte de réfutation de M. Salomon Reinach, qui ne réfutait pas grand'chose, mais dénigrait Serge Nilus, tout en concédant que « Trotsky et quelques douzaines de bolcheviks influents étaient d'origine juive ».

La *Vieille France*, d'Urbain Gohier, qui, depuis sa fondation, mène une ardente cam-

pagne antisémitique, ne manqua pas de tirer du *Jewish Peril* de précieuses informations et de solides arguments. L'*Action Française* le signala à plusieurs reprises et la *Libre Parole* le publia en feuilleton.

En Suisse, le *Courrier de Genève* et la *Revue Romande* analysèrent le livre et engagèrent même des polémiques à son sujet.

Cependant, en Angleterre, l'incident semblait clos. *The Englishman*, le *Jewry über Alles*, ce dernier organe du jeune groupe « the Britons », avaient bien signalé à leurs lecteurs les données de la brochure, mais le tirage de ces revues était si modeste que les israélites jugèrent la chose négligeable.

Il en fut autrement quand un grand quotidien de Londres, d'une haute tenue littéraire et politique : *The Morning Post*, prit texte du livre confisqué pour publier sous le titre : « *The Cause of World Unrest* » (La cause du malaise mondial), une série d'articles, aussi mesurés et modérés dans la forme que documentés et démonstratifs dans le fond. Dans ces notes, un parallèle était établi entre le bolchevisme et le wilsonisme ; l'attention publique était attirée sur le rôle prépondérant joué par les juifs aux

Conférences de la paix, sur le traitement infligé à la Pologne, sur les périls qui résulteraient pour l'Empire britannique des succès même partiels de la conspiration israélite.

Les sympathies que témoignaient les députés juifs siégeant à Westminster sur les bancs des conservateurs à leurs coreligionnaires bolchevistes ne présentaient-elles pas un caractère déconcertant? L'israélite secrétaire d'État pour l'Inde (M. Montagu) n'était-il pas l'ami du chef du mouvement anti-anglais dans la grande péninsule asiatique (M. Ghandi)? N'était-ce pas après avoir été l'hôte, à Lympne, de son jeune et riche ami juif, sir Philip Sassoon, que M. David Lloyd George avait impérativement conseillé à la Pologne d'accepter sans tarder la paix des Soviets!

Cette fois, les israélites anglais se sentirent touchés. Dans son numéro du 16 juillet 1920, *The Jewish Guardian* accusa le coup porté. Son article de tête intitulé : DANGER! esquissait une défense assez terne, une réfutation vague des accusations documentées du grand journal. Bien entendu, l'organe hébreu crie : à la persécution! Il prend des tangentes, imagine des diversions, reproche au *Morning Post* de « chercher à en-

flammer les esprits contre les israélites » et, sans détruire un seul des arguments visés, il accuse le journal conservateur de poursuivre contre ses coreligionnaires une politique pareille à celle pratiquée en Allemagne par Bismarck en 1871.

Mais voici que le populaire *Blackwood's Magazine* se met de la partie. Dans une étude, d'ailleurs élogieuse, consacrée à Disraeli, M. Charles Whibley développe l'idée que, dans aucun pays, les israélites ne devraient être appelés à tenir les rênes du pouvoir. Il ajoute : « Nous ne pouvons espérer être bien et loyalement gouvernés tant que nous n'aurons pas exclu les juifs des Conseils des gouvernements. »

Dès lors, commença à se dessiner autour des « Protocols » et se développa, selon que le commandaient les événements qui se succédèrent ou les documents publiés, une résistance aux poussées, aux attaques de la puissance juive. La ligue : *The Britons* prit une extension nouvelle; elle fit réimprimer et éditer à ses frais : *The Jewish Peril : the Protocols of the Learned Elders of Sion;* son bulletin, rédigé avec une verve mordante, se répandit dans les centres universitaires; sous ses auspices furent lancés des tracts dont les titres sont expressifs : *England*

under the heel of the Jew (l'Angleterre sous le talon du juif); *Is the Jew to enslave the World!* (Le juif réduira-t-il le monde à l'esclavage!)

L'attitude du gouvernement vis-à-vis de la Pologne, en juillet et août 1920 et les combats qui se livrèrent dans l'Europe orientale à cette époque ont nettement montré les affinités existant entre les juifs, les bolcheviks et les Allemands.

La Lettonie avait vendu au gouvernement polonais un nombre important de chevaux. Quand le navire les transportant, avec leurs conducteurs en civil, entra dans le port de Dantzig, le haut-commissaire britannique refusa de les laisser débarquer. Même refus quelques jours plus tard, opposé à la mise à quai des armes et munitions apportées par un autre steamer. Sir Reginald Tower savait cependant que ces ravitaillements de l'armée polonaise étaient autorisés et prévus par le traité de paix. Il déclara qu'il se conformait simplement à l'avis du gouvernement de la ville libre. Or, quel était ce gouvernement? Les Allemands de Dantzig, à l'instar des Russes, avaient constitué des Soviets sous l'œil bienveillant du bourgmestre prussien et de son Conseil municipal. Dans chaque usine fonc-

tionnait un Conseil d'ouvriers et les délégués de ces Conseils formaient un Soviet central que dirigeait un juif nommé Cohen. Sous le couvert du bourgmestre et du Commissaire anglais, Sir R. Tower, c'est ce Cohen qui administrait souverainement le grand port de la Baltique.

Dans les lettres adressées au *Journal* à cette époque, M. Henry Bidou a établi combien était étroite l'entente existant entre les bolcheviks et l'Allemagne dans leur haine commune de la Pologne. Le mouvement stratégique tenté par l'armée rouge et consistant à pénétrer dans le couloir longeant la frontière prussienne ne peut s'expliquer que par la certitude qu'avait l'armée bolcheviste de trouver appui et refuge de l'autre côté de la frontière.

Un correspondant militaire du *Morning Post,* qui suivit les opérations de cette campagne, a, de son côté, donné de fort intéressantes informations sur le rôle qu'y jouèrent les juifs.

Lorsque les bolcheviks entrèrent à Brest-Litovsk, ils s'empressèrent d'y instituer un Comité révolutionnaire. Son président K. Moroz lança immédiatement une proclamation annonçant que les juifs seraient exempts de toutes réquisitions et ne seraient frappés d'aucune taxe

de guerre. Quand l'offensive polonaise amena la retraite des bolcheviks, cinq mille juifs, parmi lesquels tous les jeunes gens, voulurent partir avec eux.

A Bielystok, les Russes avaient organisé un Soviet local selon le programme de Moscou. Ce Soviet, présidé par le juif Félix Cohen, s'empressa de faire exécuter deux prêtres catholiques et quatorze propriétaires terriens, dont le crime était d'être connus comme Polonais patriotes.

A Biala, 2,000 juifs s'incorporèrent à l'armée rouge et retraitèrent avec elle. A Siedlic, les juifs combattirent avec les bolcheviks pour défendre la ville contre les Polonais. D'ailleurs, presque tous les commissaires du peuple accompagnant les troupes de l'armée rouge, étaient juifs. Celui de Siedlic se nommait Rothberg ; celui de Brest-Litovsk : Kohn.

Il fallait une certaine naïveté à sir Stuart Samuel, venu en mission à Varsovie quelques semaines auparavant, pour s'étonner du peu de sympathie qu'éprouvaient les Polonais à l'égard des juifs établis sur leur territoire.

Cependant, depuis plusieurs mois déjà, l'aristocratie israélite de Londres, qui fréquente le

Carlton Club et affiche des sentiments conservateurs et patriotiques, avait cherché à établir qu'elle n'avait rien de commun avec les juifs communistes de Russie et d'ailleurs. Une protestation dans ce sens avait été publiée à la date du 22 avril 1919 et elle portait entre autres signatures, celles de MM. Lionel de Rothschild, Philip Magnus, Marcus Samuel, Claude Montefiore, Isidor Spielmann.

A cette époque, les sionistes trouvaient encore parmi leurs coreligionnaires connus des contradicteurs, des opposants et même quelques adversaires résolus. Il semble qu'à présent toute opposition ouverte au sionisme comme au bolchevisme ait été réduite au silence. Le peuple d'Israël est uni et discipliné, comme le réclamaient les voix prophétiques des « Sages » dont les « Protocols » ont codifié les sentences. Tous les juifs de l'Empire britannique obéissent docilement aux ordres de ceux qui ont exalté leur puissance, flatté leur orgueil et leur esprit de domination.

II

Les résistances à la poussée juive tendent à s'accentuer. Le *Spectator* publie un article assez violent contre les menées d'Israël, et plusieurs journaux s'indignent des audaces bolchevistes quand est révélé le scandale du *Daily Herald*, avérant l'appui financier fourni aux extrémistes du « Labour Party » par les révolutionnaires et les assassins de la Russie. Une ligue patriotique : *The British Empire Union*, qui groupe de nombreux adhérents, sans se déclarer antisémite élabore un programme nationaliste réclamant une législation sévère concernant les naturalisations, la défense pour les étrangers — lire les juifs et les Allemands — de changer de nom ; l'interdiction pour les naturalisés d'exercer des mandats parlementaires ou municipaux et de posséder des terres sur le sol du Royaume-Uni.

La ligue « The Britons » préconisait de son côté le rétablissement de l'*Act of Settlement* de 1700.

Cette loi interdisait à toute personne, née à l'étranger de parents non anglais, de faire partie d'une des Chambres du Parlement, du Conseil privé du Souverain, ou d'être pourvue « d'une des grandes fonctions militaires ou civiles de la Couronne ». En fait, cet *Act* était tombé en désuétude depuis assez longtemps, mais il est curieux de noter que c'est à la date du 7 août 1914, quelques jours après la déclaration de guerre à l'Allemagne, qu'il fut, dans l'intérêt des israélites, formellement abrogé.

Le *Morning Post,* qui avait continué la série de ses articles sur les « Protocols » et les causes profondes du malaise mondial, s'avisa de publier un document nouveau sur la question juive : un manifeste d'Adolphe Crémieux.

Édouard Drumont a montré, dans la *France Juive,* le rôle néfaste qu'avait tenu en France Adolphe Crémieux. Grand-maître de la Franc-maçonnerie, membre du Gouvernement de la Défense nationale, protecteur de Gambetta — qui avait été son secrétaire — ce personnage politique avait fait décréter, en 1871, la naturalisation globale des juifs d'Algérie, ce qui nous valut une terrible insurrection des Arabes.

Cependant, malgré les hautes fonctions qu'il

avait occupées, le seul titre dont Adolphe Crémieux était fier et qu'il voulut qu'on gravât sur sa tombe fut : Fondateur de l' « Alliance israélite universelle. »

Il faut se reporter à cette époque — 1860 — pour bien comprendre la valeur de ce manifeste, adressé aux israélites du monde entier à l'occasion de la création d'un lien entre les tronçons épars du judaïsme, et dont l'esprit est en pleine harmonie avec les idées directrices des « Protocols ».

Le manifeste porte un EMBLÊME. Au sommet sont figurés les tables de Moïse ; en bas, le globe terrestre ; au milieu deux mains s'étreignent.

Le fondateur a ainsi défini l'objet de l'institution et son caractère :

« L'Union que nous voulons fonder n'est ni française, ni anglaise, ni irlandaise, ni allemande ; elle est juive et universelle.

« D'autres peuples et races sont divisés en nationalités ; nous seuls n'avons pas de *concitoyens* mais seulement des coreligionnaires.

« *Notre nationalité est la religion de nos pères*, nous n'en reconnaissons pas d'autre... »

« Notre cause est grande et sainte. Son succès est assuré. *Le filet qu'Israël jette sur le globe*

terrestre s'élargit et s'étend chaque jour et les prophéties de nos saints livres vont enfin se réaliser.

« Le temps est proche où Jérusalem deviendra la maison de prière de tous les peuples et nations, où la bannière de la monodivinité juive sera déployée et arborée sur les rives les plus lointaines.

« Sachons profiter des circonstances... Notre puissance est immense; apprenons à l'utiliser pour le triomphe de notre cause...

« Que pourrions-nous craindre? Le jour n'est pas éloigné où toutes les richesses, tous les trésors de la terre seront aux mains des enfants d'Israël ».

La publication de ce manifeste causa grand émoi dans les groupements israélites organisés.

L'*Action Française* (1) en avait reproduit et commenté les principaux passages. En toute hâte, le secrétaire de « l'Alliance israélite universelle » dont le siège est à Paris, 45, rue de La Bruyère, adressa une lettre à la direction du journal pour déclarer que ce document avait été « inventé de toutes pièces. »

(1) N° du 20 septembre 1920.

De son côté, M. Lucien Wolf écrivait au *Morning Post* que le manifeste publié dans ses colonnes était une *forgery*, et cherchait à l'établir, au cours d'une polémique engagée avec ce journal.

Dans quelle mesure M. L. Wolf était-il qualifié pour parler au nom du judaïsme britannique ? C'est un journaliste de valeur ; il parle et écrit bien et c'est sans doute pour cette double raison que les comités israélites lui ont confié la charge de défendre leur cause et de promouvoir leurs idées.

Lucien Wolf naquit à Londres d'un père fixé en Angleterre et d'une mère, Céline Redlich, fille d'un banquier israélite de Vienne.

Il fit ses études à Bruxelles et à Londres et collabora à divers journaux. Il dirigea la politique étrangère du *Daily Graphic*, fut le correspondant londonien du quotidien français le *Journal* (1894-98), et prit ensuite la direction du *Jewish World*, qu'il abandonna en 1908.

Franc-maçon zélé, il fut en 1911 et 1912 grand-maître de la loge maçonnique des auteurs. Entre temps il collabora au *Times*, à l'Encyclopédie britannique, fut président de la *Jewish historical Society of England* et membre de

l'Institut des journalistes. C'est donc un israélite de qualité, et lors de la poussée juive qui se manifesta pendant les conférences de la paix, en 1919, Lucien Wolf fut un des plus influents représentants de la Communauté. Il se targue même d'avoir obtenu l'insertion des fameuses clauses des minorités dans les traités avec la Pologne, la Roumanie, la Yougo-Slavie et la Tchéco-Slovaquie.

Tel est le personnage qui fut chargé de démontrer l'inanité des documents publiés par le *Morning Post*. Il s'appuya sur le fait que, en 1860, Crémieux n'était pas encore président de « l'Alliance israélite universelle » et qu'il n'était même pas l'un des six signataires du manifeste rédigé en 1860. M. Wolf reconnaît toutefois que l'illustre israélite faisait partie du comité *par qui fut élu* le comité d'organisation de l'Alliance.

Quel que fut son titre officiel à cette époque, il fallait bien que Crémieux — qui d'ailleurs n'était pas vaniteux — se considérât comme l'initiateur de cette création, pour avoir demandé que son titre de FONDATEUR fût gravé sur sa tombe.

Le *Morning Post* ne fit aucune difficulté pour

indiquer où il avait trouvé le document qui provoquait tant d'indignation chez les israélites. Il l'avait extrait et traduit d'un livre de M. Alexis Shmakof, juriste estimé et conseiller municipal de Moscou, paru en 1906, sous le titre : *Svoboda i Evrei* (La liberté et les juifs). Lors de sa publication, il ne semble pas que des protestations se soient produites. Tout en persistant à dire que la pièce était due à un imposteur, M. Wolf fut amené à avouer que cet « imposteur » devait avoir eu sous les yeux le document authentique.

Il y avait un moyen bien simple d'élucider la question : c'était de publier le vrai manifeste. Je me permis de le suggérer au secrétaire de « l'Alliance israélite universelle » (1).

La proposition était certainement indiscrète. Cependant le *Jewish Guardian* crut être habile et clore avantageusement la polémique en donnant le texte d'un APPEL A TOUS LES ISRAÉLITES en faveur de « l'Alliance universelle israélite », daté « mai 1860 » et signé des six membres de la commission d'organisation.

L'un d'eux, Narcisse Leven, fut mon collègue

(1) Voir l'*Action Française* du 27 septembre 1920.

au Conseil général de la Seine, qu'il présidait en qualité de doyen d'âge à l'ouverture des sessions. C'était un petit vieillard ratatiné, au teint d'ivoire, d'aspect fort inoffensif.

Si l'on excepte le poète Eugène Manuel, les autres étaient presque inconnus. Ils s'appelaient : le rabbin Astruc, Isidore Cohen, Carvalho et Charles Netter. L'appel, écrit en français, était de forme anodine. Il sollicitait l'adhésion des israélites à l'association nouvelle en montrant les avantages de l'union, la nécessité de proclamer le droit et de manifester la vitalité de « la plus ancienne et la plus simple des religions spiritualistes », de « moraliser ceux qui sont corrompus... d'éclairer ceux qui sont aveuglés », de faire un emploi meilleur « des ressources disséminées... des volontés sans direction, des aspirations sans objet défini ».

Un seul passage avait trait à la politique, et il dut passer inaperçu, car à cette époque Le Play et Taine n'avaient pas encore démontré la faillite des grands principes.

Adhérez à l'Alliance, disaient les auteurs de l'Appel « si vous croyez que l'influence des principes de 89 est toute puissante dans le monde, que la loi qui en découle est une loi de

justice, qu'il est à souhaiter que partout son esprit pénètre et que l'exemple des peuples qui jouissent de l'égalité absolue des cultes est une force ».

Il est vraisemblable qu'une circulaire aussi banale n'aurait pas galvanisé les israélites et n'eût pas provoqué l'enrôlement d'adhérents dévoués jusqu'au fanatisme à l'Alliance. Pour assurer son recrutement, son organisation, son développement, pour la doter de ressources financières, il fallait des appels plus ardents, des suggestions plus prenantes, le concours des initiés des loges maçonniques. Adolphe Crémieux dut le comprendre et agir en conséquence. Si le manifeste inséré dans le *Morning Post* reproduit inexactement le texte du premier appel, confidentiellement adressé aux israélites par Crémieux, je crois que le document publié par le *Jewish Guardian* s'en écarte encore bien davantage, et il faudrait être très candide pour supposer que les gardiens des archives secrètes de « l'Alliance israélite universelle », consentiraient à communiquer aux Goym l'original du manifeste portant la signature de Crémieux.

III

Le scandale des diamants russes, du *Daily Herald*, continua à émouvoir l'opinion anglaise. Quelques socialistes de bonne foi rompirent avec les extrémistes. La preuve était acquise que les bijoux, volés à Pétrograd ou à Moscou par les juifs des Soviets, avaient été transformés en livres sterling par des courtiers juifs de Londres et utilisés dans le Royaume-Uni et ailleurs pour la propagande judéo-révolutionnaire. (1)

Une curieuse brochure : *The World significance of the Russian Revolution*, par George Pitt-Rivers, sortie des presses de Basil Blackwell, à Oxford, apporta une contribution nouvelle à l'histoire et à la philosophie de cette Révolution préparée, machinée, exploitée par les juifs.

L'auteur rappelle, non sans ironie, les termes chaleureux dans lesquels le président Wilson,

(1) Les faits révélés après l'arrestation d'Abramovitch-Zalewski établissent que des ressources similaires alimentèrent la propagande révolutionnaire en France.

en un télégramme adressé le 11 mars 1918 au Consul général américain de Moscou, saluait la glorieuse Révolution « libérant le peuple russe de l'autocratie et le rendant maître de ses destinées ». Sans doute, la Russie est délivrée de l'autorité du tsar, mais elle subit le joug « d'une autocratie d'étrangers internationalistes, et de juifs qui massacrent les gens par centaines de mille, avec l'aide de tortionnaires chinois; qui ignorent toute religion, assassinent les prêtres, réduisent en esclavage la classe ouvrière et font mourir de faim les citoyens qui refusent de participer à leur criminelle folie. »

L'auteur ne prétend pas que tous les bolcheviks soient juifs, mais il établit que les vrais chefs du mouvement révolutionnaire sont de sang israélite. Des considérations d'ordre psychologique et social s'ajoutent, pour le démontrer, à des constatations de faits. Les juifs n'ont-ils pas toujours exploité à leur profit les bouleversements et les cataclysmes des peuples ? On sait leur action dans la Révolution française, dans les mouvements républicains des Allemagnes en 1848, dans les soulèvements de Bavière et de Hongrie. La doctrine philosophique et financière des socialistes ne fut-elle pas for-

mulée et enseignée par les juifs : Karl Marx, Lassalle, David Ricardo !

Tout antisémite qu'il soit, M. Pitt-Rivers a un ami israélite; c'est à cet ami, le docteur Oscar Levy, qu'il a demandé d'écrire la préface de son livre, préface pleine d'intérêt, de vigueur et d'imprévu.

M. Oscar Levy partage presque toutes les idées de l'auteur de *World significance of the Russian Revolution*. Sous une forme originale et puissante, il exprime des pensées qui semblent parfois s'inspirer des œuvres de Bonald et de Joseph de Maistre. « La Révolution française — dit-il — fut la conséquence de la Réforme. La Réforme, d'essence allemande, fut basée sur une conception brutale et grossière du christianisme; or, cette conception fut imaginée, prêchée et propagée par les juifs. »

Un peu plus loin, il montre les juifs « pères spirituels de la démocratie et par conséquent de la ploutocratie ». Mais, en recherchant les responsabilités, il trouve qu'en terre anglaise il y eut des coupables ailleurs que chez les israélites. Les Puritains, les compagnons de Cromwell étaient-ils juifs? Est-ce un tribunal juif qui fit décapiter Charles Ier ?

Toutefois, les cruautés, les crimes des Puritains, les méfaits des usuriers et financiers de sang anglo-saxon n'enlèvent rien à la culpabilité collective des juifs.

Au nom de ceux de sa race, M. Oscar Levy fait amende honorable. Il formule un complet *Meâ culpâ.* « Nous avons été coupables. Nous nous étions posés comme les sauveurs du monde ; nous nous vantions de lui donner le Messie et nous sommes devenus les séducteurs, les incendiaires, les assassins du genre humain... Nous lui avions promis un nouveau paradis et nous l'avons conduit au seuil d'un nouvel enfer. »

Et cependant, ajoute-t-il, nous ne sommes pas tous usuriers, bolcheviks ou sionistes !

Pour démontrer que les juifs peuvent aussi se nationaliser et devenir patriotes dans le pays qu'ils ont adopté, le docteur O. Levy évoque les actes et la politique de Friedrich Stahl, le créateur du parti conservateur allemand, de Benjamin Disraeli, le parrain de l'impérialisme britannique ; mais ces deux hommes d'État pouvaient, en se nationalisant, conquérir les moyens de servir avec plus d'autorité les intérêts primordiaux d'Israël.

Il condamne encore, en termes presque vio-

lents, le libéralisme doctrinaire qui finit par aboutir au bolchevisme, appelle de ses vœux une ultime révolution « contre les révolutionnaires » et déclare que, lors de la lutte suprême, il sera, lui, fils de cette race d'Israël qui, sur les champs de bataille des idées obtint de déplorables victoires, du même côté que son ami Pitt-Rivers, issu d'une vieille famille chrétienne.

En tout cas, cette mentalité d'un israélite d'Outre-Manche est assez rare pour mériter qu'on la signale, mais elle ne manqua pas de surprendre étrangement, sinon, de révolter les rédacteurs du *Jewish Chronicle*, du *Jewish World* et du *Jewish Guardian* (1).

*
* *

La publication en volume des articles du *Morning Post* sur les « causes du malaise mon-

(1) Mme Elizabeth Fœrster Nietzche, sœur du philosophe dont le docteur Oscar Levy avait publié les œuvres en Angleterre, a écrit à celui-ci une lettre fort suggestive, datée de Weimar : « J'admire votre préface et m'efforcerai de la faire connaître. Ma seule crainte est que la question juive fut ici si adultérée, que vos vues et vos considérations rétrospectives pourront donner lieu à des méprises totales.

dial » avec une remarquable préface portant la signature de M. Gwynne, son directeur, amena une reprise des polémiques entre ce journal et les feuilles israélites. Le *Spectator*, dans sa livraison du 14 octobre 1920, consacra un article important aux « causes du malaise mondial ». Son auteur, tout en envisageant avec une certaine circonspection l'ensemble des faits et documents mettant en lumière le péril juif, reconnaissait que nombre d'entre eux sont difficilement contestables et qu'on peut en déduire de graves conséquences. Il proposait qu'une enquête sérieuse fut faite à leur sujet. Une commission royale serait instituée; munie des pouvoirs les plus étendus, elle porterait ses investigations sur les points suivants : Existe-t-il une conspiration révolutionnaire internationale? Les chefs de cette conspiration sont-ils des juifs? Le but de la conspiration est-il la destruction du christianisme en même temps que la révolution sociale? La masse des juifs fait-elle cause commune avec les conspirateurs parce que ceux-ci sont juifs ou parce qu'ils représentent ses véritables aspirations?

Le programme était tracé avec précision et les conclusions d'une telle enquête, librement et

loyalement conduite, eussent offert un passionnant intérêt. Mais le « Premier » britannique, qui fit faire une enquête sur les doléances des Palestiniens par sir Herbert Samuel, qui envoya sir Stuart Samuel à Varsovie pour recueillir les plaintes des juifs polonais, qui fit nommer Rufus Isaacs Lord Reading, vice-roi des Indes, ne semblait guère avoir l'impartialité nécessaire au choix équitable des membres d'une pareille commission.

Cependant, le bulletin des « Britons » continuait, sous un nouveau titre : *The hidden Hand* (la main cachée), sa campagne défensive contre les agressions et les envahissements juifs. Il affirmait que les israélites n'étaient pas étrangers aux grèves et aux menaces constantes de grève des mineurs anglais. Leurs leaders, Smillie, Williams, Thomas ne sont que des pantins dont Israël manœuvrerait les fils. Dans les charbonnages écossais travaillent d'ailleurs des juifs venus de Pologne et Smillie est simplement l'agent de Emanuel Shinwell, israélite de Glasgow, auteur principal de tous les conflits de travail qui surgirent dans les chantiers de la Clyde au cours de la guerre.

L'organisation du gouvernement anglo-juif de

la Palestine comblait de joie les feuilles israélites ; leurs colonnes étaient encombrées des comptes rendus de réunions politiques et religieuses. Partout des comités sionistes se formaient, les loges juives-maçonniques se multipliaient et redoublaient de zèle. Le grand ordre d'Israël ; l'ordre *Achel Brith and Shield of Abraham,* les ordres *Achel Ameth, Shield of David, B'nei Brith,* avivaient le zèle des loges affiliées, recrutaient de nouveaux adhérents, organisaient des quêtes, des banquets, des bals.

Cependant les articles consacrés à la pression juive par la presse indépendante n'étaient pas sans les inquiéter et les dirigeants des israélites de Londres ne virent pas sans quelque appréhension le *Morning Post* dépêcher un de ses collaborateurs en Palestine pour étudier sur place le fonctionnement du « foyer national juif. »

C'est alors que fut publié dans *The hidden hand* un nouveau document, émanant du « Comité central de la section de Petersbourg de la Ligue internationale israélite. »

Le voici *in-extenso :*

Fils d'Israël ! L'heure de notre suprême victoire est proche. Nous sommes devant le seuil de la domination de l'univers. Ce qui était naguère du domaine de nos

rêves est sur le point de se réaliser. De faibles et impuissants que nous étions, la catastrophe mondiale nous a rendus forts, et, grâce à elle, nous pouvons relever la tête avec orgueil.

Nous devons cependant être prudents. On peut sûrement prophétiser qu'après avoir marché sur les ruines et écrasé autels et trônes, nous poursuivrons notre avance dans la voie tracée.

Mais l'autorité de l'étrange religion et des doctrines que nous avons propagées avec tant de succès est exposée à des critiques violentes et à des moqueries. Nous avons ébranlé tout de même la culture, la civilisation, les traditions et les trônes des nations chrétiennes. Nous avons tout fait pour soumettre le peuple russe au joug de la puissance juive et l'avons finalement agenouillé devant nous.

Notre œuvre, à son égard, est presque achevée, mais il nous faut cependant être très prudents, car la Russie opprimée est notre grande ennemie. La victoire remportée grâce à notre supériorité intellectuelle, peut être retournée contre nous par une nouvelle génération.

La Russie est conquise et clouée au sol ; elle agonise sous notre botte, mais n'oubliez pas un seul instant qu'il faut être attentifs et prudents. Le souci sacré de notre sûreté ne nous permet de pratiquer ni pitié ni pardon. C'est une nécessité de maintenir le peuple russe dans la misère et les larmes. En nous emparant de ses propriétés et de son or, nous l'avons réduit en esclavage.

Soyons prudents et silencieux ! N'ayons aucune pitié pour notre ennemi. *Nous devons en finir avec les meilleurs éléments du peuple russe de manière que le pays ne puisse trouver ni chefs, ni dirigeants.* Nous lui enlèverons ainsi toute possibilité de résister à notre

pouvoir. *Nous devons provoquer des haines entre ouvriers et paysans.* La guerre, la lutte des classes détruiront tous les trésors de culture des peuples chrétiens. Mais, fils d'Israël, soyons prudents et réservés! Notre victoire est proche parce que notre puissance politique et économique, ainsi que notre influence sur les masses, font de rapides progrès. Nous sommes maîtres des finances et de l'or des gouvernements et, par conséquent, sommes tout puissants sur les Bourses des États. Le pouvoir est en nos mains. Mais méfions-nous des traîtres et des menées souterraines.

Bronstein, Apfelbaum, Rosenfeld, Steinberg, sont, parmi tant d'autres, de vrais fils d'Israël. Notre pouvoir en Russie est sans bornes. Dans les villes, les commissaires et commissions des vivres, des maisons, etc., sont à notre dévotion. Mais ne vous laissez pas griser par la victoire. Soyez prudents et méfiants, car, en dehors de nous, il ne faut compter sur personne.

Souvenez-vous que nous ne pouvons nous fier à l'armée rouge, qui peut, un jour, tourner ses armes contre nous.

Fils d'Israël, l'heure de la victoire sur la Russie, si longtemps attendue, a sonné. Serrez vos rangs. Propagez la politique nationale de notre race. Combattez pour notre idéal. Gardez saintement les vieilles lois qui nous furent léguées. Que notre intelligence, notre génie, nous protègent et nous guident!

Ce document est daté de décembre 1919. Il fut trouvé dans le portefeuille d'un officier juif nommé Zunder, tué dans un engagement, et qui

commandait le 11e bataillon de tirailleurs de l'armée rouge.

Écrit en hébreu, il fut traduit en russe, puis en anglais, et je le cite d'après la version anglaise qui me fut communiquée.

Cette circulaire du comité central de Petersbourg corrobore avec une force singulière les avis prophétiques et les enseignements des « Protocols ». Elle y ajoute des conseils de prudence. Malgré les triomphales victoires remportées en Russie et les formidables poussées réalisées chez les Anglo-Saxons, Israël prévoit des résistances et veut régler sagement sa marche offensive, pour n'être pas exposé à certains échecs.

Il existe une visible harmonie entre les aspirations des fondateurs de « l'Alliance universelle israélite », le plan de campagne élaboré par le congrès sioniste de Bâle, et les conseils donnés par le comité de Petersbourg après la conquête de la Russie. En admettant que les documents cités soient partiellement inexacts ou même entièrement apocryphes, les événements qui se sont déroulés, pendant et depuis la guerre, n'ont que trop pleinement justifié les déclarations prophétiques des « Protocols ». On

ne saurait lire sans d'angoissantes préoccupations les pages où sont expliquées les méthodes employées pour concentrer dans les coffres juifs les richesses des États, pour s'emparer de l'opinion et des gouvernements par la presse et la corruption, pour s'assurer, par la terreur, la domination d'un empire — la Russie, — pour dissocier, chez les autres peuples, les forces de résistance, de prospérité et de vie.

IV

Si, dans les milieux gouvernementaux du Royaume-Uni, les influences juives continuent à prédominer, il semble que, dans la presse indépendante et dans l'opinion, les protestations et les réactions se manifestent avec plus de force et de continuité.

Les journaux anglo-juifs avouent eux-mêmes l'importance de ce mouvement en ouvrant dans leurs colonnes une rubrique intitulée *Judaica in the Press,* richement alimentée et où ils s'efforcent de réfuter les articles qui leur semblent dangereux ou déplaisants.

Par la plume de M. Saint-Lœ Strachey, le *Spectator* accuse nettement les israélites de la Grande-Bretagne d'être « juifs d'abord, anglais ensuite », ce qui présente de sérieux inconvénients quand les intérêts israélites ne se confondent pas étroitement avec les intérêts britanniques. Le *Blackwood's Magazine* est plus agressif contre Israël. Un de ses articles conclut ainsi : « Nous avons devant nous un péril qu'il serait absurde de dédaigner en invoquant follement la tolérance religieuse. Il ne s'agit plus d'une question de religion, mais de race, et plus nous insisterons pour que les juifs n'aient aucune part publique ou secrète dans le gouvernement du pays où ils ont la bonne fortune de vivre, moins nous risquerons d'être précipités dans la Révolution et le bolchevisme. ».

A côté de certains journaux et revues protestants, un organe catholique de fondation récente a signalé, non sans virulence, le péril juif. C'est *Plain English*, revue hebdomadaire qui absorba une publication littéraire et bibliographique bien connue, *The Academy*, et paraît depuis juillet 1920 sous la direction de lord Alfred Douglas. Cette revue attaque délibérément M. Lloyd George et ses tendances juives, ultra-

démocratiques, parfois même bolchevistes. Dans ses colonnes, le major-général comte Cherep-Spiridovitch a écrit une série de pages ardentes sur l'histoire de la conquête juive depuis le temps où Mayer Amschel, dont l'enseigne commerciale portait un bouclier rouge (Rothschild), après avoir administré avantageusement les biens du landgrave de Hesse Cassel, fonda la dynastie des souverains secrets d'Israël.

Et une campagne très vive fut menée, à propos de la bataille navale du Jutland par Lord Alfred Douglas. M. Winston Churchill y est accusé d'avoir collaboré à la machination d'un coup de Bourse avec sir Ernest Cassel et un groupe de financiers israélites, et des explications sont demandées avec insistance au sujet d'un ordre signé Beaty, transmis par T. S. F. rappelant l'escadre qui poursuivait la flotte allemande, ordre que l'amiral n'avait pas envoyé (1). Il est certain que cette bataille navale du Jutland est encore environnée de nuées mystérieuses, et que plusieurs de ses phases ne sont pas encore élucidées.

(1) *Plain English,* livraisons des 5, 12 et 19 février 1921.

Pour parer les coups assez sérieux qui leur sont ainsi portés, les israélites ont décidé la création d'un « comité de la Presse », bien armé financièrement, qui prendra toutes mesures utiles pour s'opposer aux attaques, répondre aux articles, en un mot pour enrayer de son mieux l'action de la presse indépendante (1). Il faut vouer aux gémonies quiconque ne s'incline pas devant la puissance d'Israël et l'on n'hésita pas à mettre en cause une femme, la princesse Bariatinsky, qui s'était permis de distribuer à Oxford des brochures déplaisantes.

Le comité de la Presse chargea M. Lucien Wolf d'écrire une brochure pour réfuter ces vilains « Protocols », cause initiale de tout le mal, et de montrer l'inanité des commentaires auxquels ils avaient donné lieu chez les Gentils. Malgré sa plume experte et sa bonne volonté, M. Lucien Wolf ne parvint pas à prouver grand chose par son *Jewish Bogey*. La presse israélite le couvrit de fleurs, le *Glasgow Herald* (2) en fit autant et déclara que seules « des circon-

(1) Après plusieurs mois de fonctionnement, ce comité de Presse, dont les services furent peu appréciés, dut être supprimé.

(2) N° du 3 janvier 1921.

stances fortuites avaient pu donner quelque vraisemblance à l'hypothèse d'un péril juif ».

Au début de janvier 1921, un des meilleurs orateurs israélites, le docteur Epstein, fut invité à faire à Londres, au Salisbury Hall, une grande conférence sur « l'Épidémie d'antisémitisme ». Le journal rothschildien *The Jewish Guardian* en a donné une copieuse analyse. Tout d'abord l'orateur déclare que l'antisémitisme est en Grande-Bretagne un produit d'importation. Jamais pareilles idées n'auraient germé toutes seules sur le sol anglais. Le judaïsme représente le progrès et l'idéal; l'antisémitisme dénote l'ignorance et l'esprit de réaction. Les premières semences néfastes ont été jetées à Londres par des membres de la noblesse russe, pour qui la haine des juifs s'allie à celle du bolchevisme et « qui semblent avoir oublié les devoirs qu'on doit à ses hôtes ! » Faut-il que les juifs se sentent *at home* chez nos alliés d'Outre-Manche, pour considérer que des étrangers réfugiés en Angleterre profitent de leur propre hospitalité !

Le seul complot international, au dire du docteur Epstein, qui met en pratique la fable « Le Loup et l'Agneau », est celui des antisémites,

dont la propagande s'étend de la mer Noire à l'océan Pacifique. On dirait, ajouta-t-il — sans doute en prenant un air mystérieux — que les fonds qui lui ouvrent les voies émanent de sources puissantes et secrètes !

La peur de l'antisémitisme ne modifia guère, en tous cas, l'attitude pro-juive du gouvernement de M. Lloyd George. Un ministre, sir Alfred Mond, s'embarqua avec le docteur Weizmann, le grand chef du sionisme, pour l'accompagner en Palestine ; M. Winston Churchill accepta la présidence d'honneur d'une grande vente au profit des associations juives de Manchester, et lord Chelmsford étant arrivé au terme de ses fonctions, Rufus Isaacs Lord Reading, fut désigné pour le remplacer. C'est un juif qui va gouverner l'Inde, à une période particulièrement critique, et succéder à la lignée des grands seigneurs de sang anglo-saxon, dont le prestige personnel avait parfois ajouté un rayonnement à la haute charge conférée par le Souverain.

Qui eût pu prédire une telle destinée à Rufus Daniel Isaacs, fils d'un marchand israélite de la Cité ? Ses débuts dans la vie avaient été agités. Après avoir complété à Bruxelles et à Hanovre des études commencées à l'*University College*

de Londres, il avait navigué comme pilotin sur un voilier, puis était entré, encore fort jeune, au Stock Exchange. Une fâcheuse mésaventure, dont la générosité paternelle le tira, lui fit abandonner la Bourse pour le barreau. Il y réussit mieux et, s'orientant vers la politique, se fit élire, comme libéral, député de Reading (1). En 1910, M. Asquith le fit nommer *solicitor general* et membre du Cabinet. Tout en s'occupant de jurisprudence et de politique, Rufus Isaacs ne négligeait pas ses intérêts financiers. Sa carrière faillit en pâtir. En 1912, son frère Godfrey Isaacs était en pourparlers avec le gouvernement pour une concession demandée par la compagnie Marconi, dont il était le directeur. Le bruit se répandit que, au cours des négociations, plusieurs membres du ministère avaient acquis à bon compte des actions de la Marconi.

Sir Rufus Isaacs (il avait été *knighted*) protesta contre ces insinuations à la Chambre des Communes; mais il fut peu après prouvé qu'il avait, ainsi que quelques-uns de ses collègues, acheté avantageusement des titres de la Marconi

(1) La *Revue universelle* du 1er mars 1921 a publié un *curriculum vitæ* de Lord Reading (pages 646-650).

américaine, filiale de l'autre, alors que se discutait le contrat.

L'amitié de M. Asquith sauva sir Rufus. Les mœurs parlementaires comportent ce genre d'indulgence. L'intimité de Cornelius Herz ne brisa pas la fortune de M. Clemenceau ; l'aventure du Panama n'écarta pas définitivement M. Rouvier du pouvoir. Il semble même que l'affaire Marconi accéléra l'ascension de sir Rufus. Nommé *lord chief justice,* c'est-à-dire ministre de la justice, il fut élevé à la pairie en 1913 sous le nom de Lord Reading.

Ses relations avec Lord Rothschild, avec sir Ph. Sassoon, avec les grands banquiers de New-York, allaient lui faciliter les moyens de prendre une part importante aux négociations internationales qui se poursuivirent pendant la guerre. Président de la commission anglo-française qui négocia des emprunts à New-York en 1915, il fut en 1917 et 1918 envoyé spécial et haut commissaire de la Grande-Bretagne à Washington. Avec ses coreligionnaires de l'entourage du président Wilson, il prépara les clauses de la paix de Versailles, qui paraissent n'avoir été défavorables ni à l'Angleterre ni aux intérêts des États anglo-saxons. Aussi fut-il rapidement,

dans la hiérarchie des Lords, promu vicomte et comte.

La nomination de Lord Reading à la vice-royauté de l'Inde causa cependant une certaine surprise et fut froidement accueillie par l'opinion. Dans les milieux diplomatiques et militaires elle fut longuement discutée. Le *Morning Post* se fit l'interprète des conservateurs non inféodés aux israélites pour la qualifier sévèrement. Mais c'est dans le populaire *Blackwood's Magazine* qu'on peut trouver fidèlement rendue l'opinion de la bourgeoisie et des classes moyennes :

Le réel danger de la nomination de Lord Reading est qu'un nouveau juif s'ajoute à ceux qui participent déjà au gouvernement de notre Empire. L'Empire britannique est condamné s'il passe aux mains d'une race étrangère... Les juifs se sont élevés trop haut chez nous. Avec l'aide de M. Lloyd George ils occupent certains des plus hauts postes de l'État. Ils sont tout à fait inaptes à les tenir. Sans doute, ils sont habiles, souples, insinuants *(glib)*; mais, dans le gouvernement d'un Empire, l'habileté, la souplesse, la roublardise sont des vices plutôt que des vertus... Par une étrange ironie, au moment même où le bolchevisme a révélé le sinistre caractère des juifs, ce sont des hommes de la race de Trotsky qui exercent en Angleterre le pouvoir suprême.....

... Et les juifs eux-mêmes ne profiteront pas de leurs constantes usurpations d'autorité. Grâce à M. Lloyd

George, ils font tout ce qu'ils peuvent pour provoquer des passions antisémites en Angleterre. Nous sommes un peuple patient, mais nous ne souffrirons pas longtemps des usurpations étrangères. Si les intrigues politiques n'intervenaient pas, on ne manquerait pas de braves Anglais pour faire la besogne du gouvernement impérial. Mais l'Anglais, peu entraîné à la conduite de la machine gouvernementale et simplement désireux de servir avec dévouement l'Empire, n'est pas de force à rivaliser avec le juif, insinuant en affaires, habile à se pousser et à pousser les siens.

Actuellement, la Grande-Bretagne est prise, presque broyée entre les deux meules d'un moulin. Lord Reading et la tribu des Montagu, des Samuel et des Mond est sur celle d'en haut. L'autre porte les bolcheviks juifs qui sèment perfidement le mécontentement dans les classes populaires, dans l'espoir de retirer profit de la révolution générale. Est-il étonnant que les juifs ne soient plus considérés avec sympathie par les Anglais?... M. Lloyd George servirait plus utilement la cause de ses amis hébreux s'il les abandonnait à leurs lucratives et pacifiques professions et s'il laissait à la Grande-Bretagne le soin d'administrer selon ses propres traditions le grand Empire édifié par ses fils! (1)

De cette citation, de l'ensemble des faits exposés et des documents transcrits ou résumés dans ce chapitre, il apparaît nettement que la résistance à la poussée juive n'a pas encore dit son dernier mot en Angleterre.

(1) *Blackwood's Magazine*. February 1921, pp. 263-265.

CHAPITRE VI

Les Résistances aux États-Unis.

Le bolchevisme révèle à New-York le péril juif. — Une traduction américaine des « Protocols ». — Henry Ford et le *Deaborn Independent*. — Le « Comité des droits des minorités religieuses ». — Les idées du professeur Frankfurter. — Une manifestation judéo-allemande contre la France.

I

La *Tribune* du 17 janvier 1921 a reproduit le passage suivant d'un discours prononcé par le docteur Elias Salomon à la Convention des Synagogues tenue au séminaire juif de New-York : « Les États-Unis seront le centre du judaïsme dans un avenir prochain. L'Amérique offre une heureuse combinaison de circonstances multiples et si favorables que nous n'en avons

jamais rencontré de pareilles dans l'histoire de la Dispersion (1). »

Il est incontestable que les israélites purent, au cours de la guerre, manœuvrer aux États-Unis en toute liberté ; le président de la grande République, à qui la Constitution donne des pouvoirs si étendus, favorisa de son mieux la puissance conquérante de leur race.

Que ce soit New-York ou Londres qui devienne la capitale du judaïsme, la question est d'ordre un peu secondaire, sauf pour les Anglo-Saxons fixés des deux côtés de l'Atlantique, et il me semble que les sionistes doivent sur ce point rendre un jugement, digne de Salomon, en déclarant que, seule, Jérusalem peut aspirer au titre de métropole de l'univers israélite.

Les résistances à la poussée juive ne se manifestèrent aux États-Unis que lorsqu'y furent connues les atrocités commises par les bolchevicks en Russie. C'est vers la fin de l'année 1918 que parut à Brooklyn une modeste publication : *The Anti-Bolchevist* dont le sous-titre indiquait explicitement l'objet « Magazine mensuel pour la défense des institutions

(1) *Vieille France*, n° 211 du 10-17 février 1921.

américaines contre les doctrines juives et bolchevistes de Morris Hillquit et Léon Trotsky ». Ses rédacteurs n'eurent pas de peine à établir que la plupart des commissaires du peuple de la Russie soviétiste étaient israélites et que nombre d'entre eux venaient d'Amérique. Ils découvrirent que leur principal agent financier était M. Max Warburg, banquier juif, frère de M. Paul Warburg, gendre de Jacob Schiff (1). Ils démontrèrent que les mouvements anarchistes signalés aux Philippines, dans l'Amérique du sud et au Canada, avaient pour initiateurs des juifs de Russie. Le prolétariat hongrois était d'autre part domestiqué par une poignée de révolutionnaires russes, constituant le plus tyrannique et le plus détestable des gouvernements.

C'est la conjuration juive qui ruina l'armée russe et sauva l'Allemagne de la défaite en 1917. Le bolchevisme est de pure essence judaïque. « Le juif bolcheviste aspire à la domination universelle, et, pour atteindre son but, est prêt à noyer le monde dans un fleuve de sang. Le bolchevik d'Amérique est bien le frère du

(1) *The Anti-Bolchevist*, June 1919.

tigre bolcheviste qui a détruit la Russie et a massacré des millions d'hommes. Il admire et encourage Trostsky et ne cache pas les projets qu'il poursuit. Il veut naufrager notre civilisation chrétienne et la remplacer par le régime dont jouit la Russie d'aujourd'hui » (1).

Martin Luther, à une époque où les juifs, méprisés et parqués dans des ghettos, semblaient peu dangereux, les avait ainsi jugés : « C'est une race pernicieuse. Ils oppriment tout le monde par leurs rapines et leur usure. S'ils donnent à un prince ou à un magistrat un millier de florins, ils en extorquent en retour 20.000 à leurs sujets. Nous devons toujours nous mettre en garde contre eux. Ils sont les ennemis de l'humanité ».

Les fondateurs de l'*Anti-Bolchevist* n'eurent pas les moyens de continuer longtemps leur campagne. Boycottés par les agences de distribution et les libraires inféodés aux groupements israélites, ils durent suspendre sa publication.

Lorsque fut lancée à Londres la première traduction des « Protocols », cette brochure fit sensation dans tous les pays de langue anglaise.

(1) *The Anti-Bolchevist,* July 1919.

Plusieurs journaux d'informations, ne voulant pas avoir l'air d'ignorer une brochure dont le *Times* et le *Morning Post* avaient parlé, en donnèrent des analyses plus ou moins longues et en citèrent quelques passages (1). Un jour, chez les éditeurs Small et Maynard, fut publiée une nouvelle traduction du *disturbing pamphlet,* précédée d'une intéressante introduction.

Dans certains milieux universitaires « The Protocols » furent lus et commentés; mais, pour les faire connaître du grand public, il fallait un effort de propagande. Cet effort, un des rois de l'automobile, Henry Ford, allait bientôt le fournir.

II

Dans la démocratie américaine, plus encore que dans les autres, ce sont les ploutocrates qui détiennent les influences politiques et orientent les courants d'opinion.

(1) Le *Public Ledger* de Philadelphie, notamment, en publia des extraits dans un article sur le bolchevisme, mais sans indiquer l'origine juive des « Protocols » et en supprimant les indications qui la révélaient.

Henry Ford possède d'immenses usines aux États-Unis et est fort connu des deux côtés de l'Atlantique. Il est très populaire parmi ses ouvriers, pour qui il a multiplié les institutions et les œuvres sociales. Pacifiste jusqu'à la naïveté et l'utopie, on se souvient encore de la croisière qu'il avait entreprise, au moment où la guerre battait son plein, pour offrir aux peuples en conflit des rameaux d'olivier. Il avait affrété un vapeur, qui, pour toute cargaison, apportait des médicaments et des brochures pacifistes. Dès le débarquement en un port norvégien, la désillusion de Henry Ford fut profonde. Les États belligérants et, en premier lieu, l'Allemagne, refusèrent de recevoir sa personne et ses cadeaux. Il retourna donc à New-York et, convaincu des responsabilités de nos ennemis dans le déchaînement de la lutte, indigné du torpillage du *Lusitania* et de la sauvagerie renforcée des Allemands dans la guerre sous-marine, il approuva l'intervention armée de son pays et la seconda généreusement.

Après la signature du traité de Versailles, le grand pacifiste se demanda si vraiment cette convention internationale, fondée sur une Ligue des Nations qu'il fallait enfanter et faire vivre,

était capable d'assurer à l'Europe et au monde une période de calme et de repos. Il se prit à en douter. Il constata qu'en dépit des traités et des principes wilsoniens, l'on continuait à se battre en Russie, en Pologne, en Yougo-Slavie, en Asie Mineure. Des troubles intérieurs, des grèves plus politiques qu'économiques éclataient dans les centres ouvriers de la plupart des États. Les déficits budgétaires se creusaient, plus profonds encore que pendant la guerre.

Et Henry Ford chercha à discerner les causes réelles de ces troubles inquiétants. Il étudia les « Protocols » ; il lut la brochure contenant les articles du *Morning Post,* dont une édition venait de paraître à New-York, et après avoir médité la *Cause of the World Unrest*, il se déclara conscient de la gravité du péril juif.

Henry Ford, une fois convaincu, voulut, dans l'intérêt de son pays, faire partager ses convictions à ses concitoyens et tout d'abord à ses ouvriers.

Fondateur d'un journal rédigé à l'intention de ces derniers, le *Deaborn Independent*, il y commença sans tarder une campagne contre la « conspiration juive ». Elle obtint un tel succès que le tirage du petit journal du Michigan fut

bientôt décuplé. Les neuf premiers articles, parus de mai à juillet 1920 sous la rubrique *The international Jew*, groupés et publiés en brochure, furent largement répandus et provoquèrent chez les israélites des États-Unis une irritation et une stupeur qu'ils ne craignirent pas d'avouer.

Les articles de l'*Anti-Bolchevist*, émanant de jeunes patriotes dépourvus de toute influence sociale, les avaient laissés indifférents et dédaigneux. Quand la caravane victorieuse passe, elle n'a point souci des aboiements des roquets. Mais le milliardaire Henry Ford était un adversaire avec qui il faudrait compter.

Ce n'est pas que les articles du *Deaborn Independent* fussent agressifs et violents dans la forme. Ils étaient pondérés, bourrés de faits, éclairés par des considérations philosophiques et sociales.

Le premier article posait en termes heureux la question juive : *The World's Problem* et cherchait à définir le caractère curieux et énigmatique des fils d'Israël.

L'auteur aurait pu paraphraser la définition donnée du juif par Bernard Lazare dans l'*Antisémitisme, son histoire, ses causes :* Le juif

n'est pas, comme certains l'ont prétendu, un être perverti par les persécutions d'autrefois; c'est « un être insociable... anarchiste... cosmopolite... agent révolutionnaire, mais conservateur vis-à-vis de lui-même ».

Il le définissait avec plus de bienveillance que ne l'avait fait son coreligionnaire et jugeait du point de vue américain son esprit de domination, ses méthodes commerciales et financières.

Un autre article traitait de la réaction qui se manifestait en Allemagne contre les juifs. Après la fuite de Guillaume II, les juifs s'étaient emparés de la plupart des ministères du Reich. Haase dirigeait les affaires étrangères, Schiffer était ministre des finances. En Prusse, Hirsch et Rosenfeld étaient à la tête du Cabinet. Kurt Eisner présidait le gouvernement de la Bavière. A Berlin, à Munich, à Francfort, à Essen, les chefs de la police étaient israélites. Deux des délégués à la Conférence de la paix l'étaient aussi. On voit quelle avait été la merveilleuse organisation juive, le *All Judaan*, comme on la nomme Outre-Rhin. Aujourd'hui, une réaction énergique s'est produite et parmi les israélites cités, il en est peu qui soient encore en fonctions.

Toutefois, les Allemands auraient tort d'en

vouloir à leurs juifs, car c'est grâce à eux que leur *Reich* fut camouflé en État démocratique et socialiste, ce qui lui valut la protection efficace du président Wilson lors des négociations du traité de paix.

Dans les articles suivants est montrée l'action juive sur les journaux et revues des États-Unis. Un professeur d'une Université américaine, qui avait passé plusieurs années en Russie et dont la notoriété était grande, se vit refuser par tous les grands périodiques une étude, purement philosophique, sur la question juive. Le chef des travailleurs américains, celui qui s'efforça toujours de les maintenir dans des idées raisonnables est un juif, Samuel Gompers, mais une autre fédération ouvrière, extrémiste celle-là, *The Almagamated Clothing Workers* a pour leader un autre juif, Sidney Hillmann, ce qui prouve bien que dans les parties où les intérêts ouvriers sont en jeu, Israël mise toujours sur les deux tableaux.

Le *Deaborn Independent* avait aussi établi, statistiques à l'appui, que si la population juive des États de l'Union était passée en cinquante ans de 50,000 à 3,300,000, son influence avait grandi dans des proportions infiniment plus

fortes. La Cité de New-York est une citadelle des juifs qui y possèdent maintenant la majorité des immeubles. Tout ce qui touche au théâtre et au cinéma est entre leurs mains. L'industrie sucrière, celle du tabac, le commerce des tableaux, les maisons de confection de vêtements, cinquante pour cent des fabriques de conserves, soixante pour cent des manufactures de chaussures; le commerce des grains et du coton, la bijouterie, les comptoirs de prêts, les agences de distribution de journaux et périodiques, etc., constituent leur domaine économique.

Plus loin sont analysés et commentés divers passages des « Protocols ».

On conçoit que cette campagne de presse suscita des indignations et des polémiques. La revue *Current Opinion*, du mois d'août dernier, en donne un aperçu. Les journaux israélites, notamment l'*American Hebrew*, épiloguèrent sur les statistiques du *Deaborn Independent*. Par la plume de M. William Hard, le *Metropolitan* entendit démontrer qu'il y avait des israélites américains tels que le baron Gunzberg et M. Sack, directeur du bureau des renseignements russes, qui combattaient ouvertement

le bolchevisme. Cela faisait pendant avec la déclaration antibolcheviste publiée à Londres et signée : Rothschild et Montefiore.

Dans les journaux de Hearst, dont la germanophilie ne subit guère d'éclipses, Arthur Brisbane fit un éloge dithyrambique de la race juive et des Phéniciens, sémites aussi, qu'on ne s'attendait guère à voir mêlés à cette affaire.

Les organes anglo-juifs ne voulurent pas rester étrangers à cette polémique et, à défaut d'arguments, le *Jewish World* du 10 novembre 1920 donna l'avis suivant : M. Ford passe pour avoir comme ingénieurs, agents ou employés un grand nombre d'israélites. Pourquoi ceux-ci ne refuseraient-ils pas de recevoir de l'argent d'un homme qui est l'ennemi de notre race ? Et serait-il difficile de décider les juifs d'Amérique à ne plus acheter d'automobiles sortant de ses usines ?

J'ignore si ces conseils furent suivis. En tout cas la menace n'a guère effrayé Henry Ford et il a continué vaillamment sa croisade nationaliste.

Peut-être la presse israélite a-t-elle cru porter un coup terrible à ses adversaires en prenant plus ou moins ouvertement l'initiative de la création d'un « Comité américain des Droits des minorités religieuses », comité dont le besoin

ne se faisait guère sentir en un pays où toutes les religions sont aussi libres qu'on peut le concevoir. Ce comité a formulé une sorte de manifeste. Après avoir émis certains truismes ayant trait à la liberté des croyances et des cultes, après avoir condamné toutes les persécutions, quelles qu'en fussent les victimes, ce manifeste contient deux paragraphes dans lesquels les juifs sont portés aux nues. Il paraît que, parmi les citoyens des États-Unis, les Hébreux sont « les plus intelligents, les plus patriotes, les plus philanthropes. »

Faut-il être assez borné, assez pervers pour ne pas les estimer, les aimer? Et les auteurs du document déplorent les méchantes critiques, les perfides insinuations dirigées contre eux en Angleterre et en Amérique !

C'est toujours la même équivoque qu'on cherche à maintenir. Personne n'en veut aux israélites de pratiquer leur religion; mais les patriotes de tous les pays éprouvent le besoin de se défendre contre leurs menées financières ou bolchevistes, contre leurs tentatives de domination mondiale, contre les menaces, suivies de commencements d'exécution, d'une conspiration internationale.

Que des rabbins, des politiciens juifs, aient signé ce manifeste, cela se conçoit aisément; que des pasteurs, des évêques de certaines églises protestantes l'aient aussi approuvé, cela s'explique si l'on a lu le livre de Wells : *The Soul of a Bishop* (l'âme d'un évêque), mais que le nom du cardinal Gibbons figure parmi les signataires, cela surprend et déconcerte. Les événements se chargeront d'ouvrir les yeux du vénéré prince de l'Église, de lui montrer les graves dangers que la poussée juive fait courir au catholicisme et à la civilisation chrétienne (1). Ce n'est pas sans raison que le cardinal Bourne, archevêque de Westminster, a, dans un Congrès national catholique tenu à Londres, condamné les idées subversives, les procédés « agressifs et rapaces » des juifs importés en Terre-Sainte, dont bon nombre venaient d'Amérique. De son côté, l'évêque anglican de Jérusalem a formulé des protestations énergiques contre le sionisme, dont le juge Brandeis, ami et conseiller du président Wilson, est le grand chef aux États-Unis. Or, le sionisme est proprement le couronnement

(1) Le cardinal Gibbons est décédé le 24 mars 1921. Il était âgé de 87 ans et fort malade depuis plusieurs mois, ce qui enlève quelque autorité à une signature donnée peu de jours avant sa mort.

d'un édifice élevé à la gloire d'Israël victorieux, et synthétise ses ambitions, son orgueil, sa soif inextinguible de revanche et de domination.

Il est certain que ce « Comité américain des droits des minorités religieuses » n'a été imaginé que comme parade aux coups portés à la puissance juive dans les articles rédigés sous l'inspiration d'Henry Ford.

Les israélites remuent ciel et terre à New-York, à Chicago, dans les grands centres urbains pour s'efforcer d'enrayer cette campagne et ils comptent beaucoup sur l'effet moral produit par le manifeste. D'autre part, ils viennent de faire introduire au Congrès, par un représentant de l'Ohio, M. Emerson, un projet de loi contenant deux clauses : la première interdit l'envoi par la poste de toute publication ayant pour objet de susciter une haine de religion ou de race; la deuxième prévoit des sanctions contre les auteurs de ces publications, amendes pouvant s'élever jusqu'à 5,000 dollars, prison jusqu'à cinq ans, et au besoin les deux peines réunies. Malgré les appuis que les juifs sont assurés de trouver parmi les représentants et les sénateurs, il est bien douteux que le Congrès veuille s'aventurer dans de pareilles innovations législatives.

Enfin, le *Jewish Guardian* du 1er avril 1921 nous apprend que le docteur Einstein, dont on connaît les nouvelles théories cosmiques, répondant à l'appel des israélites américains, s'est embarqué pour New-York avec le docteur Weizmann. Le « nouveau Newton » quitte l'Allemagne et son laboratoire pour ajouter le prestige de sa science à une mission qui se propose un triple but d'après l'organe israélite : « redresser la balance de la justice en faveur des juifs opprimés » *(sic)*, recueillir des fonds pour la Palestine et pour son Université, et s'opposer de son mieux à la campagne de l'enragé Henry Ford, « *the rabid motorman* ».

III

Depuis plusieurs mois se dessine aux États-Unis une campagne germanophile, dirigée spécialement contre la France et manifestement inspirée par des israélites.

Dans sa livraison du 6 octobre 1920, la revue *The New Republic* a publié sur « La politique

de la France et la paix en Europe » un article sensationnel (1).

L'auteur, M. Félix Frankfurter, est un israélite de marque. Professeur de droit à l'Université Harvard, sioniste ardent, émule du juge Brandeis, il fut, durant la guerre, le conseiller du gouvernement pour les questions concernant le travail. Il se prétend « familiarisé avec la situation de l'Europe » pour avoir été envoyé à plusieurs reprises à Paris afin d'y remplir des missions, assez secrètes d'ailleurs, ayant trait aux organisations socialistes et à la Palestine.

M. F. Frankfurter estime que si la paix ne règne pas encore en Europe, malgré le temps écoulé depuis l'armistice du 11 novembre 1918, c'est à la France qu'on le doit.

A ses yeux, il y a deux centres de désordre dans le monde : Moscou et Paris. Mais c'est Paris, le grand coupable, car il porte une bonne part de responsabilité dans la politique faite à Moscou. Pour obtenir l'apaisement, le professeur israélite estime qu'il est nécessaire d'effectuer

(1) M. Louis Aubert lui a consacré une intéressante étude dans la livraison du 31 octobre 1920, d'une Revue qui n'est rien moins qu'antisémite : *L'Europe Nouvelle.*

« le dégonflement de l'impérialisme et du chauvinisme français ».

C'est à la menace d'occupation de la Ruhr qu'il faut attribuer l'esprit de revanche qui règne en Allemagne, et, sans la politique française, il n'y aurait eu ni troubles en Silésie, ni conflit entre la Pologne et la Russie soviétiste.

Avec des sentiments fort éloignés de l'équité, M. Frankfurter dresse le bilan de nos difficultés budgétaires, dues pour une large part à la non exécution d'un traité élaboré et adopté par les États alliés. Mais il voit dans notre détresse financière un heureux moyen de nous mettre à la raison, et par suite d'assurer le salut de l'humanité. C'est par la *dollar diplomacy* qu'on peut nous atteindre. Qu'importent les promesses autrefois faites de restaurer nos départements dévastés? La France sera invitée à abandonner la majeure partie de ses créances sur l'Allemagne; mais ni l'Angleterre ni les États-Unis ne feront remise d'une parcelle de notre dette, et l'énorme puissance financière acquise par l'Amérique pendant la période où elle garda la neutralité, servira à contraindre la France à s'incliner devant la paix nouvelle qu'on lui imposera, paix qui comportera sa déconfiture économique et financière.

M. Frankfurter nous présente l'Amérique incarnée dans Wall Street. Ce ne serait plus la nation au cœur chaud, vibrante d'enthousiasme, se souvenant avec gratitude du concours donné par la France, sous Louis XVI, à l'heure où il s'agissait d'assurer son indépendance. Au lieu d'un noble Don Quichotte s'écriant : « La Fayette, nous voici » ! les États-Unis, comme le dit justement M. Louis Aubert, prendraient les traits de Shylock réclamant sa livre de chair humaine (1).

Une propagande est instituée à New-York pour répandre les idées et les vues de M. Frankfurter et pour inciter au mépris et à la haine de la France.

Les journaux d'Outre-Atlantique nous apprennent que le 28 février dernier, à Madison square Garden, fut tenue une grande réunion organisée par des Allemands, des Sinn-Feiners et des israélites, pour protester contre les atrocités soi-disant commises par les troupes coloniales françaises en Rhénanie.

Cette réunion, qui d'ailleurs provoqua de violentes protestations, avait été organisée par un

(1) *L'Europe Nouvelle*, 1920, p. 1593.

comité, dit « des horreurs du Rhin » que préside un Allemand, le docteur Edmund von Mach; mais les israélites qui s'associent à sa campagne ne sont pas encore qualifiés pour représenter le peuple américain.

Sans doute, sous la présidence de M. Woodrow Wilson, ils pouvaient parler en maîtres; peut-être en sera-t-il autrement avec le président Harding.

En tout cas, le Sénat a voté le *Dillingham Immigration Restriction Bill*, qui limite à 3 °/₀ du chiffre des Américains d'origine européenne, le nombre des immigrants susceptibles d'être reçus chaque année aux États-Unis. D'avril 1921 à mars 1922, le total des immigrants ne pourra dépasser 335,000, et cela mécontente fortement les dirigeants d'Israël qui comptaient évacuer sur l'Amérique le flot des juifs de l'Europe orientale.

CHAPITRE VII

L'Idée Sioniste. — Les Anglais à Jérusalem.

Les aspirations sionistes. — Théodore Herzl. — La lettre de M. Arthur Balfour à lord Rothschild. — L'allégresse des Israélites. — Une visite à Jérusalem après l'occupation de la Palestine par les Alliés. — Les premiers arrivages de Juifs. — Protestations des Comités Islamo-Chrétiens contre le Gouvernement nouveau. — Manifestations et émeutes. — L'enquête de sir Herbert Samuel.

L'idée sioniste remonte à des temps bien lointains. Après la destruction du Temple et l'édit d'Adrien, provoqué par la révolte d'un faux Messie et interdisant aux juifs de vivre à Jérusalem, ceux-ci se dispersèrent dans l'Empire romain. Ils y jouirent d'une large tolérance, tandis que sévissaient les persécutions contre les chrétiens. Jusqu'au ve siècle, ils formèrent une sorte de nation autonome, ayant à sa tête un souverain, descendant de Hillel, à qui

l'on donnait le titre d'ethnarque. Ce souverain avait une Cour et disposait de *missi dominici* chargés d'administrer les communautés éparses sous le rapport de la justice et du culte.

Sous Julien l'Apostat se produisit une première tentative sioniste. Les juifs tournèrent leurs regards vers Jérusalem et certains d'entre leurs chefs religieux envisagèrent avec enthousiasme la perspective de reconstruire le Temple sur les ruines du christianisme et de rassembler un jour en Palestine les descendants des israélites de la *Diaspora*.

Saint-Jérôme avait signalé ces aspirations : « Les juifs se promettent pour la fin des temps la restauration de la ville de Jérusalem ; alors sortiront de la ville des eaux qui couleront vers les deux mers ; on pratiquera de nouveau la circoncision, on immolera des victimes, on observera toutes les prescriptions de la Loi ; ce n'est pas les juifs qui deviendront chrétiens, mais les chrétiens qui deviendront juifs (1) ».

Au moyen âge, les juifs méprisés, parqués dans des ghettos, communiquent difficilement de ville à ville, de pays à pays ; dans les temps

(1) *In Zachar*, XIV, 9 et *passim*.

modernes, leur situation s'est bien améliorée. Exclusivement occupés d'affaires, de commerce, d'usure, ils ont su se rendre utiles et amasser des fortunes. Une fois riches, ils cherchent à pénétrer dans la société bourgeoise et sont parfois admis à la Cour des souverains. Émancipés à la fin du XVIIIe siècle, ils profitent de l'époque révolutionnaire pour s'infiltrer dans les régions du pouvoir. Leur souplesse, leur manque de scrupules, leur intelligence spéciale les aident singulièrement à conquérir des situations importantes. Sans rien abdiquer des traditions de leur race, ils semblent se nationaliser dans les royaumes où ils ont fait fortune, financièrement ou politiquement. Les premiers, ils ont compris la psychologie des démocraties et l'influence capitale que la presse, le théâtre, la littérature sont appelés à exercer sur l'opinion.

Partout, ils possèdent des journaux, des recueils périodiques, des scènes, et c'est un triomphe pour la race quand Benjamin Disraeli, devenu comte de Beaconsfield et premier ministre de la reine Victoria préside, au traité de Berlin, à la réfection de la carte de l'Europe, surveille à la fois les intérêts du Royaume-Uni et ceux d'Israël.

Le sionisme semblait mort. Il n'était qu'en sommeil. Sans doute, les israélites opulents ne songeaient guère à réédifier le Temple de Salomon, mais, dans les ghettos de Pologne, de Russie, de Roumanie et de Hongrie, il y avait encore des juifs en haillons, pareils à ceux décrits par les frères Tharaud dans *l'Ombre de la Croix*, qui s'abordaient en disant : « L'an prochain à Jérusalem ! ».

Un apôtre du sionisme se révéla. Théodore Herzl, né à Budapest en 1860, s'attacha, avec un zèle passionné, à faire revivre chez ceux de sa race l'idée de reconstituer territorialement leur nationalité, de fonder un État politique modèle, réhabilitant les juifs aux yeux des autres nations.

L'idée sioniste ne se propagea guère en France, en Italie, ni dans les pays anglo-saxons. L'axiome *Ubi benè ibi patria* semblait correspondre à la mentalité des juifs arrivés qui, d'ailleurs, jugeaient le rêve irréalisable. Cependant quelques grands banquiers appuyèrent, à titre charitable, les efforts de Théodore Herzl. Un hôpital Rothschild fut fondé à Jérusalem et une petite colonie juive put exploiter aux environs de Jaffa un domaine viticole.

La Palestine appartenant aux Turcs, on ne

pouvait que planter quelques jalons provisoires. D'ailleurs, Herzl ne tenait pas essentiellement à établir l'État juif en Palestine. Il se serait accommodé de l'Uganda que lui offrirent les Anglais. Mais les groupements populaires de Russie, de Pologne, de Roumanie, n'acceptaient pas volontiers la perspective d'un exil dans l'Afrique centrale; on avait fait luire devant leurs yeux l'espérance mystique de la restauration de Sion. Pour leur royaume ressuscité, ils ne voulaient qu'une capitale : Jérusalem.

Herzl mourut en 1904, triste et découragé, mais son apostolat avait porté des fruits.

Les péripéties de la guerre mondiale ranimèrent la foi des sionistes. Dès que fut entrevue la dislocation possible de l'empire ottoman, la question fut de nouveau posée dans les associations israélites et un peu plus tard soumise à l'examen des chancelleries de l'Entente.

Parmi ses principaux protagonistes, il faut citer en Angleterre le docteur Ch. Weizmann, chef de la fédération sioniste et successeur de Théodore Herzl, sir Rufus Isaacs, sir Herbert Samuel ; aux États-Unis le juge Brandeis, Henri Morgenthau, ambassadeur à Constantinople, le professeur Frankfurter. Créé Lord Reading,

Rufus Isaacs était intimement lié avec M. Lloyd George, le « Premier » britannique, et les trois Américains étaient des amis personnels du président Wilson et ses conseillers politiques. Avec le titre de haut commissaire et d'ambassadeur extraordinaire, Lord Reading était appelé à régler, à la veille et au lendemain de la paix, les questions pendantes entre l'Angleterre et les États-Unis.

Un certain mystère règne encore sur les négociations qui se poursuivirent à New-York en 1916 et 1917. Comme la France, la Grande-Bretagne avait d'impérieux besoins d'argent. On envoyait d'importants subsides en Russie. Il fallait renforcer les effectifs du front de France, accroître le matériel de guerre, intensifier le plus possible les constructions de navires... En attendant la réalisation d'emprunts intérieurs, il était urgent d'obtenir des crédits. Les grands banquiers gravitant autour du président Wilson durent surbordonner leur concours à des engagements formels relatifs au sionisme. C'est là qu'il faut trouver l'explication la plus plausible de la lettre adressée par M. James Balfour à à Lord Rothschild :

Foreign Office, 2 novembre 1917.

Cher Lord Rothschild,

J'ai l'honneur de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au Cabinet, a reçu son approbation.

Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un FOYER NATIONAL *pour le peuple juif et fera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant entendu que rien ne viendra porter atteinte, soit aux droits des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et à la condition politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays.*

Je vous serai obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Sincèrement vôtre

ARTHUR JAMES BALFOUR.

Malgré les quelques réserves qu'elle renfermait, cette déclaration, qui reconnaissait comme une autorité puissante et officielle la Fédération sioniste, s'associait à son idéal, favorisait sa réalisation, provoqua un indicible enthousiasme dans les milieux populaires juifs.

Le R. P. Lagrange, l'un des savants maîtres de l'École biblique de Jérusalem en a recueilli et transcrit les échos :

Quel miracle de la Providence ! Dans cet ébranlement qui secoue les fondements de la terre, quand le monde entier est dans les douleurs, quand l'empire persécuteur, l'empire des pogroms s'effondre plus lamentablement que Babylone, un nouveau Cyrus montre aux juifs le chemin de la sainte Sion. Est-ce donc pour les y ramener que Dieu a frayé un chemin parmi tant de ruines ? Le Seigneur avait dit :

Je ramènerai de l'Orient ta race,
Et je te rassemblerai de l'Occident.
Je dirai au Septentrion : Donne !
Et au Midi : Ne retiens point !
Fais venir mes fils des pays lointains
Et mes filles de l'extrêmité de la terre (1).

Mysticisme que tout cela, mais ce mysticisme secoue des millions d'hommes. Rêve, chimère, je le crois volontiers, mais qui, en ce moment, triomphe de la sagesse des scribes et des prudents, car il faut bien que les chefs suivent, comme disait Ledru-Rollin, quand les troupes sont si décidées à marcher. Or elles le sont, et les chefs ne peuvent refuser leur adhésion. Tout ce que peuvent obtenir les maîtres spirituels, naguère seuls oracles du judaïsme, c'est de modérer l'explosion de la joie, de lui enlever ce qu'elle aurait de provoquant et d'agressif (2).

Cette joie ne pouvait manquer d'être agressive. Elle revêtait fatalement le caractère d'une revanche sur le christianisme.

(1). *Is.* LIII, 3 et suiv.
(2) *Le Correspondant,* livraison du 10 avril 1918.

Dès le début de la guerre, nos alliés britanniques ont choyé les juifs. En 1915, le général Rawlinson, commandant le IVme Corps d'Armée, avait pour officier d'ordonnance le lieutenant de yeomanry sir Philip Sassoon, qui devait plus tard devenir secrétaire particulier du maréchal sir Douglas Haig. Il me souvient d'avoir vu à Alexandrie pendant le séjour qu'y fit notre corps expéditionnaire d'Orient, un détachement du train des équipages, composé de volontaires juifs et dénommé *The Zion Mule Corps*. Quelques unités juives furent plus tard adjointes aux troupes qui participèrent à la campagne de Palestine sous les ordres du général Allenby et qui, en 1918, « conquirent » la Palestine.

Il n'en fallait pas davantage pour exciter l'orgueil militaire des juifs.

Quand le cardinal Dubois et la mission française débarquèrent à Caïffa en janvier 1920, une réception eut lieu chez M. Fouad Saad, à laquelle furent conviés les notables musulmans, syriens, latins et israélites. En réponse à un discours de cordiale bienvenue, le cardinal, dont la courtoisie et la bonté sont rayonnantes, remercia les assistants de toutes races et de toutes religions, et félicita les israélites d'avoir,

eux aussi, fait leur devoir et versé leur sang pour la cause du droit et de la liberté. Le cardinal Dubois apprit bientôt que sa pensée avait été ainsi transcrite dans une feuille sioniste : « *Si l'Entente a été victorieuse*, cela est dû aussi au fait que les juifs, depuis le début jusqu'à la fin de la guerre, ont versé leur sang pour la cause des Alliés et l'ont soutenue de leur mieux » (1).

Les journaux sionistes ont négligé d'apprendre à leurs lecteurs qu'il y avait des israélites dans les armées des Empires centraux et parmi leurs banquiers et fournisseurs. Ils n'ont pas davantage mentionné le fait qu'au départ de la mission du cardinal Dubois pour Port-Saïd, le grand rabbin de Jérusalem remit au prince de l'Église une protestation contre l'invasion sioniste, alors à ses débuts.

(1) *The Palestine Weekly*, 23 janvier 1920.

II

C'est au Caire qu'arrivèrent la plupart des organisateurs et des pionniers du gouvernement juif de la Palestine. Ils tenaient leurs conciliabules dans l'un des grands hôtels de l'Esbekieh, étaient en communications régulières avec les comités sionistes de Londres, de New-York, de Vienne, de Varsovie.

D'Egypte à Jérusalem, le trajet est court, grâce au chemin de fer stratégique construit par les Anglais pendant la guerre. Mais la voie, légèrement équipée et mal consolidée, est souvent impraticable lors des grandes pluies. J'en fis l'expérience en février 1920, quand je voulus voir d'un peu près les premiers essais du régime sioniste. Les traverses s'enfoncent dans le sol détrempé, les rails se faussent et les déraillements seraient dangereux si les trains ne marchaient pas avec la sage allure des piétons, lorsqu'on approche des endroits scabreux.

En partant du Caire à six heures du soir, par l'express de Port-Saïd, on arrive vers dix heures

à Kantara sur le canal de Suez (lieu de passage des caravanes). C'est là que se concentrent, après leur débarquement à Alexandrie ou Port-Saïd, les juifs pouilleux venus de l'Europe Orientale. Ils se sentent déjà en famille et un peu chez eux. Le préposé aux passeports, le médecin sanitaire, les employés des douanes sont de leurs coreligionnaires et, comme eux, parlent *yiddish*.

Tout le monde s'entasse avec ses colis dans de lourds camions automobiles qui démarrent lentement, franchissent le canal sur un pont de bateaux mobile (1) et, après avoir serpenté pendant deux kilomètres à travers des tentes et des baraquements, s'arrêtent devant la petite gare de Kantara-Est.

Ici commence le domaine de l'O. E. T. A. (*Occupied Enemy Territory Administration*) relevant de la seule autorité militaire. On procède à une nouvelle visite douanière dans une salle bondée où tout le monde se bouscule. Un soldat en kaki, au profil sémitique, ausculte consciencieusement chaque valise ouverte. Près

(1) Il est question d'établir à Kantara un tunnel qui permettrait le passage des trains, sans interrompre le transit du canal.

de moi, un juif sordide déverse par terre le contenu d'un grand sac de toile : un lot de vieux balais sans manches. Je le regarde attentivement tandis qu'il replace soigneusement dans leur sac et un à un ses balais ; ses traits accentués, ses yeux profonds, sa longue barbe me rappellent la tête du rabbin de Rembrandt, une des plus belles toiles du maître à la *National Gallery*.

Il n'est pas loin de minuit quand on s'installe dans le train, qui d'ailleurs ne doit se mettre en marche qu'à sept heures du matin. L'itinéraire n'est pas dépourvu d'intérêt. Après la traversée du désert de la presqu'île de Sinaï, arrêt à El Arish, délicieuse oasis en bordure de la mer, avec une jolie plage de sable. De temps à autre, on traverse des camps de soldats hindous. C'est une canalisation parallèle à la voie qui alimente en eau du Nil les stations et les camps. Après Gaza, l'aspect du pays se modifie ; on aperçoit quelques villages et des bouquets de palmiers. Les caravanes de chameaux se font plus rares ; le sol est cultivé, maigrement d'ailleurs ; des ruisseaux venant des collines palestiniennes tracent dans la terre rougeâtre de profonds sillons.

Le temps est froid ; il a plu sans discontinuer depuis plusieurs jours et les indigènes, groupés aux abords des stations, grelottent et semblent figés dans les burnous qui les encapuchonnent.

Nous devions arriver à Lodd (l'ancienne Lydda) mais le train s'est arrêté brusquement à une trentaine de kilomètres au sud. La voie était coupée devant nous et nous restâmes vingt heures en panne en attendant sa réfection. A Lodd se trouve l'embranchement de la ligne de Jaffa et nous montons dans un train déjà encombré par des groupes juifs, entrés en Palestine par Jaffa ou Caïffa. Ce train est abominable ; les wagons aux portes disjointes, aux cuirs déchirés, aux vitres brisées rappellent les trains de permissionnaires les plus délabrés... Enfin, après avoir parcouru une plaine assez fertile, la locomotive s'engage en soufflant dans une étroite et tortueuse vallée. Le train serpente entre des collines arides, aux têtes neigeuses, poursuit pendant deux heures son ascension et s'arrête enfin devant une station de piètre apparence, ceinte de flaques boueuses : la gare de Jérusalem.

En cours de route, j'avais observé mes compagnons. Dans le compartiment où j'avais pris

place, deux messieurs, une dame et deux jeunes filles conversaient en allemand. On demandait des nouvelles de cousins restés à Francfort et à Darmstadt. Un parent proche de l'une des dames venait d'obtenir une place d'ingénieur en Palestine ; un « herr professor » était prochainement attendu, sans doute pour faire un cours à l'Université juive en voie d'organisation. Cette famille d'israélites allemands ne semblait animée d'aucune passion religieuse, ne rêvait d'aucun idéal mystique. Pères et fils avaient trouvé des situations avantageuses, s'en félicitaient et tâchaient de faire profiter d'une pareille aubaine des parents et amis.

Dans le couloir, une juive d'une cinquantaine d'années, dialoguait à haute voix avec un officier anglais. Elle le questionnait sur les ressources matérielles de la Cité sainte : « Je suis correspondante d'un journal d'Amsterdam, disait-elle ; je n'ai pas de religion, mais je suis nationaliste, et c'est à ce titre que je m'intéresse à la rénovation de Jérusalem ».

Entre cette aristocratie intellectuelle et incroyante et la foule des juifs en lévite ou caftan, les tempes ornées de cheveux en tire-bouchon, nourris des préceptes de la *Thora,* une

harmonie, une discipline sont-elles susceptibles d'être aisément établies?

En tout cas, ce n'est pas encore un gouvernement juif autonome qui fonctionne, mais l'autorité militaire britannique le O. E. T. A. semble déployer une prodigieuse activité pour lui préparer les voies.

III

La Palestine a pour gouverneur un général de division, brave militaire, ayant pour principal souci de commander, d'administrer ses troupes et de maintenir l'ordre sur le territoire qui lui est confié. Mais Jérusalem est sous les ordres d'un brigadier général à titre provisoire, qui n'est pas un officier de carrière. Avant la guerre il exerçait des fonctions civiles en Égypte, où il est très connu. Intelligent, connaissant la Bible en sa qualité de fils de pasteur, parlant l'Arabe, assez ambitieux pour se charger de missions que d'autres n'auraient pas acceptées volontiers, il fut bien choisi pour présider, en complet

accord avec la Fédération sioniste à l'éxécution des engagements pris par l'Angleterre et plus ou moins ratifiés par les puissances alliées.

A peine l'armistice avec la Turquie fut-il conclu que de nombreux israélites pénétrèrent en Palestine. Leur arrivée coïncida avec une mutinerie des soldats juifs, et les sionistes influents ne manquèrent pas d'intervenir pour soustraire les mutins à la juridiction des cours martiales. Ils ne tardèrent pas à se considérer comme étant déjà les maîtres de la Terre Sainte.

Dans une intéressante étude (1), Lord Sydenham of Combe a exposé avec impartialité les ambitions coloniales du sionisme et a supputé les conséquences devant en résulter. La population de la Palestine comprend environ 515.000 musulmans, 65.000 juifs et 63.000 chrétiens des divers rites. L'idée d'installer « un peuple sans territoire sur un territoire sans peuple » peut théoriquement présenter quelque apparente séduction, mais elle supporte difficilement l'examen si on l'applique à la Palestine. Sans doute là, comme dans tous les pays soumis au régime ottoman, l'agriculture peut être améliorée, l'industrie

(1) Publiée dans le *Spectator* et reproduite dans l'*Egyptian Gazette* du 28 février 1920.

développée, mais dans quelles mesures ces progrès sont-ils réalisables?

La région du sud est désertique; les collines qui entourent Jérusalem sont pierreuses et arides; seules les terres du littoral et de la vallée du Jourdain peuvent être rendues plus fertiles et nourrir un plus grand nombre d'habitants.

Admettons qu'après l'éxécution de grands travaux d'irrigation et la mise en service d'un puissant matériel agricole et industriel, la Palestine puisse faire vivre de 1.200.000 à 1.500.000 personnes; ces chiffres ne sauraient certainement pas être dépassés et ils font ressortir les fantaisies des sionistes qui prétendent y réunir six ou sept millions de juifs.

Le lieutenant-colonel Patterson, commandant d'un bataillon juif pendant l'expédition, n'a pas laissé ignorer qu'il faudrait se débarrasser des Arabes et des Syriens en les expropriant équitablement. On assurerait ainsi plus d'espace et plus d'air aux nouveaux venus.

Les douze ou quinze mille juifs qui débarquèrent en Palestine dès que les portes en furent ouvertes, éprouvèrent de sérieux mécomptes. Ils ne trouvèrent ni maisons, ni boutiques, ni occupations et faillirent mourir de faim malgré

l'argent qu'on leur distribua, tellement les vivres étaient chers et rares. Nombre d'entre eux, au bout de quelques semaines, repartirent pour les pays d'où ils étaient venus. Si l'immigration avait continué de la sorte, c'en était fini de l'expérience tentée. Mais l'autorité britannique et la Fédération sioniste, averties du danger, changèrent de tactique. Il fallait que l'invasion fût très lente et méthodique pour être durable et que le nombre des immigrants n'excédât pas les possibilités d'installation du moment.

Un comité, disposant de capitaux considérables se mit à l'œuvre. Il acheta ou loua toutes les maisons qu'il put acheter ou louer à Jérusalem; aux environs il acquit, sans discuter les prix, des terrains à bâtir. Dans les campagnes où, par suite de la guerre, les paysans s'étaient endettés, il acheta des lots de terres de labour et des plantations d'oliviers. Ces opérations effectuées, on pouvait importer dans des conditions plus favorables des juifs de l'Europe orientale. On leur fournissait un toit, un champ à cultiver.

En attendant, le recrutement des cadres administratifs se poursuivait. Il fallait faire passer aux mains des israélites les charges, les fonctions publiques, si modestes fussent-elles.

Pour ne pas éliminer par principe les musulmans et les chrétiens, un ingénieux moyen fut trouvé. Les appointements des petits fonctionnaires étaient modiques ; la cherté anormale de la vie les rendait insuffisants à assurer l'existence de leurs titulaires et de leurs familles. L'autorité militaire déclara qu'il lui était impossible de les augmenter, mais le Comité sioniste se chargea de majorer — de doubler, dit-on — les traitements des employés israélites. C'est ainsi qu'en fort peu de temps, les juifs accaparèrent presque tous les emplois des chemins de fer, des postes, de la police, de la municipalité.

Quant aux commerçants hébreux, ils trouvent des crédits et des prêts au taux de 3 °/₀ dans les banques anglo-juives, créées à leur intention, tandis que les non-juifs offrant des garanties ne peuvent emprunter qu'à 10 ou 12 °/₀.

Un fait précis donnera un aperçu des procédés du O. E. T. A. en matière financière.

Le Crédit lyonnais possédait depuis longtemps une agence à Jérusalem. Elle fut naturellement fermée pendant la guerre, mais lorsque la Ville Sainte fut reprise aux Turcs, son ancien directeur reçut de son conseil d'administration l'ordre de rejoindre son poste et de rouvrir la

banque française. Or, nos alliés britanniques lui firent attendre en Egypte, pendant plus de six mois, l'autorisation de franchir la frontière palestinienne, alors que, sans le moindre délai, avaient fonctionné les succursales de l'*Anglo-Egyptian*, de la *National Bank of Egypt*, ainsi que les banques juives spontanément créées.

IV

Les populations de la Palestine, de mœurs douces et pacifiques, mirent quelque temps à s'émouvoir des projets sionistes tendant plus ou moins directement à leur expropriation et à leur expulsion; mais quand elles comprirent la gravité des périls les menaçant, elles cherchèrent à s'unir pour protester contre les atteintes portées à leurs droits incontestables et ensuite pour organiser des résistances. Le 26 janvier 1920, à Naplouse, l'Association islamo-chrétienne, à l'issue d'une réunion générale à laquelle prirent part tous les notables du pays, décidait « de boycotter complètement les juifs, en raison de

leur prétention de s'emparer des terres, de ne point leur permettre, sous n'importe quel prétexte, d'entrer et de résider dans cette province; de continuer ce boycottage et cette opposition jusqu'à ce que l'idée sioniste disparaisse, ou que nous disparaissions jusqu'au dernier ».

En février, l'affectation aux juifs d'un vaste domaine des environs de Jaffa, que Djemal pacha avait confisqué pendant la guerre, provoqua une émotion profonde, que ne calmèrent pas les déclarations faites par le général gouverneur au journal *Mirat-el-Chark*.

Voici le texte de ces déclarations :

1° Les Alliés, notamment les États-Unis et la France, ont approuvé l'octroi aux juifs de certains droits en Palestine. Ils ont également approuvé la déclaration de M. Balfour tendant à la création d'un foyer national juif, à la condition que cela ne porte pas atteinte aux intérêts religieux, civils et politiques des habitants.

2° L'Angleterre soumettra l'immigration juive en Palestine à des restrictions, conditions et contrôles sévères, afin qu'elle ne porte pas préjudice à la situation économique du pays. On n'acceptera que les juifs ayant une profession, ou qui sont instruits, ou qui ont des moyens, afin qu'ils ne soient pas une charge pour la population et afin que celle-ci puisse tirer parti de leurs connaissances agricoles, commerciales et économiques. En tout cas, cette immigration n'aura lieu que lorsque la situation du pays le permettra.

3° Le Gouvernement sauvegardera la propriété des paysans et *ne permettra aux gens de vendre leurs biens qu'en cas de nécessité.*

4° Le pays sera gouverné par une puissance forte et tutrice, qui établira la justice et protègera les droits de chacun *afin que le fort ne lèse pas le faible.*

5° *Les Alliés n'ont pas et n'auront jamais l'intention de créer dans le pays un gouvernement juif. Le pays sera gouverné par ses propres enfants* et les jugements seront rendus conformément à des lois votées par un Conseil élu à la majorité des suffrages populaires. Le gouvernement prend en ce moment des mesures utiles pour garantir les droits des populations. Il préparera dès maintenant les habitants au *Self Government*, en appelant un grand nombre d'entre eux à des fonctions, sous la direction de gouverneurs expérimentés et bien intentionnés.

Ces déclarations sont habilement dosées de franchise et d'hypocrisie. Elles présentent le général gouverneur comme le porte-parole des puissances alliées et victorieuses, auxquelles il n'est pas permis de résister. Elles ont l'air d'accorder certains droits aux Palestiniens, alors que ce don est purement illusoire. Les paysans endettés ou ruinés seront autorisés à vendre ou forcés de vendre leurs terres et, comme le gouvernement autonome ne sera organisé que lorsque le flot juif aura submergé chrétiens et

musulmans, le suffrage populaire sera alors tout acquis au régime nouveau.

Quant aux habitants appelés dès maintenant à des fonctions publiques, ils seront presque tous juifs et leurs allures insolentes dénotent suffisamment les scrupules qu'ils éprouveront quand ils seront tout à fait les maîtres, *à ne pas léser les faibles*.

Aussi, les Palestiniens ne se firent-ils aucune illusion sur le sort qui les attendait, si personne ne prenait leur défense.

Leurs chefs avaient lu les solennelles paroles prononcées par le président Wilson, au nom des Alliés semblait-il. Le 17 décembre 1917, au Sénat des États-Unis, il s'était écrié : « Nous combattons pour la paix définitive du monde, pour la libération de tous les peuples pour les droits des nations grandes et petites, pour le droit de tous les peuples à choisir les conditions de leur existence... »

Comment concilier de pareilles déclarations avec une politique comportant l'expropriation progressive et l'expulsion méthodique d'un peuple de sa terre ancestrale ?

Sous les auspices de l'Association islamo-

chrétienne, présidée par Aref pacha El Dazani, d'importantes démonstrations eurent lieu le vendredi 27 février dans toutes les villes.

Celle de Jérusalem fut particulièrement imposante. Plus de dix mille personnes y prirent part. Le cortège se déroula pacifiquement dans les rues de la Cité sainte et ses délégués remirent au gouverneur, aux représentants des Puissances, des exemplaires d'une protestation dont voici les principaux passages :

La Palestine, patrie de Jésus-Christ, la Palestine où le Khalife Omar a bâti une mosquée que révèrent les musulmans du monde entier, refuse aujourd'hui que ses montagnes soient transformées en volcans jetant feu et flammes et que l'eau de son Jourdain soit changée en sang pour la plus grande honte de l'humanité.

La Palestine, dont les enfants ont combattu dans les rangs des Alliés et sont entrés en vainqueurs en Syrie sous les drapeaux de l'armée arabe, refuse d'en être récompensée par la peine de mort.

Comment pourrait-on permettre aux juifs, qui ne forment même pas les sept pour cent de la population et dont les propriétés ne constituent qu'une infime partie des terrains et immeubles du pays, de devenir, sans le moindre droit, les maîtres du territoire !

Nos droits, par contre, y sont des plus évidents. Ils sont les mêmes que ceux des Anglais en Angleterre et des Français en France...

Les habitants de Bethléem, tous chrétiens, latins ou grecs, firent aussi une manifestation analogue.

A Jaffa, les magasins de la ville furent fermés. Après s'être assemblés à l'église latine, chrétiens et musulmans, ayant à leur tête les notables et les chefs des communautés, se rendirent au gouvernorat. Le mufti présenta à Stanton pacha une protestation écrite contre l'invasion juive, et un télégramme ainsi libellé fut envoyé à la Conférence de la paix :

La décision des Alliés de détacher la partie sud-ouest de la Syrie et d'en faire un foyer national juif constitue une tache noire pour la civilisation occidentale ; elle condamne à mort toute une population qui vit en ce pays depuis des milliers d'années. Nous attendions de la part des Alliés une meilleure fidélité à leurs engagements et à leurs principes et plus de bienveillance envers un peuple qui demande justice. Nous confirmons nos protestations réitérées et, de nouveau, nous élevons la voix contre tout droit qui serait accordé aux sionistes et auquel nous nous opposerons de toutes nos forces jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour la défense de notre pays sacré.

Ces protestations unanimes, auxquelles le style oriental donnait une couleur particulière, préoccupèrent les autorités britanniques et le

brigadier-général Storrs, gouverneur de Jérusalem, se rendit en toute hâte, par la voie des airs, au Caire, pour en conférer avec le maréchal Allenby.

Il fut entendu qu'on donnerait quelques bonnes paroles aux délégués des Associations islamo-chrétiennes; on leur promettrait de leur faire justice et l'on restreindrait temporairement les arrivages de juifs. Un personnage anglais, qui par hasard se trouvait déjà en Égypte, irait procéder sur place à une enquête sur la situation politique et administrative de la Palestine.

Malheureusement, l'enquêteur choisi, sir Herbert Samuel, était plus que suspect de partialité. Israélite et sioniste, il avait été nommé Postmaster general en 1910; en cette même année sir Rufus Isaacs devenait *attorney general*.

Sir Herbert Samuel passa quelques semaines en Terre-Sainte. Son opinion fut vite fixée. Il déclara publiquement que le mouvement d'opposition au sionisme était purement superficiel, qu'il n'avait pas de racines profondes. Point n'était besoin de s'en préoccuper sérieusement.

Les événements n'ont pas tardé à lui donner des démentis probants. A peine sir Herbert avait-il quitté la Palestine que les premières

bagarres se produisirent. Des agents de police juifs molestèrent à Jérusalem, sans aucun prétexte, des musulmans venus d'Hébron à l'occasion des fêtes de Nabi Moussa. Ceux-ci ne se laissèrent pas maltraiter sans riposter. Résultat : quatre musulmans et douze juifs tués. Les troubles continuèrent le lendemain. La loi martial fut proclamée et l'armée britannique dut intervenir. Les dépêches visées par la censure évaluèrent à deux cent cinquante le nombre des victimes.

Les juifs sont facilement autorisés à posséder des armes, faveur généralement refusée aux musulmans, mais ceux-ci sont en relation avec les tribus du Jourdain, et ils se procurent aisément des fusils, car les Arabes du royaume éventuellement destiné au roi du Hedjaz en ont été largement pourvus par les Anglais.

Quant aux chrétiens, les manifestations de Naplouse, de Jérusalem et de Jaffa ont suffisamment établi qu'ils faisaient cause commune avec les musulmans. Ils regrettent tous le temps de la domination turque, un peu arbitraire parfois, mais généralement paternelle et très libérale en matière religieuse. Le danger qui les menace tend à provoquer une entente étroite entre les

missionnaires des divers rites et confessions.

Un éminent religieux, fixé depuis longtemps à Jérusalem, a publié en janvier 1920 une étude très substantielle sur la question sioniste. Il a préconisé l'union entre chrétiens d'une part, celle aussi entre chrétiens et musulmans, comme une « nécessité de salut » et il a formulé de précieux conseils dont les juifs de tous pays auraient aussi pu tirer profit :

Les politiques seraient mieux avisés d'enrayer les progrès de l'immigration sioniste au lieu de la favoriser, pour n'avoir pas à se débattre bientôt dans des difficultés inextricables; en Palestine, où six cent mille chrétiens et musulmans n'admettront peut-être pas que les étrangers viennent leur faire la loi; dans les autres pays du monde, *où se réveillerait le mouvement antisémitique* et où, par la force des choses, les juifs, *ayant ailleurs une patrie reformée,* ne pourraient plus *être considérés comme des nationaux* (1).

Il semble que les États chrétiens qui avaient en Terre-Sainte des établissements religieux, des écoles, des hôpitaux, des orphelinats, des instituts scientifiques, auraient pu élever la voix, défendre contre l'autorité britannique mise au service du sionisme les droits et privilèges

(1) *La Documentation catholique,* 31 janvier 1920, p. 153.

qu'ils tenaient des Capitulations et des firmans sultaniens (1).

La France devait à son histoire, à ses traditions, à la glorieuse mémoire de ses Croisés, de se faire l'interprète des nations chrétiennes et d'obliger les Anglo-Saxons à écouter sa voix. Comme le disait Ernest Psichari, encore incroyant, le sentiment de la patrie française « nous mène fatalement à chérir l'idée religieuse ».

Arracher la Palestine aux Turcs pour la livrer aux juifs, c'était une profanation qu'il fallait déclarer intolérable.

En février 1920, un soldat anglais, un soldat français et un soldat italien montaient à tour de rôle la garde au Saint-Sépulcre. Pouvait-on admettre qu'ils fussent bientôt relevés de leur noble faction par un soldat juif?

Pour s'opposer au sionisme en vue de la pacification du proche Orient, l'histoire, la raison sont en parfait accord avec le sentiment chrétien.

(1) Il a été révélé par une indiscrétion de M. Max Nordau que c'est en 1916, sous le ministère de guerre de M. Briand, que se produisirent les premières ouvertures relatives à l'établissement d'un État juif en Palestine, sous la protection de l'empire britannique.

CHAPITRE VIII

La Palestine Juive

La Conférence de San Remo. — Le Mandat britannique sur la Palestine. — Le « Foyer national » juif sous le haut commissariat de sir Herbert Samuel. — Le haut-commissaire israélite au Saint-Sépulcre. — Protestations et résistances. — Une Enquête du « *Morning Post* ». — Le « *Keren Hayesod* ». — Texte probable du Mandat. — Projets grandioses. — Dissentiments entre Sionistes d'Angleterre et d'Amérique. — Premières désillusions.

I

Lorsque la Conférence tenue à San Remo en avril 1920 fut d'avis de donner à l'Angleterre un mandat sur la Palestine auquel était incorporé l'établissement du « Foyer national juif », le gouvernement de M. Lloyd George s'empressa d'instituer à Jérusalem un régime judéo-anglais, sous la direction d'un haut-commissaire israélite, muni des pouvoirs les plus étendus.

Cependant la paix avec la Turquie, puissance suzeraine de la Syrie et de la Palestine, n'était pas encore conclue ; le traité de Sèvres est toujours en suspens ; la nature du mandat n'avait pas encore été définie par la Société des Nations. Les puissances bénéficiant en territoire ottoman des Capitulations n'avaient pas renoncé à leurs privilèges séculaires. Aucune des stipulations n'avait été soumise à la ratification des nations intéressées.

C'est dans ces conditions étranges, complètement anormales, que, sous les puissants auspices de nos alliés britanniques, le sionisme prit officiellement possession de la Terre-Sainte.

Les protestations contre son établissement par l'autorité militaire avaient cependant revêtu un caractère grave. Aux fêtes de Pâques, une véritable émeute avait entraîné l'incendie d'une synagogue et des *casualties* évaluées à deux cents tués ou blessés.

Mais les troupes anglo-indiennes étaient assez nombreuses pour éviter un véritable soulèvement de la population indigène.

Quand le général Allenby fit son entrée à Jérusalem, il y avait en Palestine environ soixante mille juifs. On peut évaluer à trente mille les

immigrants arrivés pendant l'année 1919 et à dix mille ceux débarqués en 1920. Si ce dernier chiffre n'a pas été plus élevé, c'est parce que l'État-major du sionisme a pensé qu'il constituait le maximum du contingent qu'il était possible de loger, de nourrir et d'occuper.

D'où venaient la plupart de ces israélites et à quels milieux sociaux appartenaient-ils? L'Angleterre et l'Amérique ont fourni les initiateurs, les organisateurs du régime. L'Allemagne a envoyé des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des avocats, des architectes, tout un personnel, dont aucune considération mystique n'avait décidé l'exode, mais qui comptait trouver en Palestine des situations stables et rémunératrices.

Très nombreux, les juifs venus de Pologne, appartenant à des partis et groupements divers. Ces partis peuvent être ainsi caractérisés et classés :

Les « Sionistes orthodoxes » appelés *Mizrachie* (Orientaux) forment une sorte d'aristocratie, pénétrée de la solidarité internationale des israélites, possédant le sens de la race et ambitionnant un pouvoir mondial.

« L'organisation sioniste », groupe de juifs

de toutes catégories sociales, constituant une association puissante qui compte des représentants à la Diète de Varsovie et poursuit, en même temps que l'autonomie nationale des juifs polonais, la fondation de l'*État juif* de Palestine. C'est ce parti qui obtint de M. Lloyd George l'envoi d'une commission d'enquête britannique en Pologne, présidée par sir Stuart Samuel, frère du haut commissaire en Palestine et dont le rapport a été signalé dans le chapitre consacré aux « Anglo-Saxons champions d'Israël ».

L'apport populaire est principalement représenté par les « travailleurs de Sion » *(Poale Zion)*, socialistes adhérents à la troisième Internationale de Moscou, qui préconisent l'établissement à Jérusalem d'une république communiste juive, disposée à faire table rase de tous les monuments et vestiges du christianisme et de l'islamisme.

Enfin, des petits groupes de miséreux ou de mystiques venus du Maroc, de l'Afrique du Sud, se sont aussi dirigés vers les rives de la Terre promise.

La presque totalité de ces immigrants ont passé par les écoles juives et y ont puisé les principes du nationalisme et de la morale

judaïques. Qu'enseigne-t-on dans les *cheders* (écoles primaires) ? M. Maurice Pernot, dans une étude récente sur la Pologne, en donne quelques aperçus :

Dans le Talmud, les enfants ne trouvent pas seulement un dogme et une doctrine théologiques, mais une morale et une politique, une méthode de pensée et une règle de vie.

Écoutez ce que dit le Talmud :

Si jamais tu dois aller à la guerre,
Tâche de partir le dernier
Et de revenir le premier.

Il dit encore :

Un juif qui fait que l'argent d'un juif
Passe dans la main d'un goym
Mérite d'être puni de mort.

L'argent, pour le juif, est une chose sacrée, religieuse. La loi, pour lui, c'est la loi juive ; les lois chrétiennes ne sauraient l'obliger. Or, le Talmud n'interdit au juif ni le vol, ni la délation, ni la trahison, s'il les excerce aux dépens d'un chrétien (1).

Telles sont les idées morales dont sont pénétrés la plupart des israélites importés en Terre sainte, qui prétendent dominer, puis submerger

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1er Novembre 1920, pp. 178-179.

les vieilles populations islamiques et chrétiennes, qui y vivaient tranquilles et pacifiques depuis plusieurs siècles.

II

La nomination de sir Herbert Samuel aux fonctions de haut-commissaire consacrait la naissance de la Palestine juive. Elle provoqua l'allégresse dans tous les milieux israélites. Sans doute beaucoup d'Hébreux, notamment ceux jouissant d'une large aisance ou d'une grosse situation financière dans les capitales du vieux et du nouveau monde, n'avaient nul désir de quitter les pays où ils avaient fait fortune pour aller s'établir sur les rives du Jourdain, mais l'orgueil de la race était singulièrement exalté par la perspective de voir flotter triomphalement sur Jérusalem le drapeau d'Israël.

La guerre mondiale, qui laissait tant d'États affaiblis et ruinés, avait ouvert pour le peuple juif une ère de victoires et de revanches, dont le retour à la terre promise était le signe le

plus éclatant. Les voies avaient été préparées longtemps à l'avance. Depuis 1914, les associations, les comités, les groupements sionistes s'étaient multipliés et développés. L'annuaire des juifs d'Angleterre, le *Jewish Year Book* de 1920 contient à cet égard des renseignements précis. A Londres seulement fonctionnent plus de trente sociétés sionistes en relation avec une foule de comités locaux dans les villes d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, dans les colonies et Dominions. Ces sociétés, avec des filiales et des organismes divers, clubs littéraires ou sportifs, synagogues, loges maçonniques, œuvres philanthropiques, se rattachent toutes à la Fédération que préside le docteur Chaim Weizmann, le grand pontife du sionisme.

Un important outillage financier correspond à cette croisade religieuse juive. Les grands banquiers se sont montrés généreux — surtout ceux de New-York — et, pour faciliter la colonisation de la Terre Sainte, des sociétés de crédit ont été instituées : l'*Anglo-Levantine Banking C°*, l'*Anglo-Palestine C°*, la *Palestine Land Development C°*, le *Jewish Colonial Trust*, la *Maccabean Land*, le *Jewish national Fund ;* elles ont pour objet de faire aux israélites des prêts à

très petit intérêt, d'acheter des terrains et de les mettre en valeur.

Avant de voguer vers l'Orient, sir Herbert Samuel se rendit à Rome et demanda au Souverain Pontife une audience qui ne pouvait être refusée au haut fonctionnaire britannique. Cette audience fut-elle sollicitée pour abuser les catholiques et leur faire croire que le sionisme ne porterait aucune atteinte à leur foi, à leurs intérêts religieux? C'est assez probable. En tout cas, cette visite au Pape passa presque inaperçue.

Un navire de guerre anglais fut mis à la disposition de sir H. Samuel pour le transporter à Jaffa. Une salve de dix-sept coups de canon salua la terre et le haut-commissaire prit possession de son gouvernement.

Un correspondant « sioniste » du *Daily Mail* télégraphia à son journal : « Quand sir Herbert Samuel arriva à Jérusalem, vingt mille juifs, chrétiens et musulmans, garnissaient les rues pour l'acclamer et le drapeau de l'Union Jack flottait sur le mont des Oliviers ».

Un témoin de cette entrée solennelle dans la capitale du royaume, m'écrivit pour me faire savoir comment les choses s'étaient passées et

son récit, que je transcris simplement, donne une version de l'événement, sensiblement différente de la précédente et autrement véridique :

Le 30 juin, dès une heure de l'après-midi, les soldats anglais, baïonnette au canon, barraient toutes les rues.

A deux heures et demie, entre en gare une locomotive précédant de deux cents mètres le train spécial amenant le haut-commissaire britannique. Presque personne n'avait été prévenu de l'heure d'arrivée.

Voici la composition du cortège : quatre auto-mitrailleuses blindées encadrent la voiture dans laquelle prend place sir Herbert; puis viennent deux camions automobiles qu'occupent des soldats en tenue de campagne, le doigt à la détente du fusil. Entre deux haies de baïonnettes, dans un silence de mort, le cortège se rend au mont des Oliviers. Des avions sillonnent le ciel comme pendant la semaine sanglante de Pâques.

Quand le haut-commissaire arrive au mont Scopus, une batterie commence à tirer une salve. Le drapeau anglais flotte sur l'hospice Saint-Paul, résidence du gouverneur et sur le sanatorium allemand qui devient le palais du nouveau souverain.

Sir Herbert ne fut pas très rassuré sur l'état d'esprit des Palestiniens à son égard, mais il pouvait compter sur le concours le plus complet de l'autorité militaire, car il retrouvait comme gouverneur de Jérusalem l'ancien brigadier-général R. Storrs, qui, dès l'origine de l'occu-

pation, s'était fait le protecteur et l'agent des sionistes.

Le 7 juillet, devant un aéropage composé de juifs, de musulmans et de chrétiens (les deux dernières catégories triées sur le volet), le haut-commissaire donna solennellement lecture d'un message du roi George annonçant « *la décision de l'Angleterre et des États alliés* de créer en Palestine un foyer national juif ». Dans quelle mesure les États alliés se sont-ils associés à la décision de l'Angleterre? C'est un point encore resté mystérieux et ni en France, ni en Italie, ni en Belgique, il ne s'est trouvé un député pour poser à ce sujet une question indiscrète au Parlement de son pays (1) et exiger une réponse précise.

La lecture du message causa, dit-on, en Palestine une profonde émotion, bien qu'il ne révélât

(1) M. Lenail, dans la séance de la Chambre du 16 mars 1921, consacrée aux interpellations sur la Conférence de Londres, parla des conditions de l'occupation de la Syrie, de la Cilicie et fit allusion à la Palestine. Il accusa les Anglais d'avoir avec l'assentiment du Gouvernement français « jeté leur filet sur Jérusalem, incomparable métropole de la pensée religieuse du monde » pour y installer des juifs parlant allemand.

Le président du Conseil, M. Briand, se borna à répondre que « la chose était faite ». La question avait éte réglée avec nos amis britanniques... Sans doute on peut engager des conversations amicales, mais « elles ne doivent pas donner l'impression, de l'autre côté de l'eau, *que nous avons la*

rien de nouveau, mais il consacrait l'ordre de choses établi.

Pour montrer que sa bonté égalait sa puissance, sir Herbert gracia quelques pauvres musulmans incarcérés lors des émeutes de Pâques, mais il gracia aussi un israélite nommé Jabotinsky. Celui-ci avait servi comme officier dans les détachements juifs de l'armée Allenby; son indiscipline, ses actes de cruauté et ses pillages l'avaient fait traduire devant un conseil de guerre et condamner à quinze ans de détention. La clémence de sir Herbert allait lui permettre de reprendre le cours de ses exploits et de devenir l'un des chefs de la Nouvelle Palestine.

Pour célébrer dignement la prise de possession de Jérusalem, les israélites de Londres organisèrent un grand meeting que présida Lord Rothschild, assisté du docteur Weizmann et du juif allemand Max Nordau. M. Arthur Balfour,

moindre arrière-pensée de revenir sur ce qui a été décidé et signé ».

Telles sont les explications dont la Chambre des députés a dû se contenter. Au Sénat, les 5 et 6 avril, lors de la discussion du budget, MM. de Lamarzelle, Gaudin de Villaine, Dominique Delahaye protestèrent contre l'abandon de nos droits et de nos privilèges en Terre-Sainte.

Le président du Conseil déclara simplement que la France était liée par des engagements au sujet desquels il ne fournit aucune précision.

qui méritait bien une place de choix dans cette manifestation, y fut acclamé. Sans doute il avait droit à la gratitude et aux félicitations de l'assistance. Les bravos enthousiastes durent un peu griser le neveu et héritier politique du marquis de Salisbury, car, au cours de l'allocution qu'il prononça, après s'être déclaré « sioniste convaincu depuis longtemps », il exprima l'idée que si la guerre mondiale avait engendré de grands malheurs, elle comptait au moins à son actif une heureuse conséquence : le *rétablissement du « home » du peuple juif*. Un peu plus, et il disait que ceci pouvait consoler de cela !

Le champ semble donc ouvert à toutes les ambitions d'Israël. Sur la cellule de la Palestine doivent se greffer toutes les autres cellules qui permettront à la race autrefois honnie et persécutée d'édifier sa puissance et d'exercer sa domination universelle ; mais il faut que la cellule mère soit un modèle digne d'admiration.

Sir H. Samuel veillera à ce qu'il en soit ainsi. Il décide que, conformément aux prescriptions de la loi juive, le samedi sera jour férié ; des mesures sont projetées pour améliorer le sol cultivé et pour opérer la répartition parmi les

juifs des terres acquises par le gouvernement; une commission des antiquités est instituée; des études sont entreprises en vue du développement du port de Caïffa, de l'adduction d'eaux pour permettre l'irrigation de territoires incultes; on envisage la construction de grandes écoles, de synagogues, et les journaux anglo-juifs annoncent l'ouverture de concours d'architecture pour que ces monuments soient dignes du sionisme. Un peu auparavant, on avait fait grand tapage à propos de la mise à flot d'une barque de pêche construite par des charpentiers juifs et devant être pourvue d'un équipage juif (1). C'était l'embryon de la future flotte marchande sioniste.

Les fonds affluent d'Amérique et d'Angleterre. Sans doute, au point de vue politique et administratif, la nouvelle Palestine ne correspond guère à l'idéal démocratique défini dans le pacte de la Société des Nations. Des municipalités, des chambres de commerce ont été dissoutes ou remaniées par des ukases du haut-commissaire pour y faire prédominer l'élément israélite, mais

(1) La barque juive fit naufrage après avoir navigué quelques mois.

n'était-ce pas nécessaire à l'intérêt commun ? On ne saurait vraiment demander au gouvernement sioniste d'appliquer le suffrage universel en Palestine, alors que sa population ne compte pas encore cent mille juifs contre six cent mille musulmans et chrétiens. Il sera temps de réaliser cette heureuse réforme lorsque la proportion sera renversée.

Le 24 juillet, le « prince d'Israël » alla faire en grande pompe ses dévotions à la synagogue des Achkenazim. Il traversa les ruelles du quartier juif; le sol était couvert de tapis et jonché de fleurs; des acclamations prolongées saluaient le passage du cortège. Ce fut vraiment pour les Hébreux une heure inoubliable.

La veille, sir Herbert Samuel était aller visiter le Saint-Sépulcre et, chose étrange, cette visite avait eu aussi un caractère de fête. Le clergé grec, désorienté et appauvri depuis qu'il ne reçoit plus de Russie des instructions et des subsides, semble avoir pris son parti de la conquête anglo-juive des Lieux Saints. Le patriarche orthodoxe, Mgr Damianos, avait fait décorer et illuminer la basilique en l'honneur de l'illustre visiteur, qui défila entre des moines grecs et arméniens porteurs de cierges. J'ajouterai tou-

tefois que, malgré l'invitation qui lui fut faite, le haut-commissaire estima plus convenable de ne pas pénétrer dans le Saint Tombeau et de ne pas gravir le Calvaire. Au sein du Synode et dans la communauté hellénique, l'attitude de Mgr Damianos fut d'ailleurs sévèrement qualifiée et provoqua de nombreuses protestations.

Si, parmi les juifs importés, teintés de bolchevisme, il en est qui souhaitent la destruction des églises et la disparition des vestiges du christianisme, sir Herbert et son État-major ne les approuvent pas. Ils se déclarent disposés à faciliter les pèlerinages des catholiques et des protestants aussi bien que les voyages des touristes. Il ne faut pas oublier qu'avant la guerre, beaucoup d'israélites vivaient du commerce des objets de piété. La reprise des pèlerinages, leur multiplication favoriserait leur industrie; l'argent des chrétiens et des globe-trotters constituerait un complément utile au budget du royaume d'Israël et pourrait contribuer à l'édification de nouvelles synagogues et à la reconstruction du temple de Salomon.

III

Pendant les premiers mois de l'expérience sioniste, ni l'opinion publique, ni la presse, en France comme en Angleterre, ne semblèrent y porter intérêt. On aurait dit qu'une ombre mystérieuse enveloppait la Terre Sainte et que personne n'avait qualité pour s'enquérir de ce qui s'y passait depuis que les Anglais l'occupaient. Les seuls visiteurs de Jérusalem étaient quelques officiers anglais et français, venant d'Egypte ou de Syrie, et désireux, au cours d'une courte permission, de faire un pieux pèlerinage au pays où naquit et mourut le Sauveur. L'autorité britannique ne délivrait des permis de séjour qu'aux personnes supposées peu curieuses et nullement disposées à étudier le nouveau régime en voie d'établissement. Dans les milieux diplomatiques, à Paris ou à Londres, si une question relative au sionisme était posée à l'un des principaux auteurs du traité de paix, à M. Lloyd George, à M. Balfour, à Lord Reading, à l'ambassadeur Morgenthau, elle recevait toujours une réponse

dilatoire. On sentait qu'on frappait à une porte délibérément close et solidement verrouillée.

Cependant, on finit par avoir quelques aperçus sur ce qui se perpétrait derrière cette porte. Le dépouillement des journaux anglo-juifs, certaines correspondances de Palestine firent connaître les projets principaux, les appels de fonds, les préparatifs d'exécution des organisations sionistes. On connut aussi les abus, les actes arbitraires, les dénis de justice émanant de l'administration militaire et du haut-commissariat.

Au mois de mai 1920, S. E. le cardinal Dubois donna à Rouen une conférence sur la France en Orient ; et, faisant appel aux souvenirs de sa mission, il signala les dangers de l'aventure poursuivie par les Anglais en Palestine et indiqua à quel point le sionisme était contraire au droit et aux vœux des populations indigènes.

En Angleterre et aux États-Unis, la publication des « Protocols » éveilla l'attention publique et fit comprendre dans certains milieux la réalité du péril juif, dont la conquête de la Palestine caractérisait l'un des aspects.

Dans un Congrès national catholique, le cardinal Bourne, archevêque de Westminster,

n'avait pas hésité à condamner le principe du sionisme et à flétrir les idées subversives des envahisseurs de la Terre Sainte.

Un savant américain, le professeur Clay, de l'Université de Yale, qui traversa la Palestine au retour d'une exploration archéologique en Orient, ne se montra pas moins sévère que le cardinal pour le régime qu'il avait vu à l'œuvre.

L'évêque anglican de Jérusalem, le docteur Mac Innes, bien que fonctionnaire britannique, ne craignit pas, au cours d'une conférence faite à Londres, de critiquer amèrement les actes et la politique des autorités palestiniennes. Il affirma que les sionistes s'étaient rendus odieux aux anciens habitants du pays, juifs inclus; que les immigrés russes, polonais et roumains professaient des sentiments bolchevistes; enfin qu'on ne saurait admettre l'expropriation et l'expulsion de la population indigène. L'esclavage vers lequel on s'acheminait serait autrement dur que l'autocratie des Turcs. Le prestige britannique, disait le prélat, a été fort ébranlé du fait de l'application du régime sioniste. Cependant, n'osant attaquer directement sir H. Samuel, le docteur Mac Innes incri-

minait ses subordonnés, qu'il estimait capables d'outrepasser et de dénaturer ses instructions.

Ces déclarations et protestations furent citées ou résumées dans quelques journaux français et anglais.

Le Congrès des jurisconsultes catholiques, tenu à Metz, du 22 au 24 octobre 1920, sous la présidence de M. de Lamarzelle, sénateur, après la lecture d'un rapport de M. Eugène Godefroy, formula un vœu énergique en faveur du maintien des droits et privilèges de la France en Orient et spécialement en Terre Sainte.

A Rome, où les questions se rattachant aux traités internationaux ne sont jamais examinées qu'avec une grande réserve, l'*Osservatore romano*, dans ses numéros des 9 et 15 octobre 1920, et 25 février 1921, a exposé avec une grande modération, mais aussi avec une netteté parfaite, l'état présent de la Palestine juive, les aspirations de ses dirigeants, les principes de leur politique agraire : (les terrains assignés à la colonisation juive seront propriété de la communauté; l'administration sera confiée à un conseil local; seuls, les juifs, seront employés à la culture; le but final à atteindre est la colonisation juive intégrale de la Terre Sainte.)

L'organe officieux du Saint-Siège déplore la proscription de la langue française, symbole et précieux vestige du rôle chrétien et civilisateur de la France en Orient et termine ses observations en protestant contre le projet de sir H. Samuel de créer à Jérusalem, à l'intention des touristes, des établissements de luxe dispensant à leurs futurs clients des attractions variées.

Dans un livre récemment paru, *The New Jerusalem,* le grand écrivain Chesterton a transcrit les impressions qu'il a rapportées d'une courte visite aux Lieux Saints. Il s'est attaché à évoquer surtout les glorieux souvenirs des croisades. Le ghetto, dont on poursuit l'établissement, lui semble une conception du moyen âge, qui ne saurait être admise que si la Palestine était placée sous la suzeraineté d'un État chrétien.

IV

Le *Morning Post*, qui avait révélé au public britannique les causes du malaise mondial en étudiant les « Protocols », voulut faire connaître à ses lecteurs la véritable situation de la Terre Sainte sous le proconsulat de sir Herbert Samuel. Un de ses collaborateurs fut dépêché en Palestine et y passa une partie de l'automne. A Jaffa, à Caïffa, à Jérusalem, dans les villes et villages, il procéda à de loyales investigations. Il interrogea les chefs des communautés religieuses, les propriétaires, les ouvriers, les cultivateurs, les commerçants de toutes races et de toutes religions, et ses correspondances forment un rapport d'ensemble, méthodiquement présenté et respirant la plus entière bonne foi.

Le rédacteur du *Morning Post*, après de nombreux entretiens avec d'anciens habitants juifs et arabes, a acquis la certitude que, sous la domination turque, la religion juive n'avait jamais été persécutée ni entravée dans son culte. Un rabbin pouvait requérir un agent de police,

s'il avait besoin de son aide dans l'exercice de son ministère. Les premières manifestations d'intolérance religieuse en Palestine sont dues à l'autorité anglaise. Aujourd'hui, c'est un juif qui choisit les juges des tribunaux musulmans.

Au point de vue économique, le commerce avec la Syrie est paralysé par des formalités administratives, sanitaires, douanières. Il faut dix jours pour obtenir un permis à destination de Beyrouth; mais tout ce formalisme imposé aux indigènes n'existe pas pour les sionistes.

Un résident britannique, fixé depuis longtemps à Jaffa, a déclaré que les Arabes avaient cent fois raison de détester les sionistes. Ceux-ci font preuve « d'une sauvage intolérance et d'arrogance à l'égard des indigènes » (1) et leur témoignent, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, une haine plus politique encore que religieuse. Les anciens juifs du pays ne sympathisent pas avec les sionistes; ils les subissent, et parmi les jeunes gens beaucoup quittent la Palestine, imitant en cela les Arabes.

Sir Herbert Samuel gouverne en monarque absolu. Il n'a auprès de lui qu'un Conseil con-

(1) *The Morning Post*, 3 novembre 1920.

sultatif, composé de onze fonctionnaires et dix membres non fonctionnaires, qu'il réunit quand bon lui semble. Des chefs de service nommés par lui dirigent les finances, la politique, la justice, les travaux, l'instruction publique. Il a été entendu que l'Angleterre entretiendrait les forces d'occupation, mais que ce serait sa seule contribution au budget de la Palestine. Et cela mécontente les plus ardents sionistes qui rêvaient de travaux gigantesques, coûtant des centaines de millions et propices à des gains merveilleux. Les grands projets ont dû être ajournés, faute de crédits, et la popularité du « prince d'Israël » commence à en souffrir. Au reste, la Palestine n'est pas l'Eden tant vanté aux juifs miséreux de l'Ukraine et de la Pologne. Il faudrait des capitaux énormes pour rendre ses ports accessibles aux navires, pour les outiller, pour irriguer les quelques milliers d'hectares susceptibles d'être mis en culture, et les ports même équipés seraient dépourvus d'hinterland industriel. Au dire du *Morning Post*, — c'est l'avis de quiconque connaît le pays, — la Palestine n'est une terre promise qu'en comparaison des déserts du Sinaï et de l'Arabie. Les pèlerins et les touristes constitueraient ses plus fructueuses res-

sources. Est-ce à leur intention que M. Grunberg, qui construisit autrefois des chemins de fer en Russie, où il fit fortune, s'est rendu à Jérusalem et se dispose à y édifier six cents maisons?

La conclusion de l'enquête du grand quotidien de Londres, reproduite sans commentaires par le *Jewish Guardian* (1) est que le sionisme, s'il avait consisté à faciliter aux juifs désireux de se rendre en Palestine comme au temps des Turcs, les moyens de s'y établir et d'y gagner leur vie, était chose raisonnable et admissible. Mais permettre au sionisme de gouverner le territoire, d'y constituer « son État », ce serait « l'assassinat des droits nationaux des autres peuples et une étape vers les abîmes » (2).

En se plaçant au point de vue religieux, Yves de la Brière, après avoir évoqué les joies éprouvées lors de l'entrée à Jérusalem des forces militaires alliées, avait naguère traduit les angoisses des catholiques à la pensée de l'instauration du royaume juif en Terre Sainte : « Il y a un comble d'ironie en même temps qu'un insolent

(1) Numéro du 19 novembre 1920.

(2) *A wicked trespass on the national rights of other people and a step pregnant with disaster.*

paradoxe, dans cette étrange issue de la dernière croisade : dénouement qui comptera parmi les pires désillusions de la paix » (1).

L'opinion publique anglaise a certainement été éclairée de quelque manière par l'enquête du *Morning Post* et, dans les milieux parlementaires, la question du sionisme est maintenant posée et discutée. Les fonds considérables recueillis par les associations juives commençant à s'épuiser, il a été jugé indispensable de réunir de nouveaux capitaux et de faire appel à la solidarité de toute la race juive.

Une fondation générale *Keren Hayesod*, le trésor du gouvernement palestinien, a été instituée. Son siège est établi à Londres, 75, Great Russell street, et le premier numéro du bulletin de l'œuvre, dont je possède un texte en allemand, daté du 11 janvier 1921, contient un manifeste solennel adressé à l'ensemble du peuple juif et qu'on peut ainsi résumer : Il est expliqué tout d'abord à quel point il importe d'assurer la vie du « foyer national ». A côté du *Keren Hayesod*, caisse financière de la Palestine, est créé un Conseil économique composé

(1) *Les Études*, livraison du 5-20 juin 1920.

d'hommes éminents, ayant une situation acquise dans les finances et le monde des affaires. Le travail à accomplir est immense. Dans l'Est de l'Europe, il nous faut encore lutter pour arrêter de sanglants assauts, et nous n'avons qu'une main libre, l'autre restant armée, pour reconstruire notre foyer national. Le plan du *Keren Hayesod* comprend tous les travaux nécessaires à la mise en valeur de la Palestine. Ce territoire peut recevoir des millions d'habitants. Des milliers sont déjà aux portes. Procurez leur un travail productif; ils arriveront en masses compactes.

L'aide et le concours très spécial qui vous sont demandés doivent revêtir la forme d'un impôt lourd, systématique, continu, impôt personnel sur le modèle de la noble contribution juive la *Maaser*. Notre appel n'a pas de sanction exécutive; il s'adresse à la conscience juive. Aucun juif digne de ce nom ne saurait se soustraire à ce devoir. Si les fidèles manquaient à leur devoir, ce seraient eux qui fermeraient les portes de la Palestine.

Ce pressant manifeste est accompagné de plusieurs communications d'ordre pratique et porte dix signatures dont celles du docteur Chaim

Weizmann, de Nahum Sokolow, de Lord Rothschild, de sir Alfred Mond et de Wladimir Jabotinsky.

La question financière est donc celle qui paraît préoccuper le plus vivement les chefs du sionisme. Le gouvernement britannique a des charges budgétaires qui ne lui permettent pas de consentir de nouveaux sacrifices en faveur de la Palestine. Plusieurs membres du Parlement estiment même que l'entretien de l'armée d'occupation coûte bien cher : 7 millions de livres sterling, soit plus de 400 millions de notre monnaie. Ils vont proposer des réductions de crédits, conséquemment d'effectifs et ce serait grave, car seules les troupes empêchent un soulèvement des indigènes.

La question du mandat est aussi fort délicate. Le docteur Weizmann voudrait obtenir de l'Angleterre une sorte de sous-charte par laquelle le sionisme, disposant d'une complète autonomie, organiserait à sa guise, non pas un *Commonwealth* de juifs, mais un *Commonwealth* juif (1). Quand au haut-commissaire, les sionistes extrémistes voudraient qu'il ne fut pas

(1) *The Jewish World*, 27 octobre 1920.

nommé par le gouvernement britannique. Ils admettraient tout au plus qu'il fût choisi parmi trois noms présentés par les associations sionistes.

La Société des Nations n'a pas encore officiellement défini le mandat que doit recevoir l'Angleterre, mais une indiscrétion a permis au *Jewish Chronicle* de publier, au début de février 1921, le texte émanant de la délégation britannique à Genève, texte qui a bien des chances d'être accepté par la Ligue sans grandes modifications.

En voici les dispositions essentielles :

Ce projet de mandat comporte 27 articles; il s'appuie sur la fameuse déclaration Balfour et sur les articles 95 et 132 du traité de Sèvres — toujours en suspens.

L'Angleterre, puissance mandataire, exerce les pouvoirs d'un État souverain. Elle a la responsabilité de l'établissement du foyer national juif, mais doit sauvegarder les droits civils et religieux des habitants de la Palestine de toutes races et religions.

Une agence juive sera qualifiée pour coopérer avec l'administration palestinienne pour tout ce qui intéresse son foyer national, ainsi que le

développement social et économique du pays. *Cette agence sera l'organisation sioniste.*

L'administration de la Palestine facilitera et encouragera l'immigration juive, son installation sur le territoire, et accordera des droits de citoyens aux juifs prenant une résidence permanente en Palestine.

Les immunités et privilèges des étrangers, y compris les *droits de juridiction et de protection accordés dans l'Empire ottoman par les capitulations et les usages* « sont définitivement abrogés ». Toutefois, l'administration de la Palestine prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts des étrangers et de certaines fondations. Les wakfs (1) notamment, devront être gérés et contrôlés conformément à la loi religieuse et aux intentions des fondateurs.

Un système foncier, approprié aux besoins du pays, sera établi ; l'administration s'entendra avec l'agence juive pour l'organisation des travaux publics.

Le pouvoir mandataire exercera le contrôle des relations extérieures de la Palestine et accordera l'*exequatur* aux consuls étrangers. Il per-

(1) Fondations pieuses des musulmans.

mettra le libre accès des Lieux Saints et l'exercice des cultes. Chaque communauté religieuse pourra maintenir ses écoles, mais devra *se conformer aux instructions générales sur l'éducation imposées par l'administration.*

L'administration pourra organiser, sur la base des engagements volontaires, les forces nécessaires au maintien de l'ordre et à la défense du pays, le pouvoir mandataire se réservant d'utiliser ports, routes, voies ferrées pour le transport de ses troupes.

Avec l'assentiement du pouvoir mandataire, l'administration pourra imposer les taxes et les droits de douane jugés nécessaires.

L'*anglais,* l'*hébreu,* l'*arabe,* seront les langues officielles.

Tout différend, qui pourrait s'élever entre les membres de la Société des Nations au sujet de l'interprétation ou de l'application du mandat, sera soumis à la Cour permanente de justice de cette société.

Il suffit de lire avec quelque attention ce programme pour comprendre combien seront sacrifiés les droits, les intérêts des États chrétiens et spécialement ceux de la France, si un pareil

statut est définitivement imposé à la Palestine. Ce sera la fin de nos écoles, de nos œuvres d'assistance, de nos fondations hospitalières à Jérusalem. Est-il vraiment possible que les nations chrétiennes acceptent une pareille déchéance et que la France, qui jouissait en Orient d'un si éclatant et fécond prestige, ne se révolte pas contre les prétentions anglo-juives? Le virus sémitique l'a-t-il à ce point contaminée, elle aussi, et subit-elle au même degré que les Anglo-Saxons le « règne juif! ».

Dans ce projet de mandat, les Arabes obtiennent au moins quelques garanties. On respecte leurs privilèges religieux; les biens wakfs sont gérés par les autorités religieuses musulmanes. Quant aux catholiques, ils sont traités en parias, leurs écoles seront subordonnées à l'administration juive et leurs œuvres, écrasées d'impôts, seront condamnées à une mort plus ou moins rapide (1).

(1) Par une convention signée le 23 décembre 1920 le Foreign Office a obtenu du quai d'Orsay une rectification de la frontière syrienne, qui enlève à la France une bande de terrain de 30 milles de long sur 15 milles de large. Sir Herbert Samuel, désireux d'annexer des cours d'eau utilisables pour des irrigations et quelques villages, avait demandé cette modification du traité Picot-Sykes au profit de la Palestine juive et notre gouvernement s'est empressé de l'accepter.

Cependant, les juifs extrémistes ne se déclarent pas satisfaits d'un statut les soumettant à un contrôle du gouvernement britannique, ce contrôle fût-il plus nominal que réel et très bienveillant. Le *Jewish Chronicle* ne dissimule pas son désappointement. Il voulait une Palestine juive jouissant d'une indépendance intégrale. Le *Jewish Guardian* ne formule pas de réserves. Les Judéo-Anglais qui le dirigent prétendent rester citoyens britanniques, tout en reconstituant la nation juive et ils s'accommodent fort bien des termes du mandat projeté, d'autant qu'ils savent l'influence qu'ils exercent sur le gouvernement de M. Lloyd George. Toutefois, l'auteur du *leading article* du numéro du 11 février regrette la divulgation prématurée du texte du mandat et juge qu'il eût été préférable de ne pas le faire connaître avant sa ratification par le Conseil de la Société des Nations.

Ce nuage n'est pas le seul qui vienne obscurcir le ciel bleu de la nouvelle Palestine. Depuis l'automne dernier, certains orages se sont formés et ils causent de vrais soucis aux sionistes. La rivalité, l'antagonisme qui se manifestent entre l'Angleterre et les États-Unis au sujet des questions économiques et maritimes, ont eu des

répercussions, dans un autre domaine, jusqu'aux rives du Jourdain. Un article, publié sous le titre *Secession* dans le *Jewish Chronicle* (1) nous a initiés aux prodromes et au développement du conflit survenu entre les sionistes d'Angleterre et ceux d'Amérique.

Disciple et continuateur de Théodore Herzl, le docteur Chaim Weizmann était le chef de l'organisation mondiale sioniste ; c'est lui qui avait préparé de longue main avec le gouvernement britannique, si bien disposé en sa faveur, la création de ce « foyer national ». Et voici que son autorité est contestée à New-York. Il déplaît aux sionistes d'Amérique que ce foyer soit protégé par l'Union Jack.

Sans se séparer officiellement de l'organisation mondiale, les sionistes des États-Unis, au cours d'un congrès tenu à New-York, ont décidé, de faire, à l'avenir, bande à part, de poursuivre une politique spéciale en Terre Sainte, de ne connaître d'autre *leader* que le juge Brandeis. Cette scission attriste fort les journaux anglo-juifs, car les plus fortes subventions données aux associations et aux œuvres sionistes venaient

(1) N° du 15 octobre 1920.

d'Amérique ; quelques-uns d'entre eux incriminent même le docteur Weizmann qui aurait mené, de sa propre autorité, certaines négociations, avec légèreté et sans se conformer aux statuts du sionisme.

Une correspondance du *Mokattam*, journal arabe paraissant au Caire (1), montre que ces ferments de discorde ont déjà occasionné des incidents violents en Palestine. L'organisation sioniste américaine de Jaffa, qui avait donné 50,000 livres aux immigrés de cette ville, a subitement cessé ses distributions de secours. « Des mécontents se sont alors rendus au bureau de cette organisation et se sont livrés à une manifestation tumultueuse, brisant les fenêtres et les portes à coups de pierres et demandant leur rapatriement immédiat... Ils ont ensuite lancé des appels en anglais, en russe, en hébreu, à l'adresse des Palestiniens, criant qu'ils sont les amis des Arabes. Certains d'entre eux ont attaqué la maison de M. Donikoff et commis des déprédations à Tel Aviv... »

Tout cela explique le manifeste en faveur du *Keren Hayesod*. Les chevaux se battent devant

(1) Correspondance reproduite dans le *Journal du Caire* du 15 octobre 1920.

les râteliers vides. Des efforts désespérés sont faits pour tâcher d'amadouer les Américains et de rétablir l'unité de vues et la discipline dans le sionisme. Les circonstances sont jugées graves, puisque M. James de Rothschild en personne a franchi l'Atlantique pour aller converser avec le juge Brandeis et M. Mack, les deux principaux coryphées du sionisme aux États-Unis.

A la même époque, le condottiere Jabotinsky, dont le nom voisine avec celui de Rothschild, au bas de l'appel en faveur du *Keren Hayesod*, se rendit en Allemagne pour y haranguer les communautés israélites et recueillir des fonds. Au point de vue diplomatique, ses discours semblent avoir laissé à désirer — c'est aussi l'avis du *Jewish Guardian*. A Berlin, parlant devant un nombreux et sympathique auditoire, M. Jabotinsky a laissé entendre que l'Angleterre ne serait pas toujours le pouvoir protecteur de la Palestine... A ses yeux, l'Association sioniste allemande était la mieux organisée du monde; il lui appartenait donc de prendre la tête du mouvement... Cette invitation flatteuse n'a pas été sans offusquer un peu les juifs de Londres qui prétendent, tout en étant sionistes, rester citoyens anglais.

D'autres dissentiments se produisent. Un des membres les plus en vue du Comité des délégations juives, M. Henry Sliosberg, a adressé sa démission au président de la délégation russe M. Sokolow. Il a voulu ainsi protester contre les prétentions du Comité à représenter, vis-à-vis de la Société des Nations, l'ensemble des quatorze millions de juifs formant le peuple d'Israël. Et il affirme que son sentiment est partagé par une fraction considérable des juifs d'Amérique, de l'Europe orientale, et même des sionistes établis en Palestine.

L'agence Reuter fait connaître, à la date du 22 février 1921, que le journal hébreu *Kuntress*, a été suspendu pour un mois en raison de la publication d'un article diffamatoire visant le gouverneur du district de Jérusalem et, le même jour, le rédacteur en chef du journal arabe *Al Kassa* fut condamné à un mois de prison et 50 livres d'amende pour avoir fait allusion à la haine des Arabes contre les juifs ! (1)

La concorde et la paix ne semblent donc pas régner partout, parmi les sectateurs de Jéhovah, ni parmi leurs sujets.

(1) *The Morning Post*, 5 mars 1921.

Au mois de décembre dernier, un personnage important dont j'ai déjà parlé, se rendit à Londres : l'ancien brigadier général Ronald Storrs, gouverneur de Jérusalem depuis trois ans. Avait-il été appelé au *Foreign Office* pour fournir des renseignements sur l'état actuel de la Palestine, avant que fussent définitivement arrêtés les termes du fameux mandat de la Société des Nations conférant à l'Angleterre la protection de la Terre Sainte? C'est assez vraisemblable.

En son honneur, un déjeuner fut donné au Club d'Outre-Mer, sous la présidence de M. Cecil Harmsworth, membre du Parlement. Parmi les invités, le cardinal Bourne et l'émir Faiçal s'étaient excusés. Lord Northcliffe, malade, avait envoyé une lettre souhaitant la bienvenue au gouverneur de Jérusalem et ne faisant qu'une discrète allusion au « Foyer national juif ».

M. R. Storrs se montra encore plus réservé, dans sa réponse au toast du président du banquet.

Il parla de ses fonctions administratives, de la guerre qu'il avait déclarée aux débits de boissons, des progrès de l'hygiène dans les quartiers populeux, de son souci de respecter et de sau-

vegarder les monuments de la Ville Sainte et tout ce qui se rapportait à son histoire et à sa beauté. A des ingénieurs sollicitant une concession de tramway pour desservir Bethléem et le mont des Oliviers, M. Storrs avait noblement répondu : « Avant de poser vos premiers rails, vous passerez sur le cadavre du gouverneur ». Dans une autre phrase à effet, il évoqua le souvenir de Ponce-Pilate son « célèbre prédécesseur ». Faut-il en déduire que M. Storrs, fonctionnaire avisé, se lave déjà les mains et ne voudrait plus assumer de responsabilités dans les destinées futures de Jérusalem?

L'ensemble des faits récemment observés et des opinions recueillies démontre que le problème de la Palestine n'est pas encore définitivement résolu. Il contient bien des inconnues et peut ménager des surprises.

C'est pourquoi, après une année d'expérimentation du gouvernement anglo-juif, les chants joyeux, l'enthousiasme, les vastes pensées d'Israël ont sensiblement perdu de leur ampleur et de leur puissance.

Après les lumineuses clartés du triomphe, serait-ce déjà l'heure du crépuscule?...

CHAPITRE IX

La Société des Nations organe anglo-saxon d'Israël.

Les « cinq points » complémentaires du président Wilson. — La chrétienté du moyen âge jugée par Auguste Comte. — Le Directoire européen. — Les Congrès de La Haye. — La « Société des Nations » — Sir Eric Drummond. — M. Paul Mantoux et la Section politique. — Le président Wilson diversement jugé. — La Société des Nations procède essentiellement de l'inspiration juive. — Sérieux mécomptes à l'Assemblée de Genève. — Lord Robert Cecil et la *League of Nations' Union*. — Les articles du *Chigaco Tribune*. — L'esprit de révolte chez les Juifs. — Lourde faute commise. — Israël n'est pas encore le maître de la Terre.

I

On connaît, dans leurs dispositions essentielles les fameux « quatorze points » énoncés par le président Wilson dans son solennel discours du 8 janvier 1918 au Congrès des États-Unis.

Le quatorzième point formulait le vœu qu'une Ligue des Nations fût créée pour garantir l'indépendance de tous les États, grands et petits, et assurer à l'avenir la paix du monde.

Les cinq « points » complémentaires, énumérés dans le discours prononcé à New-York, le 27 septembre suivant — c'est-à-dire six semaines avant l'armistice — par M. Woodrow Wilson, sont moins connus, mais leur importance était capitale, car ils furent invoqués comme base des pourparlers de paix par le prince Max de Bade, dès son accession à la Chancellerie impériale. Ces « points » précisaient l'objet de la Ligue des Nations et spécifiaient les principes et prescriptions qu'elle devrait appliquer : Justice égale pour tous, amis ou ennemis de la veille; abandon de toutes considérations d'égoïsme ou de particularisme national; défense aux nations de s'unir pour former des groupements particuliers; interdiction de tout boycottage économique; défense aux nations de conclure entre elles des accords secrets.

Dans une étude récente, *L'Armistice du 11 novembre 1918*, M. Mermeix a montré combien ces principes d'une morale humani-

taire, d'un concept si naïf, fournissaient à l'Allemagne vaincue « un excellent terrain de discussions et de chicanes. » (1)

Toute latitude fut bien laissée au maréchal Foch et aux experts militaires des Alliés pour déterminer les conditions de l'armistice, mais à peine fut-il conclu que le président Wilson s'efforça de faire prédominer ses sentiments personnels sur la paix future. L'unité allemande fut déclarée intangible et l'on admit l'idée d'un super-gouvernement, appelé Ligue ou Société des Nations, dont le principe et les grandes lignes avaient été d'autre part préconisées, au cours de la guerre, dans un congrès maçonnique des puissances alliées.

M. Clemenceau ne s'était guère, au début, montré favorable à une pareille institution qu'il jugeait utopique et à laquelle il décochait volontiers des boutades sarcastiques, mais les négociations se poursuivirent pendant de longs mois; les influences juives et anglo-saxonnes accomplirent leur œuvre. Les Anglais avaient obtenu pleine satisfaction en ce qui concernait l'Egypte et la liberté des mers. M. Lloyd

(1) *La Revue Universelle*, 1er mars 1921, p. 563.

George put sans arrière-pensée se ranger du côté du président Wilson. Ce furent les *big three* ou les *big four,* suivant que l'Italie prit ou ne prit pas part aux délibérations du suprême Conseil, qui arrêtèrent les dernières clauses de la paix, et M. Clemenceau, chapitré par MM. Léon Bourgeois et Tardieu, se rallia, au nom de la France, aux vues de ses collègues.

L'idée n'était pas nouvelle de constituer une sorte de tribunal supérieur, chargé d'apaiser les conflits pouvant surgir entre les nations et de tenir l'office d'arbitre souverain. La chrétienté du moyen âge paraissait avoir résolu ce grand et délicat problème. A cette époque la foi religieuse, l'autorité morale du Pontife romain étaient assez puissantes pour donner une sanction à ses arrêts et contraindre à l'obéissance les plus orgueilleux monarques. L'exercice de cette autorité avait pour effet de diminuer le nombre des luttes armées et d'atténuer les méfaits des guerres. Dans son *Cours de philosophie positive,* Auguste Comte n'a pas caché « la profonde admiration dont l'ensemble de ses méditations philosophiques l'a depuis longtemps pénétré envers cette économie générale du système catholique du moyen âge, que l'on devra conce-

voir de plus en plus comme formant jusqu'ici le chef-d'œuvre politique de la sagesse humaine. (1)

Le « grand dessein » d'Henri IV a été souvent cité comme un véritable essai de Société des Nations en vue d'une paix perpétuelle. Une république très chrétienne des États de l'Europe devait être instituée après l'abaissement de la Maison d'Autriche. Mais il est aujourd'hui démontré que ce grand projet n'était dû qu'à l'imagination rancunière du brave Sully qui, vieux et aigri, avait exposé ce plan dans ses *Sages et royales œconomies d'Estat*, pour glorifier aux dépens du pouvoir nouveau, le gounement auquel il avait, d'ailleurs très utilement, participé.

On trouve aussi, dans les discours et les écrits des Saint-Simoniens, des allusions et des théories ayant trait à des accords internationaux, qu'un organe supérieur aurait eu la mission de régler et de sanctionner.

Mais, dussent les protagonistes des idées wilsoniennes en être fort surpris, c'est encore le *Directoire européen*, issu du Congrès de

(1) Tome V, p. 231.

Vienne de 1815, émanant de monarchies et non de démocraties, qui jusqu'à présent a le mieux réalisé l'essai d'une Société des Nations.

Cette Société, qui procédait des idées mystiques de l'empereur Alexandre et prétendait mettre un terme aux ambitions militaires et aux soubresauts révolutionnaires de la France, groupait dans un pacte de solidarité politique tous les États coalisés contre Napoléon. Or il advint que le ministre de Louis XVIII, Talleyrand, exclu à l'origine des délibérations du Congrès, finit par y participer et à y jouer dans l'intérêt de la France, un rôle prépondérant.

Le « Concert européen » qui, en 1830, remplaça le « Directoire », n'avait pas le même caractère. Il ne visait aucun but précis et tendait simplement à maintenir par des moyens de fortune — dont les petits États devaient être les victimes — la paix et l'équilibre entre les grandes puissances.

L'organisation internationale de La Haye, dont les conférences de 1899 et de 1907 firent connaître les travaux, aurait pu rendre de grands services à la cause de la paix si ses arbitrages avaient été rendus obligatoires, et si des sanctions avaient corroboré ses décisions. Au point

de vue moral, la collaboration du Pape, de la plus haute et la plus impartiale autorité qui soit, eût aussi ajouté un prestige spécial aux jugements rendus par la Cour de La Haye (1).

Mais l'Allemagne ne voulut jamais admettre que les arbitrages eussent un caractère obligatoire, et la Franc-Maçonnerie toute puissante dans les gouvernements de la France et de l'Italie, au même titre que le Puritanisme anglo-saxon, ne pouvait tolérer qu'un concours quelconque fût demandé au Saint-Siège.

Les délégués de l'Entente aux conférences de la paix décidèrent donc qu'une Ligue ou Société des Nations serait fondée selon les conceptions du président Wilson et qu'au statut de cette Société seraient incorporés les différents traités passés avec les belligérants des Empires centraux.

Cependant, l'instauration de ce supergouvernement international qui prétendait assurer une paix perpétuelle dans une sorte de paradis terrestre, n'avait pas été accueillie partout avec enthousiasme. Nombre de bons esprits restaient sceptiques sur les destinées d'une institution

(1) La *Société des Nations*, essai historique et juridique par Yves de la Brière (G. Beauchesne).

dont ils auraient voulu limiter les prétentions et la compétence. Dans une étude sur *La Frontière du Nord-Est,* le général Malleterre formulait ainsi ses sentiments et ses espérances : « N'est-il pas permis d'espérer que, de cette terrible guerre, après la sanction des crimes germaniques et le rétablissement d'un juste équilibre mondial, il sortira sinon la paix éternelle qui n'est pas de ce monde, ni même cette Société des Nations... mais une aspiration à régler les conflits par voie d'arbitrage? (1) ».

Et un compatriote du président Wilson, M. David J. Hill, traduisait ainsi les impressions de la majorité des Américains : « La véritable sagesse pour l'Amérique est de se joindre de bonne foi aux forces qui veulent réaliser dans le monde la paix pour la justice; mais, pour pouvoir jouer efficacement son rôle, son premier devoir sera d'être toujours prête à se défendre elle-même (2) ».

(1) *Revue des Deux Mondes,* 15 janvier 1918.

(2) *La Reconstruction de l'Europe,* par David Jayne Hill (Payot).

II

Puisque la Société des Nations constituait un supergouvernement des peuples, chargé de contrôler les États, les israélites avaient grand intérêt à y régner en maîtres. Les Anglo-Saxons secondèrent leurs ambitions et leur ouvrirent toutes grandes les portes de la maison internationale.

Dans une pareille organisation, avec un nombre si considérable de délégués ne se réunissant qu'à d'assez longs intervalles, c'est l'organe permanent, le Secrétariat général, qui tient le rôle capital, assure le fonctionnement des rouages et dispose de la plus grande autorité. C'est sans doute en raison de l'importance de leurs charges que tous les fonctionnaires permanents de la Société des Nations reçoivent des appointements supérieurs à ceux des ministres les mieux rétribués.

Sir Eric Drummond, le secrétaire général, avait été autrefois attaché au Foreign Office (section bureaucratique) et secrétaire parlementaire

de M. Arthur Balfour. J'ai déjà signalé la manifestation pro-juive à laquelle il se livra, en allant avec son personnel, le jour même de son arrivée à Genève, offrir au grand rabbin de la ville l'expression de son admiration pour les israélites et de son dévouement à leur cause.

La plus importante section du Secrétariat général, celle qui assure constamment la liaison avec les différents pays, qui étudie les questions internationales, prépare les rapports et présente des conclusions, est la section politique. Elle a pour chef un israélite, M. Paul Mantoux, capitaine interprète français à la Conférence de la paix. Ancien élève de l'École normale, où il eut pour condisciple et ami M. Albert Thomas — également fonctionnaire de la Société des Nations et chef de la Section du Travail avec des appointements fantastiques — M. Mantoux se lia intimement avec M. André Tardieu, au cours des séances des conférences tenues à Paris.

Le chef de la Section politique a pour principaux collaborateurs deux de ses coreligionnaires : le major Abraham, membre anglais, et Mme N. Spiller, qui remplit les fonctions de secrétaire de la Section.

L'idée m'est venue de feuilleter l'édition de

1921 du *Who's who*, le dictionnaire anglais des contemporains. Outre les notabilités britanniques, un assez grand nombre d'étrangers connus y figurent. Je n'y ai pas trouvé les noms des généraux Mangin, Degoutte, Debeney, qui jouèrent cependant un certain rôle dans la guerre, de l'amiral de Lapeyrère qui commanda en chef les flottes de la Méditerranée, des anciens ministres Viviani, André Lefèvre. Par contre, une demi-colonne est consacrée au capitaine-interprète Paul Mantoux. Nous apprenons qu'il est né en 1877, qu'il a épousé Mlle Mathilde Dreyfus. Ses titres universitaires, ses ouvrages, ses articles publiés dans des revues, ses décorations sont copieusement énumérés. On indique son adresse à Paris. Il en possède une autre à Londres, dans l'élégante artère de Piccadilly et le *Who's Who* pousse l'indiscrétion jusqu'à donner le numéro de son téléphone.

Il n'y a donc pas lieu d'être surpris que la Société des Nations s'efforce de promouvoir toutes les mesures correspondant aux désirs des dirigeants d'Israël. Les représentants du *Joint Committee* des associations juives ont été implicitement reconnus comme les mandataires d'une nation de treize ou quatorze millions d'indivi-

dus, dispersés sur la surface du globe, mais possédant une sorte de siège social depuis que les Anglo-Saxons ont institué le « Foyer national » de la race à Jérusalem.

En imposant la clause des minorités aux États où les israélites forment des groupements assez importants, la Société des Nations a créé en faveur des juifs de singuliers privilèges. Ils seront chez eux à Jérusalem, où le mandat de la Grande-Bretagne, qui s'exerce entièrement à leur profit, n'aura qu'une durée limitée, et ils seront également chez eux, sous prétexte d'éviter que des atteintes soient portées à leur liberté religieuse, partout où ils forment une minorité ethnique de quelque importance.

Les États-Unis ayant refusé de faire partie de la Société des Nations, on pouvait croire que la Ligue cesserait d'entretenir des relations officielles avec le président Wilson. Il n'en fut pas ainsi. Lorsque la Société fut saisie de demandes d'arbitrage au sujet de l'Arménie et des îles d'Aland, c'est au président Woodrow Wilson, désavoué par le Sénat et dont les pouvoirs semblaient déjà périmés, qu'elle fit appel pour servir d'arbitre dans ces délicates questions. Et M. Wilson, pour bien montrer qu'il était tou-

jours l'homme-lige d'Israël, délégua son autorité à deux diplomates juifs : MM. Henri Morgenthau et Elkus.

On comprend que, lors de l'avènement au pouvoir du nouveau président Warren Harding, le journal le *Peuple juif*, ait tenu à saluer ainsi M. Woodrow Wilson :

Au moment où l'ex-président des États-Unis transmet à d'autres mains la direction des affaires de la grande République, nous avons le devoir, nous autres juifs, de saluer avec ferveur cette noble figure qui a occupé à un moment donné — avec quelle grandeur, avec quelle dignité ! — la scène du monde.

Par l'influence qu'il a exercée sur les événements de son temps et qui se répercutera pendant de nombreuses générations, Wilson est un vrai héros, dans le sens qu'attribuait Carlyle à ce mot. Cette influence, il l'a exercée aussi bien par la part qu'il a prise à l'entrée en guerre de l'Amérique, que par les idées qu'il a fait prévaloir comme base des pourparlers de la paix.

Un journal américain indépendant, *The Columbia Sentinel* (1), a formulé sur l'ancien président un jugement moins favorable. Après avoir cité quelques traits peu édifiants de sa vie privée, l'auteur ajoutait : « Il a trompé la France, trompé

(1) N° du 8 novembre 1920, cité par la *Vieille France* (n° 211).

l'Italie, trompé la Roumanie, trompé la Chine; il a semé les dents du dragon sur toute la terre et elles engendrent les armées qui s'entr'égorgent en quinze pays différents de ce monde bouleversé ».

Quoiqu'il en soit, la Société des Nations est bien son œuvre; il s'est inspiré, pour en jeter les fondements, des projets pseudo-humanitaires de la franc-maçonnerie et des conceptions judaïques. M. David Lloyd George, complice ou prisonnier d'Israël, a été son principal collaborateur et lui a donné le puissant concours de l'Empire britannique.

Parmi les nombreux journaux juifs que j'ai consultés pour documenter ce livre, je n'ai relevé qu'une note peu bienveillante pour le président Wilson et ses « quatorze articles ». A propos d'une étude critique consacrée à l'*Année de la Paix* de M. Joseph Reinach et parue dans l'*Action française,* M. Émile Cahen déclarait que, pas plus que les lecteurs de ce journal, « un bon nombre de nos coreligionnaires de tous les pays ne sont engoués des illusions humanitaires de M. Wilson (1) ».

(1) *Les Archives israélites,* n° du 30 décembre 1920.

M. Émile Cahen s'est fait l'interprète d'une bien modeste minorité d'israélites et je n'ai trouvé nulle part ailleurs l'écho de pareilles opinions.

Dans la presse juive ou judaïsante des deux hémisphères, la réalisation de la Société des Nations fut accueillie par des transports d'allégresse. Et, depuis qu'elle a commencé à fonctionner, ses décisions et ses actes ont pleinement répondu aux espérances qu'elle avait fait concevoir.

Le 16 janvier 1921, dans une conférence faite à la congrégation de la Synagogue de West London, l'un des coryphées les plus autorisés des associations juives d'Angleterre, M. Lucien Wolf, après avoir cité un mot d'Israël Zangwill représentant la Société des Nations comme procédant « essentiellement de l'inspiration juive », développa éloquemment les idées suivantes :

Tous les juifs doivent considérer comme un devoir formel de soutenir par tous les moyens possibles la Société des Nations.

Nous avons le plus grand intérêt au succès de la Ligue. Elle est en harmonie avec nos plus nobles et nos plus saintes traditions.

Elle a pour nous un intérêt majeur en tant qu'elle

assure la plus favorable solution à la question juive. Son avenir est d'ailleurs assuré (1).

Bien que l'avenir de la Société des Nations semble assuré, comme le croit fermement M. Lucien Wolf, il n'en faut pas déduire qu'elle ne connaîtra jamais de difficultés et vivra éternellement des jours heureux.

Déjà certains mécomptes se sont produits. Les États-Unis ont refusé de faire partie de la Ligue des Nations et cela ne les a pas empêchés de formuler des réserves au sujet de certains mandats accordés et de protester contre l'installation des Japonais dans l'île de Yap.

Le 4 décembre 1920, M. Puyerredon, chef de la délégation de la République Argentine, à la suite de l'ajournement d'une proposition qu'il avait présentée, a déclaré se retirer de la Société des Nations, et son attitude a reçu la pleine approbation de son gouvernement.

La Confédération helvétique, qui a cependant l'honneur de donner l'hospitalité à la Ligue, n'a pas accepté de laisser traverser son territoire à des troupes armées mandatées par la Société des Nations.

(1) *The hidden Hand*, february 1921, p. 4.

Sept États ont déjà présenté onze amendements au pacte initial de la Ligue. Une commission va se réunir à Genève pour examiner ces propositions qui seront discutées devant l'Assemblée de la Société des Nations qui doit être convoquée au mois de septembre prochain.

Au sein même de la Société, des dissentiments assez sérieux se manifestent donc et ils pourront s'accentuer le jour où les représentants de quelques États trouveront que les intérêts dont ils ont la garde ne se confondent plus entièrement avec ceux du judaïsme.

Il s'est fondé depuis quelque temps plusieurs sociétés « nationales » dans le but de propager les idées et de démontrer l'utilité de la Société des Nations; elles ont déjà tenu deux congrès. La société française l' « Association pour la propagation de la Société des Nations » a peu d'importance et n'a groupé qu'un petit nombre d'adhérents. Il n'en est pas de même de la *League of Nations' Union* britannique.

Cette dernière constitue une organisation privée très puissante et elle publie, à la librairie Hodder et Stoughton, un magazine fort répandu : *To-day and To-morrow* (aujourd'hui et demain). La *League of Nations' Union* a donné des cen-

taines de conférences, a lancé une souscription pour constituer un fonds d'un million de livres sterling et dispose déjà d'un gros budget pour sa propagande. Elle n'est pas, comme on pourrait le croire, un organe officieux de la Société des Nations. Elle ne reçoit pas d'instructions du Secrétariat général mais cherche au contraire à exercer une pression sur la Société et à l'orienter du dehors selon les vues et les intérêts de l'Empire britannique.

L'âme de la *League of Nations' Union* est Lord Robert Cecil, grand ami des juifs, mais qui, cependant, n'a pas sacrifié sur l'autel d'Israël son indépendance de citoyen anglais et ses idées personnelles (1).

Les fonctionnaires de la Société des Nations ont tout fait pour empêcher Lord Robert Cecil de représenter le Royaume-Uni à la première Assemblée de Genève. Il y a pris part, cependant, comme délégué de l'Afrique australe et y a préconisé deux mesures dont l'État-Major de la Société ne verrait pas sans effroi l'adoption, car elles contrarieraient les méthodes juives.

(1) Troisième fils du marquis de Salisbury, lord Robert Cecil a été sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1915-16) et ministre du blocus (1916-18).

Lord Robert Cecil demande que la nomination des délégués se fasse sur des bases plus larges, dans des conditions plus démocratiques; et que toute la politique de la Ligue, au lieu d'être secrète, se passe au grand jour.

Le journal américain *The Chicago Tribune* a publié, en novembre 1920, une série d'articles fort intéressants sur cette question. L'action personnelle de Lord Robert Cecil y fut nettement caractérisée, et certains « dessous » de la Ligue y furent dévoilés. C'est ainsi que l'on apprit que les représentants de la Chine et du Japon avaient tenu entre eux de nombreux conciliabules et se proposaient de demander ultérieurement la mise à l'ordre du jour de la question de l'égalité des races, dussent les fondements de la Société des Nations en être tragiquement ébranlés. L'un des collaborateurs du *Chicago Tribune*, dont l'autorité est d'autant plus grande qu'il a appartenu au Secrétariat de la Ligue, laisse entendre que le prestige de la Société des Nations est singulièrement en baisse depuis qu'on peut la voir à l'œuvre : « Les États qui lui donnèrent leur adhésion, dans l'enthousiasme des premiers mois, croyant que le programme affiché à son seuil serait exécuté, commencent à éprouver les

désappointements résultant des contacts avec les réalités. L'enthousiasme est en train de s'éteindre dans les pays scandinaves et en Hollande; en France, on se demande si les vainqueurs de la guerre ont été bien inspirés en embarquant le pays sur ce navire qui fait eau. La Suisse vota, en mai 1920, l'adhésion à la Ligue. Elle l'aurait vraisemblablement refusée si le referendum avait été ajourné de quelques semaines. (1) ».

Est-ce pour rendre un peu de prestige à la Société des Nations que furent décernés les grands prix Nobel, de la paix, au président Wilson et à M. Léon Bourgeois, à l'initiateur de cet organisme international et à son plus fervent adepte ?

Ce résultat ne semble guère avoir été obtenu (2). Lorsque le texte des accords de Paris

(1) *The Chicago Tribune,* (European édition) 29 novembre 1920.

(2) M. da Cunha, tandis qu'il était président de la Société a fait une déclaration tendant à rapetisser quelque peu la compétence de la Ligue. Questionné au sujet de la note reçue de l'Allemagne et protestant contre les sanctions décidées à Londres, M. da Cunha répondit que la Société des Nations n'avait pas à intervenir en pareil cas. Elle n'est qu'une « Association d'Etats qui ne dispose d'un pouvoir exécutif qu'exceptionnellement. Elle constitue plutôt un moyen pour les gouvernements de prendre des décisions communes » (*Le Temps,* 21 mars 1921).

fut communiqué au Reichstag et que lecture fut donnée de la sanction finale menaçant l'Allemagne de n'être admise au sein de la Société des Nations qu'après avoir rempli les conditions stipulées et payé les indemnités et réparations mises à sa charge, les membres de l'Assemblée furent pris d'un rire homérique; et plusieurs d'entre eux ne célèrent pas qu'à l'instar des États-Unis, ils prendraient, sans trop d'angoisse, leur parti de rester étrangers à la Ligue.

Il ne faudrait pas, toutefois, exagérer cette note et croire que la Société des Nations ne représente pas une force. Cette force est surtout faite de la faiblesse morale des États qui lui ont donné leur adhésion et qui ont cru trouver en elle des appuis politiques, économiques et financiers susceptibles de les aider à traverser une période de crise mondiale aiguë.

La Société des Nations, arme anglo-saxonne forgée par Israël, est assurément, malgré les failles qu'on peut découvrir dans son métal, fort redoutable, mais sa tâche sera rude. Il lui faudra défendre à la fois l'impérialisme britannique, l'impérialisme américain et l'impérialisme juif, les grands intérêts commerciaux et

financiers des trois puissances et par surcroit le socialisme et le bolchevisme, là où Israël les inspire. Assurément cette tâche est délicate et complexe, d'autant que ces intérêts seront souvent opposés. Et puis à cette expansion des ambitions, de l'orgueil, des tyrannies juives vont correspondre des resserrements nationalistes dans les États les plus menacés.

Dans son étude récente sur *La Renaissance de l'Antisémitisme*, M. Georges Batault a fort exactement situé le champ des batailles qui ne manqueront pas de s'engager : « Tandis que les juifs internationaux misent sur ces deux cartes : Révolution et Société anonyme des Nations, l'antisémitisme mise à l'opposé sur la carte nationaliste (1) ».

Il existe encore un facteur qu'il ne faut pas négliger d'indiquer, c'est l'esprit de révolte et d'anarchie incarné dans les vrais fils d'Israël. C'est pour eux une tare atavique; on peut la suivre à travers les siècles. Leurs historiens, comme Isidore Loeb et James Darmesteter, en ont fait l'aveu ou en ont même tiré vanité. L'idée messianique est fondée sur la destruc-

(1) *Mercure de France*, 15 janv. 1921, p. 319.

tion des nations chrétiennes, et les intellectuels juifs ont toujours été des agents de dissociation, de dénationalisation des institutions et des sociétés organisées. Voici comment l'un d'eux, Baruch Hagani, juge l'œuvre des Karl Marx et des Lassalle : « Ces penseurs apercevaient avec d'autant plus de justesse les imperfections et les hypocrisies de l'état social actuel et les dénonçaient avec d'autant plus d'âpreté, que, non seulement la prédication passionnée des prophètes avait peut-être infusé en leur sang la soif immodérée de la justice absolue, mais qu'aucune raison de sentiment, qu'aucun lien d'habitude ne les rattachaient profondément à cet état social, à ces sociétés qui les avaient toujours traités en parias. Israël fut, dans son errante existence, une protestation vivante contre l'ordre des choses établi, un élément irréductible, violemment attaché à son idéal et à ses espérances ; des lois oppressives n'avaient que contribué à la maintenir dans cet isolement » (1).

Bernard Lazare, de son côté, a parlé « de ce vieux matérialisme hébraïque qui rêve perpétuellement d'un paradis réalisé sur la terre et

(1) *Le Sionisme politique*, p. 28.

repoussa toujours la lointaine et problématique espérance d'un Eden après la mort » (1) matérialisme qui transparaît dans toute l'œuvre de Marx, de Boerne et de Lassalle.

Révolté par destination, si le juif parvenait à plier sous son joug les peuples de l'univers et à instituer un organisme gouvernemental selon ses lois et à sa dévotion, il ne saurait se soustraire à sa vocation atavique de démolisseur et saperait bientôt de ses mains l'édifice érigé par la puissance et pour la gloire de sa race.

Les dissentiments, les divisions, qui se sont déjà manifestés chez les sionistes installés ou campés en Palestine, apportent une première preuve à cette affirmation, et l'on sait l'antagonisme religieux qui existe entre les juifs orthodoxes et les libéraux.

Mais faudra-t-il attendre la reconstruction du Temple de Salomon sur les ruines des sociétés chrétiennes, tel que le rêvèrent les messianistes, et la démolition par les juifs eux-mêmes de ce nouveau temple pour tenter de défendre ces sociétés ?

Nous voulons espérer que les peuples de

(1) L'*Antisémitisme*, p. 347.

l'ancien et du nouveau monde sauront organiser les résistances aux poussées juives et sauvegarder leur indépendance et leur civilisation. Mais il est essentiel de leur faire comprendre sans tarder l'imminence et l'étendue du péril. Qu'ils ceignent leurs reins et tendent leurs muscles pour les durs combats qu'ils devront livrer s'ils veulent être sauvés !

Cependant les juifs, enivrés par les succès éclatants de leurs campagnes récentes, ont commis une grave erreur. Ils ont, un peu prématurément, chanté victoire et proclamé leur omnipotence.

De même que les Allemands se sont trop pressés, en 1914, de déchaîner la guerre mondiale, alors que les jalons plantés par eux dans les deux hémisphères, l'accroissement de leur population et de leur puissance économique, le développement prestigieux de leur flotte commerciale et de leur outillage militaire leur promettaient à brève échéance la réalisation de toutes leurs ambitions dominatrices : *Deutschland ueber alles !* De même les juifs, qui avaient si minutieusement préparé les étapes de leur conquête, ont imprudemment précipité leur course victorieuse. Leur orgueil exacerbé leur

a fait croire que le but final était atteint, alors qu'ils ne le touchaient pas encore, et que l'heure triomphale avait sonné.

Pour avoir arboré trop vite sur les murailles de Jérusalem le drapeau d'Israël, symbole de leur toute puissance, les Hébreux auront, je l'espère ardemment, suscité chez les peuples chrétiens, et même chez les Anglo-Saxons qu'ils estimaient conquis, des forces de résistance supérieures aux forces d'attaque.

Et alors seront justifiées les paroles formulées par dom Guéranger dans ses commentaires sur l'office de la Passion :

« La Synagogue court à la malédiction. Obstinée dans son erreur, elle ne veut rien écouter, rien voir ; elle a faussé à plaisir son jugement ; elle a éteint en elle la lumière de l'Esprit-Saint et on la verra descendre tous les degrés de l'aberration jusqu'à l'abîme (1) ».

(1) *Année liturgique*, La Passion, p. 113.

INDEX DES NOMS CITÉS

A

B

H

I

J

K

L

M

ACHEVÉ D'IMPRIMER

le quatre juin mil neuf cent vingt et un

par

L'IMPRIMERIE ORLÉANAISE

A Orléans

pour

BERNARD GRASSET